

Agreste Panorama



Numéro 2 - juin 2016

Depuis mars, une météo qui décourage la consommation de certains fruits et légumes et a perturbé les semis de maïs

■ Synthèses Grandes cultures

L'offre mondiale excédentaire en 2015/2016 et la perspective de bonnes récoltes en 2016 continuent de faire pression sur les prix des grains

O. Satger

■ Synthèses Fruits d'hiver

Sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016, les exportations françaises de pommes vers l'Europe se redressent et tirent les cours à la hausse

L. Bernadette

■ Synthèses Aviculture

Après une année 2014 en demi-teinte, la production française de volailles progresse en 2015 et retrouve son niveau de 2007

C. Pendariès

■ Synthèses Consommation

En 2015, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan, mais repli modéré de la consommation de viande à domicile par les ménages

A. Lavergne

■ Synthèses Lait

Début 2016, le déséquilibre persiste sur le marché du lait et des produits laitiers

G. Martin-Houssart

■ Synthèses IAA

En 2015, la production en volume des IAA a augmenté pour la 2^e année consécutive

M. Kuhn-Le-Braz



Éditorial

Depuis mars, une météo qui décourage la consommation de certains fruits et légumes et a perturbé les semis de maïs

Après un hiver très doux et plutôt humide en février, favorisant la recharge des nappes phréatiques et la bonne tenue des prairies, les températures ont retrouvé un niveau proche des normales à partir de mars, sauf pour la dernière semaine d'avril et la deuxième décennie de mai, particulièrement fraîches. La pluviométrie a été dans l'ensemble excédentaire, en mars et en avril, et exceptionnelle en mai (27 % supérieure aux normales). Au 1^{er} juin, l'indice d'humidité de sols est excédentaire sur une grande partie du territoire mais reste déficitaire en Bretagne, dans le sud et en Corse (*Infos rapides Climatologie, juin 2016*).

Depuis le mois de mars, le climat a freiné le développement des cultures d'hiver, perturbé les semis de printemps et limité la production de tomates et de concombres. Du côté de la demande, il a découragé la consommation des fraises, tomates et concombres et prolongé celle des légumes d'hiver (poireau, chou-fleur).

Malgré une offre globalement mesurée, les prix des fruits mais également des légumes en avril sont proches des niveaux de l'année passée ou des cours moyens 2011-2015, après avoir nettement progressé en mars. Les cours des légumes sont en légère hausse sur un an (+ 4 %), grâce à

l'asperge et surtout au chou-fleur dont les prix flambent, sous l'effet d'une demande dynamique mais d'une offre limitée, après le pic de production précoce de fin d'année. Les cours des autres légumes sont en retrait sur un an (*Infos rapides Fruits-Légumes, mai - juin 2016*).

Les cours des fruits fléchissent légèrement sur un an (- 4 %). Outre la fraise, très sensible à la météo, le marché de la pomme se complique en mars et en avril avec des stocks supérieurs à ceux de 2015 et à la moyenne 2011-2015, sous l'effet d'une demande intérieure de plus en plus tournée vers les fruits de saison et d'une demande extérieure qui ralentit avec la montée en puissance de l'offre polonaise et italienne (*Infos rapides Fruits - Stocks Pommes-Poires, mai 2016*). Le début de la campagne de commercialisation 2015/2016 de la pomme avait pourtant démarré de façon dynamique sur fond de hausse des exportations françaises à destination des autres pays de l'Union européenne, dans un contexte de baisse des récoltes dans les autres pays producteurs et de hausse de la production française. Cette bonne tenue des exportations vers l'UE sur les sept premiers mois de la campagne avait orienté les cours vers le haut sur un an et compensé le recul enregistré avec les pays asiatiques et surtout la perte du débouché russe

(*Sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016, les exportations françaises de pommes vers l'Europe se redressent et tirent les cours à la hausse, Fruits d'hiver, n° 2016/284, avril 2016*).

La météo maussade depuis le mois de mars a freiné le développement des cultures d'hiver et perturbé les semis des cultures de printemps. L'apparition d'insectes, maladies et champignons pourrait en outre entamer les perspectives de rendement de la prochaine récolte 2016. Du côté des surfaces, les emblavements en céréales augmenteraient en France en lien avec la hausse des surfaces de céréales d'hiver. A contrario, les emblavements en céréales de printemps (maïs et orge) diminueraient. La sécheresse de l'été 2015 avait fortement pesé sur les rendements du maïs et du tournesol. Les surfaces consacrées aux oléagineux resteraient stables, grâce à la progression du colza qui compenserait le recul de celles en tournesol (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juin 2016*).

Ces semis s'inscrivent sur fond d'offre surabondante en graines pour la campagne actuelle et de perspectives de récoltes globalement bonnes pour 2016, qui pèsent fortement sur les prix des céréales depuis la fin d'année 2015 et particulièrement au 1^{er} trimestre 2016, malgré le recul des

récoltes de maïs. Les productions mondiale et française de blé tendre pour 2015/2016 atteignent un nouveau record. Combinées à des stocks mondiaux les plus élevés depuis 1986/1987, ces excédents exacerbent la concurrence au niveau mondial. Le dynamisme des ventes françaises de blé tendre vers les pays tiers, notamment en seconde moitié de campagne vers le Maroc et l'Égypte permettrait toutefois de maintenir les exportations françaises au niveau de 2015. En avril 2016, les cours du blé tendre se stabilisent à un niveau bas, après plusieurs mois de repli très marqué, tandis que les cours se redressent pour le maïs à la suite de craintes relatives au niveau des récoltes attendues au Brésil et en Argentine. Outre les récoltes abondantes, les cours des oléagineux pâtissent en début d'année 2016 de la baisse des prix du pétrole, après s'être maintenus à des niveaux élevés en 2015 pour le tournesol et le colza. (*L'offre mondiale excédentaire en 2015/2016 et la perspective de bonnes récoltes en 2016 continuent de faire pression sur les prix des grains, Grandes cultures, n° 2016/287, mai 2016*).

S'agissant des fourrages, la production cumulée d'herbe au 20 mai est normale comparée à la production de référence à la même période même si la pousse réalisée entre le 20 avril et le 20 mai est moins prononcée qu'entre le 20 mars et le 20 avril (*Infos rapides Prairies, mai 2016*).

Au 1^{er} trimestre 2016, les productions françaises d'animaux de boucherie sont dynamiques par rapport à la même période de 2015, dans un contexte de prix à la production toujours en recul pour la totalité des espèces. Ces hausses résultent d'une progression des abattages (à l'exception des porcins) et des exportations de brouillards notamment vers l'Italie. Toutefois, sur le dernier mois du trimestre, la production de bovins et de porcins se replie tandis que celle des ovins poursuit sa hausse. En avril, les abattages de bovins et surtout de porcins augmentent tandis que ceux des ovins se stabilisent, après un mois de mars impacté par le positionnement

de la fête de Pâques mi-mars cette année : en hausse pour les ovins et, a contrario, en baisse pour les porcins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, mai 2016*). Après un repli des cours sur un an moins accentué en mars, en lien avec la demande d'agneau au moment de la fête de Pâques, le recul des cours des ovins s'accélère en avril sur un an. Les prix des gros bovins poursuivent leur baisse en avril sur un an, en lien avec la hausse des disponibilités et l'érosion de la demande intérieure, notamment en viande à griller. Les exportations de viande porcine continuent de croître grâce aux ventes aux pays tiers, mais sous le poids des disponibilités, et malgré une baisse des importations, les cours fléchissent sur un an. Ces hausses de production s'inscrivent sur fond de baisse des effectifs de cheptel fin 2015, à l'exception des effectifs de bovins. Pour 2016, elles laissent présager une baisse de la production d'ovins et de porcins et une stabilité de la production de bovins, après le maintien ou les progressions légères de 2015 (*Infos rapides – enquêtes cheptel novembre 2015 Bovins/ovins/porcins, avril 2016*).

En 2015, la production française de volailles a renoué avec la croissance, après une année de repli mais est relativement stable depuis 2007. Les abattages de poulets sont en hausse depuis 2007 tandis que ceux de canards et surtout de dindes continuent de se replier. Cette relative stabilité contraste avec le dynamisme de la consommation de viande de volaille, au plus haut depuis 40 ans. La balance commerciale reste légèrement positive en volume, grâce, notamment, à la reprise des ventes de poulet « export » vers les pays tiers mais ne cesse de se contracter sous l'effet de la dégradation des échanges avec l'UE (*Après une année 2014 en demi-teinte, la production française de volailles progresse en 2015 et retrouve son niveau de 2007, Aviculture n° 2016/285, avril 2016*).

Au premier trimestre 2016, la production de volailles, toutes espèces confondues est en légère progres-

sion sur un an, à l'exception de celle de canards, en recul. Dans le même temps, la balance du commerce extérieur des viandes et préparations de volaille est déficitaire en volume, sous l'effet d'une baisse des exportations, essentiellement de poulets, et d'une hausse des importations de canards. Les mises en place de poussins décrochent depuis janvier pour toutes les espèces, en particulier pour les canetons à la suite de l'obligation de vide sanitaire dans certaines régions, après la détection de foyers de grippe aviaire à l'automne. En avril, les abattages de volailles se replient en tonnes et en têtes. Au 1^{er} trimestre 2016, les mises en place de poulettes de ponte d'œufs de consommation reculent sur un an. Les perspectives de production d'œufs tablent sur un repli pour les sept premiers mois. Malgré une baisse de la production au 1^{er} trimestre 2016, les prix à la production reculent sur un an, en avril, après une embellie en mars (*Infos rapides Aviculture, juin 2016*).

En 2015, la consommation de viande, toutes catégories confondues, calculée par bilan a légèrement augmenté par rapport à 2014. La consommation de viande de volaille progresse le plus, suivie de celle de porc tandis que celles de viande bovine et ovine sont respectivement stables ou en recul. De leur côté, les achats par les ménages pour leur seule consommation à domicile (panel Kantar Worldpanel) fléchissent pour la 1^{re} fois depuis 2009, dans un contexte de prix quasiment stables (*En 2015, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan, mais repli modéré de la consommation de viande à domicile par les ménages, Consommation n° 2016/289, juin 2016*).

Après une année 2015 stable, la collecte française de lait de vache progresse sur les deux premiers mois de 2016 (+ 3,3 %) mais moins qu'à l'échelle de l'Europe (+ 7,4 %), notamment des pays du Nord. En mars, la collecte française de lait de vache marque le pas dans les principaux bassins de production. La collecte de lait de brebis stagne tandis que celle de chèvre progresse (*Infos rapides Lait,*

mai 2016). Au 1^{er} trimestre, les fabrications de beurre et de poudre de lait sont les principaux bénéficiaires de ces excédents mais peinent à trouver preneur sur les marchés extérieurs en raison d'une concurrence accrue à l'exportation et d'un manque persistant de débouchés. Les exportations de laits conditionnés ou de crèmes conditionnées progressent toutefois, notamment vers la Chine (*Début 2016, le déséquilibre persiste sur le marché du lait et des produits laitiers, Lait n° 2016/288, mai 2016*).

Face à ce contexte toujours lourd sur le marché mondial des produits laitiers (offre abondante mais demande en berne), les prix du lait reculent en avril 2016, et avec ceux des céréales tirent l'ensemble des prix des produits agricoles à la production à la baisse sur un an. Les prix des vins AOP progressent sur un an et par rapport aux prix moyens 2011-2015 et font plus que compenser le recul des autres vins. De leur côté, les prix à la consommation des produits alimentaires sont en légère progression en avril 2016 sur un an tandis que ceux des boissons non alcoolisées se replient (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, juin 2016*).

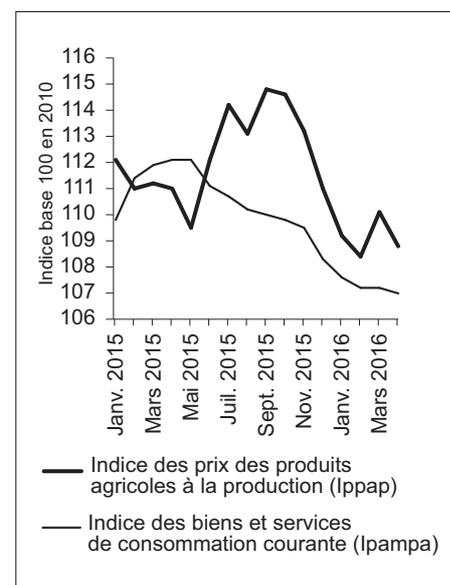
Dans le sillage des baisses enregistrées en 2015 et au 1^{er} trimestre

2016, le coût des intrants fléchit en avril 2016 sur un an, essentiellement en lien avec la diminution du prix des aliments pour animaux et du coût de l'énergie. La baisse des cours des aliments composés se poursuit, dans un contexte de recours plus marqué aux aliments fabriqués à la ferme sous l'effet du repli des cours du blé, mais également de moindre demande à la suite du recul de la collecte de lait et de la grippe aviaire pour les palmipèdes gras (*Infos rapides Coûts de production, juin 2016*).

En 2015, l'activité des IAA (hors tabac) a progressé en volume sur un an pour la deuxième année consécutive, grâce une nouvelle fois au dynamisme de la production de boissons mais également à la reprise des produits alimentaires. Le chiffre d'affaires s'est stabilisé, la hausse de la production ayant été compensée par le recul des prix. L'excédent commercial s'est amélioré sur un an, porté par celui des boissons et le repli du déficit des viandes (*En 2015, la production en volume des IAA a augmenté pour la 2^e année consécutive, Industries agroalimentaires n° 2016/286, mai 2016*). En mars 2016, l'excédent en produits transformés (y compris tabac) progresse, grâce à une baisse des importations de produits laitiers plus importante que celle des exportations. En revanche, ce

solde positif est insuffisant pour contrebalancer la dégradation du déficit en produits bruts et l'excédent global des échanges agroalimentaires français se réduit en mars 2016 pour le 3^e mois d'affilée (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mai 2016*).

En avril 2016, les prix des produits agricoles à la production et les prix des moyens de production agricole poursuivent leur recul



Sources : Agreste, Insee

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales, oléagineux et protéagineux mai n° 2016/287

[Retour éditorial](#)

L'offre mondiale excédentaire en 2015/2016 et la perspective de bonnes récoltes en 2016 continuent de faire pression sur les prix des grains

L'abondance de l'offre mondiale en céréales et en graines oléagineuses se confirme pour la campagne 2015/2016, en particulier pour le blé tendre. Les perspectives de production mondiale s'annoncent favorables pour 2016/2017. Les stocks mondiaux de céréales devraient donc continuer de croître à l'issue des campagnes 2015/2016 et 2016/2017, exerçant une pression à la baisse sur les prix. Le contexte macroéconomique général (baisse des prix du pétrole, ralentissement de la croissance, parités monétaires) est de nature à renforcer les facteurs baissiers propres aux marchés des grains. En France, les surfaces de la récolte 2016 sont en progression sensible pour les cultures d'hiver au détriment des cultures de printemps. Sur la base de l'état des cultures fin avril, les perspectives de rendement des récoltes 2016 sont globalement bonnes.

Pour la campagne 2015/2016, la production mondiale de céréales devrait atteindre 2 005 millions de tonnes (Mt) selon le CIC (Conseil international des céréales), soit seulement 40 Mt de moins que le niveau record enregistré lors de la campagne 2014/2015. La consommation diminuerait de 21 Mt pour atteindre 1 988 Mt. Les stocks de fin de campagne seraient en progression de 17 Mt pour s'établir à 466 Mt, leur plus haut niveau depuis la campagne 1986/1987.

Les stocks de blé continuent d'augmenter, en France et dans le monde

À la fin de la campagne 2015/2016, les stocks mondiaux de blé progres-

seraient pour la 3^e année consécutive, atteignant 215 Mt (+ 7 % sur un an) selon le CIC. Depuis 2013/2014, la production mondiale de blé est en effet supérieure à la consommation mondiale. En 2015/2016, avec 734 Mt, elle enregistrerait un nouveau record, dépassant de 6 % la moyenne des cinq dernières campagnes. La consommation mondiale augmenterait légèrement pour atteindre 719 millions de tonnes. Les surfaces consacrées au blé seraient les plus étendues depuis la campagne 1998/1999 et le rendement moyen serait également supérieur aux performances affichées jusqu'à présent.

En France, la production de blé tendre 2015 est estimée au niveau record

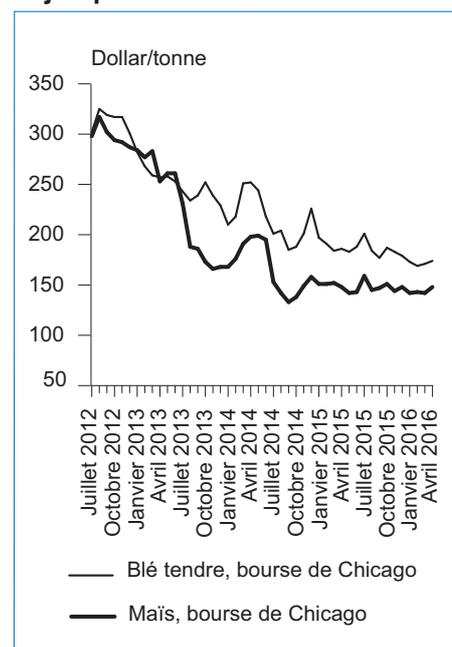
de 41 Mt, en progression de 10 % par rapport à l'année précédente et de 14 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Concurrencées par une offre européenne très abondante, les exportations françaises de blé tendre sur le marché communautaire reculeraient à 7,3 Mt sur la campagne 2015/2016 contre 8 Mt en 2014/2015. En revanche, les exportations vers les pays tiers s'élèveraient à 12 Mt contre 11,4 Mt en 2014/2015, dans un contexte de forte concurrence également sur le marché mondial, accentué par la faiblesse du coût du fret. De même que les blés français peuvent s'exporter en Asie, des pays éloignés comme l'Argentine, le Canada ou l'Australie deviennent en effet compétitifs sur l'Afrique de l'ouest, le

Maghreb ou l'Égypte. Les exportations françaises s'avèrent cependant plus dynamiques sur la seconde moitié de la campagne. En outre, dans les prochains mois, les pays du Maghreb pourraient importer davantage de blé, les prochaines récoltes céréalières risquant d'être particulièrement faibles au Maroc et en Tunisie, pays fortement touchés par la sécheresse. Le maintien global des exportations au niveau de la campagne 2014/2015, 20 Mt, ne sera néanmoins pas suffisant pour éviter une hausse des stocks en fin de campagne.

Les stocks mondiaux de maïs demeurent élevés malgré la baisse de la production

Selon le CIC, la production mondiale de maïs s'établirait à 973 Mt lors de la campagne 2015/2016, en retrait de 45 Mt par rapport au niveau historique de la campagne précédente. Effet de la sécheresse de l'été 2015, la production baisserait notamment dans l'Union européenne et en France. La consommation mondiale devrait se contracter (- 2 %) pour afficher 975 Mt. Une grande partie de cette baisse provient d'une moindre utilisation en alimentation animale dans l'Union européenne, qui reculerait de 60 à 49 Mt.

Les cours des céréales plutôt en baisse en 2015 et jusqu'à février 2016



Source : La Dépêche

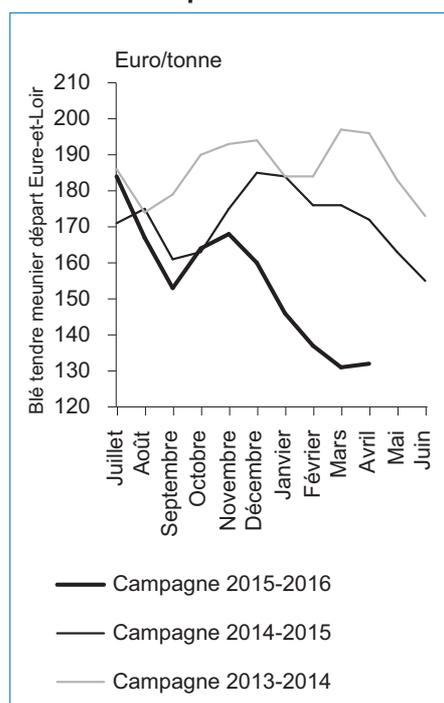
Les stocks mondiaux de fin de campagne seraient inchangés, à 206 Mt, à l'issue de la campagne 2015/2016.

En France, la récolte de maïs grain en 2015/2016 est estimée à 13,7 Mt (y compris le maïs humide), en baisse de 25 % par rapport au niveau record de 2014. Cette diminution de la production s'accompagne d'un recul sensible du débouché « alimentation animale » (- 0,9 Mt), le rapport de prix étant favorable au blé, ainsi que du débouché communautaire (- 2,1Mt). En fin de campagne 2015/2016, le stock de maïs retrouverait un niveau proche de la normale, soit 2,5 Mt.

Des prix du blé orientés à la baisse sous la pression des excédents

Fin juin - début juillet 2015, des inquiétudes quant au niveau de la récolte mondiale de céréales 2015/2016 sont apparues. Au même moment en Europe, la sécheresse et la canicule ont fait craindre une baisse importante des rendements. Dans l'est de l'Amérique du Nord, des pluies ont menacé les récoltes alors que l'ouest des États-Unis manquait d'eau. Ces préoccupations climatiques ont poussé les cours des céréales et des oléagineux à la hausse. Puis, la peur d'un

La baisse des cours du blé tendre s'accroît depuis décembre 2015



Source : La Dépêche

ralentissement de l'économie chinoise et l'amélioration des conditions climatiques ont orienté les cours à la baisse (*L'abondance de l'offre mondiale et la crise chinoise pèsent sur les cours des céréales et des oléagineux, Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2015/274, septembre 2015*). À la bourse de Chicago, le cours en dollar du blé tendre a perdu 12 % entre juillet 2015 et septembre 2015. En France, en septembre 2015, le prix du blé tendre meunier départ Eure-et-Loir était en recul de 17 % par rapport à juillet 2015.

Compte tenu de la faiblesse de la récolte française et européenne de maïs causée par la sécheresse, les cours du maïs ont mieux résisté. L'abondance de l'ensemble des céréales au niveau mondial a néanmoins pesé sur les cours de cette céréale, dont les stocks mondiaux et français demeurent importants. En septembre 2015, le cours du maïs Fob Bordeaux était en repli de 10 % par rapport à juillet. À la bourse de Chicago, le cours du maïs exprimé en dollar était en recul de 8 % sur cette même période.

Fin 2015 - début 2016, les cours du blé tendre ont fortement chuté sous l'effet, notamment, des révisions à la hausse des stocks mondiaux de blé. L'USDA a réévalué son estimation de stock mondial de blé de 12 Mt entre novembre 2015 et février 2016. À la bourse de Chicago, le cours moyen du blé exprimé en dollar en février 2016 était 7 % plus bas qu'en novembre 2015. En France, le cours du blé meunier départ Eure-et-Loir a diminué de 22 % entre novembre 2015 et mars 2016. Les cours se sont ensuite stabilisés en avril. Il faut remonter à 2010 pour trouver des cours aussi bas en France. En avril 2016, le cours du blé tendre meunier départ Eure-et-Loir était près de 25 % inférieur à celui atteint un an plus tôt, dont le niveau était pourtant en net retrait par rapport à avril 2014.

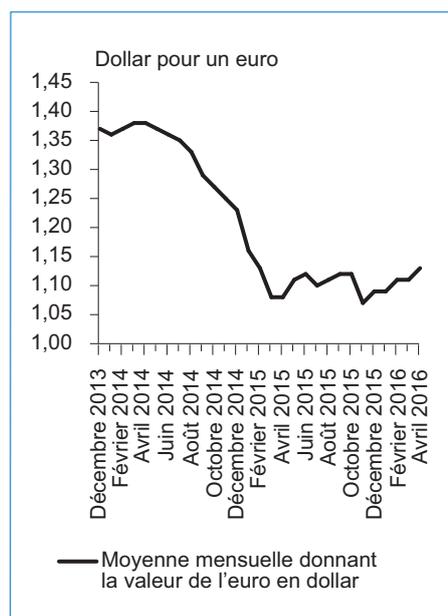
Les facteurs extérieurs ont également pesé sur l'évolution des prix

L'effet de l'excédent de l'offre a par ailleurs été renforcé par des facteurs

monétaires ou politiques. Depuis la fin 2015, l'évolution du taux de change entre le dollar et l'euro n'est plus favorable aux cours exprimés en euro. Entre juillet 2014 et novembre 2015, la baisse de l'euro face au dollar a permis de soutenir le cours des matières premières exprimé en euro. Pendant cette période, l'euro a perdu plus de 20 %. À partir de novembre 2015, l'euro a progressivement regagné du terrain face au dollar. De 1,07 dollar en novembre 2015, l'euro est passé en moyenne à 1,13 dollar en avril 2016. L'évolution de la parité euro/dollar a accentué la baisse des cours libellés en euro en fin d'année 2015 et au début de l'année 2016.

L'élection d'un nouveau président à la tête de l'Argentine le 22 novembre 2015 a été un facteur supplémentaire de baisse des cours des céréales. Dès décembre 2015, les taxes à l'exportation de céréales ont été supprimées et celle sur le soja est passée de 35 à 30 %. En outre, le peso argentin a été fortement dévalué. Pour la prochaine campagne, les surfaces de céréales devraient fortement augmenter en Argentine et les agriculteurs sont incités à écouler leurs stocks sur les marchés internationaux.

En 2016, l'euro repart à la hausse face au dollar



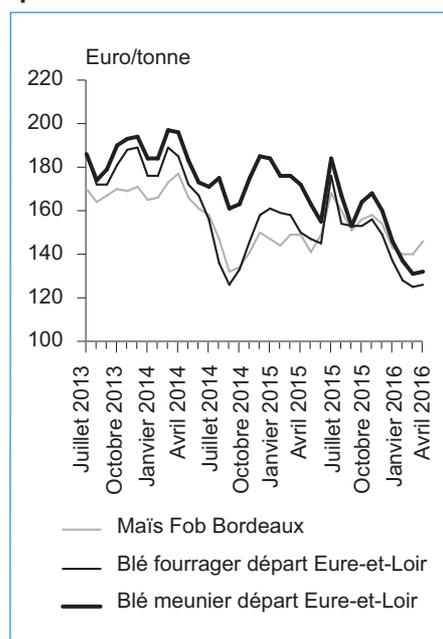
Source : Insee

Les cours du maïs se redressent en avril

En avril, les cours du maïs se redressent à la suite d'événements climatiques nourrissant des interrogations sur la prochaine récolte. Ainsi, au Brésil, la sécheresse pourrait amputer les volumes de la seconde récolte. En Argentine, la récolte a été retardée en raison d'un excès de pluie entraînant localement des inondations. En France, les températures basses du mois d'avril ont repoussé la date des semis 2016. Les cours sont remontés plus fortement en France qu'aux États-Unis. Malgré la hausse en avril, les cours mondiaux du maïs demeurent inférieurs à ceux pourtant peu élevés d'avril 2015.

Les cours du maïs pourraient être influencés par le changement de politique de la Chine vis-à-vis du maïs. Jusqu'à maintenant, celle-ci garantissait un prix élevé aux agriculteurs, favorisant la production chinoise et générant des stocks considérables de maïs. Le gouvernement chinois va supprimer cette garantie et mettre en vente une partie de ses stocks. À ce stade, l'impact de ce changement de politique sur le marché mondial est difficile à évaluer. À terme, la produc-

Un début d'année 2016 moins défavorable aux cours du maïs qu'aux cours du blé tendre



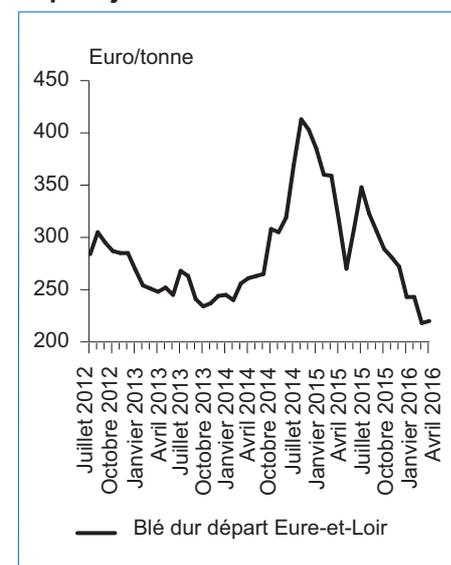
Source : La Dépêche

tion chinoise de maïs pourrait reculer, orientant les prix à la hausse, mais le déstockage de la Chine pourrait également réduire les importations, exerçant ainsi une pression à la baisse sur les cours mondiaux. La Chine possède plus de la moitié des stocks mondiaux et importe actuellement peu de maïs (1 % de sa production lors de la campagne 2015/2016). Pour 2016/2017, la production mondiale devrait cependant repartir à la hausse, notamment du fait d'une augmentation des surfaces aux États-Unis. En revanche, en France, la sole de maïs devrait baisser l'année prochaine.

L'offre de blé dur augmente

Lors de la campagne 2014/2015, la production mondiale de blé dur de qualité a été insuffisante pour répondre à la demande. De fortes précipitations au Canada ont entraîné des problèmes de qualité, rendant une grande partie de la récolte impropre à la production de pâtes. De son côté, la production française s'est également réduite, en lien avec la baisse des surfaces. Ces facteurs ont été à l'origine de la flambée des prix en 2014/2015. Entre juillet 2014 et juin 2015, les cours du blé dur ont été en moyenne supérieurs d'un tiers à ceux atteints un an auparavant. Les prix du blé dur étant plus rémunérateurs que ceux des autres cultures, les agriculteurs

Repli du prix du blé dur depuis juillet 2015



Source : La Dépêche

ont semé davantage de blé dur pour la récolte suivante. Sa production a ainsi augmenté dans le monde et en France lors de la campagne 2015/2016. En France, les surfaces consacrées au blé dur se sont accrues de 13 % entre 2014 et 2015 et devraient encore progresser entre 2015 et 2016 (+ 11 %). Au premier trimestre 2016, les cours ont perdu 36 % de leur valeur par rapport au premier trimestre 2015.

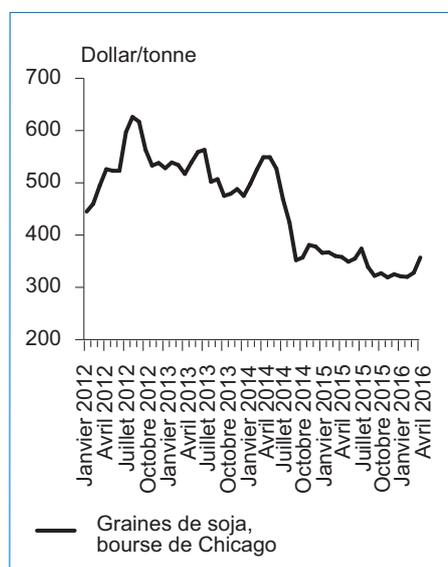
Les cours du soja se redressent en mars et en avril 2016

Lors de la campagne 2015/2016, la production mondiale de soja serait équivalente à celle de l'an passé et atteindrait 318 Mt selon le CIC. Les stocks se stabiliseraient à un niveau élevé (38 Mt). L'importance des stocks mais également des récoltes tire les prix du soja à la baisse depuis août 2014. Les cours du soja ont également été affectés par la baisse des prix du pétrole sur cette période. Les cours des oléagineux destinés en partie à la production de biocarburant sont corrélés avec ceux du pétrole. Les inquiétudes au sujet de l'économie chinoise ont en outre maintenu les prix en repli lors du deuxième semestre 2015.

Au début de l'année 2016, la persistance non seulement de prix faibles pour le pétrole, mais également des craintes au sujet des économies

chinoise et américaine ont entraîné les cours des bourses mondiales et des matières premières à la baisse, notamment ceux du soja. Le baril de Brent est descendu à 27 dollars le 20 janvier 2016 alors qu'il cotait 50 dollars trois mois plus tôt et l'indice Dow Jones a perdu 10 % durant les trois premières semaines de janvier. Les cours du soja se sont redressés en mars et avril 2016. Les inondations en Argentine et au sud du Brésil, ainsi que la sécheresse au nord du Brésil ont fait craindre une baisse de la production sud-américaine en 2016/2017, contribuant à soutenir les cours. La progression des cours est également encouragée par la demande chinoise de soja qui ne faiblit pas malgré le ralentissement économique. Les prix du soja bénéficient aussi d'une remontée des cours de l'huile de palme sur un marché où les différentes huiles sont en concurrence notamment pour le débouché alimentation humaine et les biocarburants. Le phénomène climatique El Niño a eu des conséquences négatives sur la production d'huile de palme et sur son prix. Ainsi, l'Indonésie et la Malaisie ont subi des incendies majeurs alors que la sécheresse sévissait en Inde. Par ailleurs, les cours du pétrole ont rebondi. Le cours du baril de Brent est ainsi repassé au-dessus des 45 dollars fin avril.

Hausse des cours du soja en mars et avril 2016



Source : La Dépêche

Le cours du soja, bien qu'en hausse depuis mars-avril demeure plus faible que celui du colza ou du tournesol. Selon l'USDA, la production mondiale de soja pourrait augmenter lors de la campagne 2016/2017 malgré une baisse aux États-Unis. Les stocks pourraient reculer grâce à une augmentation de la consommation. Néanmoins, les stocks de soja demeureraient à un niveau élevé.

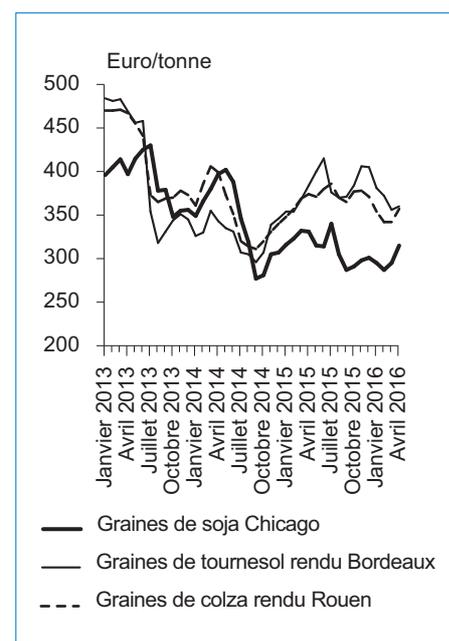
Oléagineux : les cours du tournesol et du colza se maintiennent par rapport au soja

D'après le CIC, la production mondiale de colza devrait baisser pour 2015/2016 (68 Mt contre 71 Mt un an plus tôt). Le stock mondial diminuerait de 1,3 Mt pour s'établir à 5,4 Mt. Lors de la prochaine campagne, les surfaces mondiales pourraient re-

culer. En France, la production atteindrait 5,3 Mt, en baisse de 4,2 % sur un an. Selon FranceAgriMer, les stocks de fin de campagne seraient très réduits, comme l'an passé. Ils atteindraient 50 milliers de tonnes. En 2015, les cours du colza se sont maintenus à un niveau relativement élevé. La graine de colza rendu Rouen a progressé de 9 % entre décembre 2014 et décembre 2015. Néanmoins, début 2016, la baisse des prix du pétrole et des marchés financiers n'a pas épargné le colza, dont les cours ont perdu 8 % entre décembre 2015 et février 2016. Puis, dans le sillage du pétrole et des oléagineux, le cours du colza a progressé de 4 % en avril par rapport à mars.

Les cours du tournesol ont été élevés en 2015, progressant davantage que ceux du colza. Les prix ont été soutenus par une offre mondiale insuffisante pour répondre à la demande. En France, la récolte 2015 atteindrait 1,2 Mt, en forte baisse sur un an (- 23 %). Par ailleurs, les stocks de fin de campagne devraient être très limités, à hauteur de 96 milliers de tonnes. Néanmoins, en début d'année 2016, les cours du tournesol commencent à baisser. Outre la baisse des prix du pétrole, des matières premières et du

Les cours des oléagineux remontent en début d'année 2016



Source : La Dépêche

dollar, les cours du tournesol sont également affectés par les anticipations de récoltes mondiales pour 2016 plus abondantes dans

les pays de la mer Noire et en Argentine. En avril 2016, les cours sont en moyenne 11 % moins élevés qu'en décembre 2015 et sur

les quatre premiers mois de l'année, les cours sont inférieurs de 7 % à ceux atteints un an plus tôt.

En 2016, les cultures d'hiver s'étendent au détriment des cultures de printemps

Les surfaces consacrées aux cultures d'hiver augmenteraient en France, à l'inverse des cultures de printemps. Les cultures d'hiver ont bénéficié de bonnes conditions d'implantation. Les surfaces de blé tendre s'accroîtraient pour la quatrième année consécutive, atteignant 5,3 millions d'hectares, en hausse de 1,4 % sur un an. Les surfaces d'orge d'hiver augmenteraient de 5 %, représentant 76 % de l'ensemble des orges, alors que celles de printemps reculeraient quasiment dans les mêmes proportions (- 4,5 %).

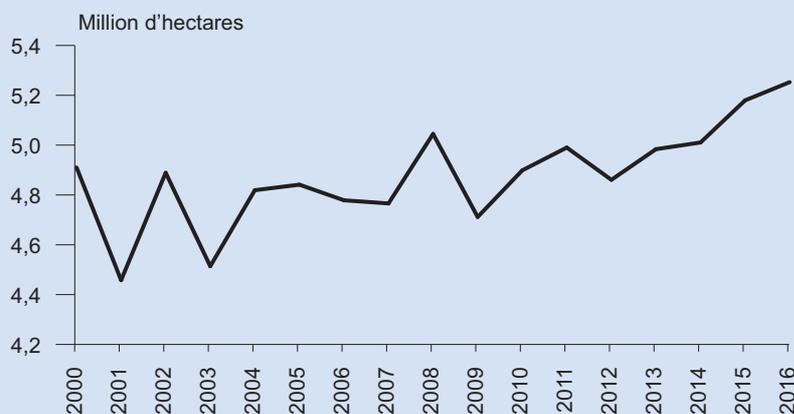
En 2016, la sole de blé dur progresserait pour la deuxième année

consécutive (+ 11 % après + 13 % en 2015), succédant à deux années de recul sensible en 2013 et 2014. Par rapport à la moyenne 2011-2015, elle demeurerait en baisse (- 1,1 %). Le prix du blé dur demeure relativement élevé par rapport à celui du blé tendre, incitant certains agriculteurs à opter pour le blé dur. Le rapport de prix entre le blé dur et le blé tendre doit cependant être suffisant pour compenser la différence de rendement et rendre la culture du blé dur attractive. Lors de la période des semis de blé - de septembre à novembre - ce rapport est passé successivement de 1,3 en 2013 à 2,2 en 2014 et 1,8 en 2015.

Les cours du colza ont été plutôt élevés lors de la campagne 2014/2015. Au moment de la période des semis de colza d'hiver (démarrage fin août - début septembre), le rapport de prix entre le colza et le blé tendre a été en faveur du colza. Oscillant en général autour de 2, ce qui correspond approximativement au rapport de rendement entre les deux cultures, il s'est établi à 2,2 en juillet et en août 2015. Le colza n'en a toutefois que peu profité. En 2016, les surfaces de colza augmenteraient moins que celles de blé tendre (+ 1,3 %) pour s'établir à 1,5 million d'hectares.

En 2015, les rendements des cultures de printemps ont été inférieurs à ceux des années précédentes, pénalisés par la sécheresse. Parmi ces cultures, le maïs et le tournesol seraient nettement moins cultivés en 2016. Les surfaces de maïs-grain reculeraient de 4,8 % pour atteindre 1,6 million d'hectares. Celles de maïs-fourrage se réduiraient de 2,4 %. Malgré une bonne tenue des prix, les surfaces de tournesol seraient en repli de 5 % sur un an et de 16 % par rapport à la moyenne 2011-2015, couvrant 0,59 million d'hectares.

Les surfaces de blé tendre s'étendent depuis 4 ans



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2000-2015/Conjoncture 2016

Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri.
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm.
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis 2016 : hausse des cultures d'hiver, baisse des cultures de printemps à l'exception de la betterave », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 3/10, mai 2016
- « Hausse des surfaces de céréales à paille et de betteraves industrielles », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2/10, février 2016
- « L'abondance de l'offre mondiale et la crise chinoise pèsent sur les cours des céréales et des oléagineux », Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2015/274, septembre 2015
- « Céréales et oléagineux : la dépréciation de l'euro compense dans l'Union européenne le recul des cours mondiaux », Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2015/263, avril 2015

[Retour éditorial](#)

Sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016, les exportations françaises de pommes vers l'Europe se redressent et tirent les cours à la hausse

Le début de la campagne de commercialisation 2015/2016 de la pomme s'inscrit sur fond de hausse des exportations françaises à destination de l'Union européenne. Cette progression intervient dans un contexte de baisse de la récolte européenne sur un an. Les prix de la pomme française, relativement élevés en début de campagne, repassent en dessous de la moyenne quinquennale ensuite. Après une baisse marquée lors de la campagne précédente, le chiffre d'affaires se redresse sur un an sous l'effet conjugué d'une hausse des cours et de la production, et se rapproche de la moyenne des cinq dernières campagnes.

En 2015/2016, la production française dépasserait celle de 2014/2015 pour se situer au niveau de la moyenne des cinq dernières campagnes

Après une baisse en 2014/2015 à la suite de conditions climatiques défavorables à la floraison dans le Sud-Ouest, et malgré une nouvelle baisse des surfaces, la production française de pommes en 2015/2016 progresserait sur un an (+ 5 %) pour retrouver le niveau moyen des cinq dernières campagnes. Les variétés tardives ont en effet bénéficié d'un climat plus propice en fin de saison (arrêt de la canicule et précipitations abondantes, notamment dans l'Ouest de la France), compensant ainsi les plus petits calibres des variétés précoces.

Au niveau européen, la production de pommes serait en retrait en 2015 comparée à la récolte importante de 2014 (- 6 %), mais supérieure de 10 % à la moyenne 2010-2014, d'après les

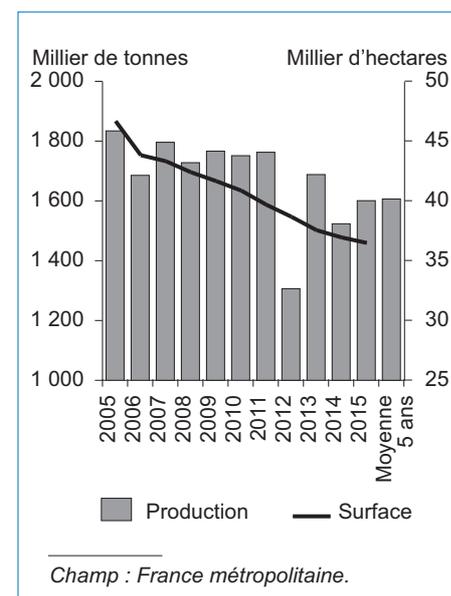
dernières estimations de Prognosfruit, disponibles en août 2015. Dans les pays du nord de l'Europe la production diminuerait sur un an : Allemagne (- 19 %), Belgique (- 8 %), Pays-Bas (- 7 %) et Pologne (- 3 %).

Sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016, les exportations de pommes françaises vers l'Europe regagnent le niveau moyen des cinq dernières campagnes

Après une campagne 2014/2015 en recul, les exportations françaises de pommes progressent sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016 (août 2015-février 2016) de 6 % sur un an pour se situer dans la moyenne des cinq dernières campagnes. Cette hausse varie toutefois selon les destinations. Si les exportations vers l'UE rebondissent sur un an (+ 15 %), après une baisse lors de la campagne précédente dans les mêmes proportions, elles perdent du terrain sur le marché extra-communautaire (- 8 %).

Parmi nos partenaires européens les plus importants, l'Allemagne

En 2015, la production retrouve le niveau moyen des cinq dernières années



Source : Agreste

augmente ses achats de pommes à la France sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016 (+ 23 % sur un an), notamment en variété Pink Lady, retrouvant ainsi un niveau proche de la moyenne sur les cinq dernières campagnes (- 3 %). À l'inverse, les exportations françaises vers les Pays-Bas et le Royaume-Uni continuent de reculer sur un an (respectivement - 6 % et - 1 %). Pour le Royaume-Uni, la baisse provient d'une récolte et de stocks en forte progression comparés à la moyenne 2010/2014 (respectivement + 14 % et + 27 %). Les exportations à destination de l'Espagne enregistrent, quant à elles, une forte progression, plutôt conjoncturelle (+ 47 %), une grande partie de la récolte espagnole ayant été dirigée vers la transformation à la suite de difficultés de conservation.

Vers les pays tiers, les exportations françaises reculent (- 8 %). Cette situation est nouvelle puisque depuis près de 10 ans, hormis les années de petite récolte, le marché hors Union européenne a plutôt été marqué par la croissance. Vers la Chine, elles décrochent de 33 % sur un an, tout en se maintenant au-dessus de la moyenne sur cinq ans (+ 60 %). La baisse sur un an atteint également Hong Kong (- 40 %) et Singapour (- 19 %). Après avoir triplé en cinq ans et représenté près de 4 % des exportations françaises, les ventes à destination de ces trois pays semblent marquer le pas.

Après la forte hausse de 2014/2015, la croissance des exportations françaises vers le Maghreb et le Moyen-Orient se poursuit globalement de manière modérée et très différenciée selon les pays. En cumul sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016, les exportations de pommes vers l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis progressent sur un an (respectivement + 9 % et + 5 %). À contrario, celles vers l'Algérie chutent (- 36 % sur un an), se situant 28 % au-dessous de la moyenne sur cinq ans. Les dévaluations du dinar par rapport à l'euro, qui ont renchéri le prix des fruits frais français, ainsi que les restrictions à l'importation ont fortement pesé sur les

exportations françaises de pommes vers ce pays. À eux trois, ces destinations représentent 19 % du total des exportations françaises, en baisse de 5 % par rapport à l'an dernier. En revanche, les exportations s'accroissent vers la Lybie (+ 12 %) et surtout vers l'Égypte, où elles font plus que doubler.

Enfin, en raison de la prolongation de l'embargo alimentaire russe instauré en août 2014, les exportations françaises vers la Russie, qui auparavant représentaient 3 % des exportations totales de la France, sont nulles.

Sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016, l'excédent de la balance commerciale progresse sur un an en volume et en valeur

Sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016, les importations françaises en volume en provenance de l'Union européenne augmentent par rapport à la campagne précédente (+ 1 % sur un an), mais moins que les exportations. La hausse concerne surtout l'Espagne (+ 14 %). À ce stade, les évolutions des importations en provenance des pays tiers ne sont toutefois pas significatives, puisque la période principale de commercialisation ne débute qu'en avril dans cette zone.

L'excédent commercial de 352 182 tonnes se renforce sur les sept premiers mois de la campagne 2015 par rapport à 2014 (+ 7 %) et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (+ 4 %). En valeur, les exportations s'accroissent également sur un an (+ 15 %), grâce à des cours en nette amélioration, notamment vers l'Europe.

Les cours de la pomme se redressent en début de campagne

En septembre et octobre 2015, les exportations sont actives et soutiennent les cours de la pomme, à l'inverse de la demande sur le marché national. En cumul sur les deux premiers mois de campagne, les volumes exportés progressent de 2 % par rapport à 2014 et à la moyenne sur les cinq dernières campagnes, surtout vers l'Union européenne (+ 17 %). Fin octobre, les cours s'orientent à la baisse sur un an, tout en se maintenant au-dessus des prix moyens 2010-2014 (+ 8 %). La demande très ferme à la fois en compotes et jus soutient les cours des pommes destinées à la transformation.

En novembre et décembre, l'activité est régulière vers le grand export, notamment pour les variétés Gala et Granny Smith mais peu dynamique

Les exportations françaises progressent en volume vers l'Europe sur les sept premiers mois de la campagne 2015-2016

	Août 2015 - février 2016 (tonne)	Écart sur un an (%)	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans (%)
Importations	80 874	1	- 13
en provenance de l'UE	63 154	1	- 19
en provenance des pays tiers ¹	17 720	- 2	13
Exportations	433 056	6	0
vers l'UE ³	282 910	15	1
vers les pays tiers ²	150 146	- 8	- 1
Solde	352 182	7	4
avec l'UE	219 756	19	8
avec les pays tiers	132 426	- 8	- 2

1. Dont les principaux partenaires : Chili, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande.

2. Dont les principaux partenaires : Algérie, Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Russie.

3. Dont les principaux partenaires : Royaume-Uni, Espagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas.

Source : DGDDI (Douanes)

sur le marché national, à la suite d'une consommation en retrait. L'atonie de la consommation, combinée au stockage en chambres froides, pèse sur les cours de novembre et décembre, qui se tassent légèrement au-dessous de la moyenne 2010-2014 (- 3 %).

L'activité reprend nettement en début d'année 2016. Les ventes progressent tant à l'exportation que sur le marché intérieur, notamment pour les variétés rouges et Gala. Les cours restent néanmoins inférieurs à la moyenne des prix 2010-2014 (- 6 %). En février, les activités promotionnelles favorisent les sorties, en hausse sur un an. Les cours regagnent du terrain essentiellement avec la pomme Gala, tirés par le grand export (+ 5 % comparé à la moyenne 2011-2015). Néanmoins, le marché reste compliqué pour la Golden, en concurrence avec l'offre italienne (- 7 % par rapport à la moyenne des prix sur cinq ans). Au final, les cours progressent sensiblement sur les sept premiers mois de la campagne 2015-2016 (+ 9 % sur un an).

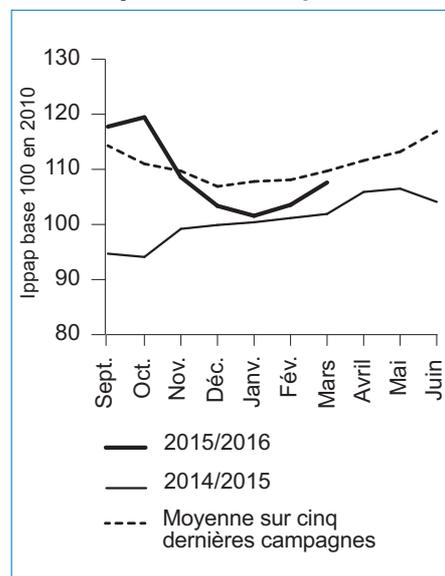
Après un recul lors de la campagne précédente, le chiffre d'affaires est orienté à la hausse sur un an mais demeure en dessous de la moyenne des cinq dernières campagnes

De septembre 2015 à mars 2016, le chiffre d'affaires national gagne 17 %

sur un an pour se rapprocher de la moyenne 2011-2015 (- 1 %), après une baisse marquée lors de la campagne précédente. Ce rebond du chiffre d'affaires s'explique par une progression sur un an à la fois des quantités produites (+ 7 %) et des prix (+ 9 %). Les régions Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)

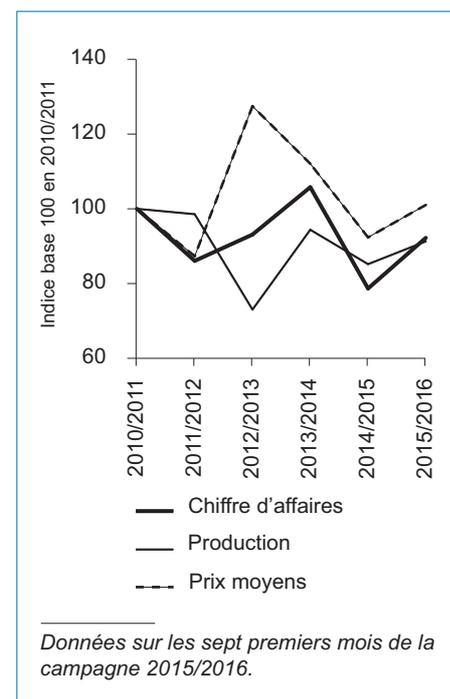
enregistrent les plus fortes hausses du chiffre d'affaires (respectivement + 52 % et + 18 % sur un an), après des reculs importants lors de la campagne précédente. L'Aquitaine affiche une récolte en nette croissance (+ 38 %) et PACA des cours plus soutenus (+ 15 %).

Campagne de pommes 2015-2016 : les prix oscillent autour de la moyenne sur cinq ans



Source : Agreste

Le chiffre d'affaires national se redresse sur un an



Source : Agreste

Sources et définitions

- DGDDI (Douanes) : données de commerce extérieur
- Enquête de Conjoncture Fruitière du SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistiques Agricoles Annuelles du SSP : données historiques de productions et surfaces
- Prognosfruit : prévisions de productions européennes
- Campagne de production des pommes : la récolte des pommes a lieu selon les années et les variétés d'août à novembre.
- Campagne de commercialisation : elle s'étend d'août à juin de l'année suivant la récolte. Les cours d'août ne sont pas intégrés dans les indices de prix ou de chiffre d'affaires car les quantités mises sur le marché ce mois sont souvent non significatives ou le prix non observé pour la série de prix retenue. Les indices de prix ou de chiffre d'affaires sont calculés jusqu'au dernier mois disponible au moment de la réalisation de la publication.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En début de campagne, les cours sont plus soutenus que lors des années précédentes », Infos rapides Fruits-Pomme n° 6/6, novembre 2015
- « Stocks de pommes et poires : les sorties de pommes en augmentation en février » n° 6/10, mars 2016
- « Une offre européenne abondante de pommes pénalise les exportations françaises et tire les cours des pommes à la baisse » Synthèses Fruits n° 2015/265, avril 2015

PRODUCTIONS ANIMALES - Aviculture

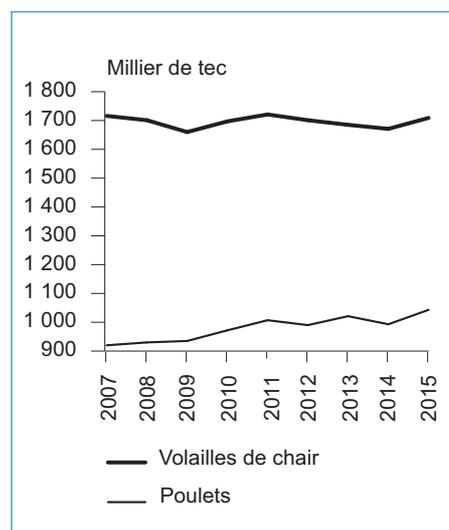
Synthèses avril n° 2016/285

[Retour éditorial](#)

Après une année 2014 en demi-teinte, la production française de volailles progresse en 2015 et retrouve son niveau de 2007

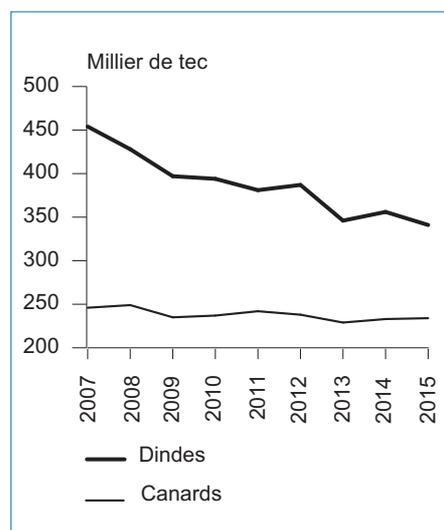
En 2015, la production française de volailles renoue avec la croissance, après une année de repli, lié notamment aux difficultés rencontrées à l'exportation, suite à la suppression des restitutions européennes à partir de juillet 2013. Depuis 2007, les abattages de volailles sont globalement stables, avec une situation différenciée suivant les espèces : les volumes de poulets progressent, tandis que les abattages des autres volailles reculent. La relative stabilité de la production contraste avec le dynamisme de la consommation, au plus haut depuis 40 ans. En 2015, la balance du commerce extérieur de viandes et préparations de volaille reste légèrement positive, mais se dégrade depuis plusieurs années. La France se classe au 4^e rang des producteurs et exportateurs européens de poulets. En 2015, la tendance à la baisse de la production et de la consommation de dindes, de canards et de pintades observée depuis 2007 se confirme.

Les abattages de poulets sont en progression quasiment constante depuis 2007



Source : Agreste

Les abattages de dindes et de canards se replient ces dernières années



Source : Agreste

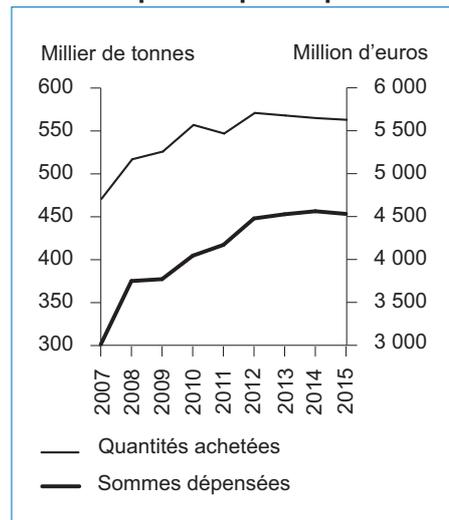
En 2015, les abattages de volailles se redressent

Après une année 2014 difficile au cours de laquelle les tonnages de volailles se sont repliés de 1 % à la suite du recul de 3 % des abattages de poulets, les abattages français de volailles progressent de 2,3 % en volume en 2015. La production de la filière de volailles de chair retrouve le niveau atteint en 2007, après la crise de l'influenza aviaire du poulet entre septembre 2005 et juin 2006. En 2006, au plus fort de la crise, les abattages de volailles toutes espèces s'étaient réduits de 8 % par rapport à 2005, pénalisés par la forte baisse des abattages de poulets de chair (- 11 %), avant de retrouver en 2007 leur niveau de 2005. En 2015, la bonne tenue de la demande de poulets sur les marchés

français et européen, ainsi que pour le « grand export » (Moyen-Orient), a été propice au redressement de la production française avicole.

Si la filière « poulets de chair », qui représente près des 2/3 de la production totale de volailles, a été par-

Les volumes de viandes de volaille achetés par les ménages sont bien orientés, mais marquent le pas depuis 2013



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

ticulièrement dynamique, les signaux sont plus contrastés pour les autres espèces. À l'exception d'une embellie notable en 2014, les abattages de dindes suivent une tendance baissière depuis de nombreuses années, concomitamment à de bons résultats à l'exportation. Entre 2007 et 2015, les volumes de dindes abattues se replient d'un quart. Sur la même période, les abattages de canards (à rôtir et à gaver) fléchissent également (- 5 %). En 2015, les dindes représentent près d'un cinquième et les canards un peu moins de 13 % de la production totale de volailles.

En 2015, la consommation de viandes de volaille est au plus haut

En progression continue depuis 40 ans (+ 1,2 % par an en moyenne), la consommation française de volailles calculée par bilan, toutes espèces confondues, atteint son plus haut niveau en 2015, à près de 1,8 Mt. Depuis 2007, elle augmente de 17 % pour l'ensemble des viandes de volaille et de plus d'un tiers pour celles de poulets. Dans le même temps, elle se replie

pour les dindes (- 7 %), les canards (- 9 %) et les pintades (- 25 %).

Les données du panel Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, qui évaluent les achats réalisés directement par les ménages pour leur consommation à domicile, confirment globalement cette tendance à la hausse, avec toutefois un léger fléchissement des quantités achetées depuis 2013. Les importations représentant une part de plus en plus importante dans la consommation française de viandes de volaille, notamment au niveau de la restauration hors domicile, peuvent expliquer que la consommation augmente alors que la production reste relativement stable.

Depuis 2007, une dégradation constante de l'excédent du commerce extérieur de viandes et préparations de volaille

En volume, le solde du commerce extérieur de viandes et préparations de volaille reste très légèrement positif en 2015 à 19 000 tec, malgré une réduction de plus de la moitié par rapport à 2014 et de plus de 90 % par

Le solde du commerce extérieur de viandes et préparations de volaille reste positif, en volume et en valeur, mais se réduit fortement

		2007	2014	2015	2015/2007 %	2015/2014 %
Viandes et préparations de volaille (millier de tec)						
Solde des échanges	Monde	266	42	19	- 93	- 55
	Union européenne	12	- 245	- 281	- 2 420	15
	Pays tiers	254	287	300	18	4
Exportations	Monde	619	585	590	- 5	1
	Union européenne	321	256	254	- 21	- 1
	Pays tiers	297	328	336	13	2
Importations	Monde	352	543	571	62	5
	Union européenne	309	502	535	73	7
	Pays tiers	43	41	36	- 17	- 13
Viandes et préparations de volaille (million d'euros)						
Solde des échanges	Monde	452	- 14	19	- 96	- 234
	Union européenne	241	- 357	- 395	- 264	11
	Pays tiers	211	343	414	96	21
Exportations	Monde	1 062	1 138	1 206	14	6
	Union européenne	776	699	705	- 9	1
	Pays tiers	286	440	500	75	14
Importations	Monde	610	1 152	1 187	95	3
	Union européenne	535	1 056	1 100	106	4
	Pays tiers	75	96	87	15	- 10

Source : DGDDI (Douanes)

rapport à 2007. La situation est fortement contrastée selon la destination : en recul sur l'Union européenne (- 281 milliers de tec) et en progression avec les pays tiers (+ 300 milliers de tec).

En valeur, le solde redevient légèrement positif en 2015 (+ 19 millions d'euros) par rapport à 2014, mais décroche de 96 % (- 430 millions d'euros) par rapport à 2007. Comme pour les volumes, il est fortement déficitaire avec l'UE : - 395 millions d'euros et largement positif avec les pays extracommunautaires (+ 414 millions d'euros).

À la suite de la découverte de foyers d'influenza aviaire en novembre 2015 dans le sud-ouest de la France, certains pays ont mis en place des embargos sur tout ou partie des produits avicoles français. Dès décembre, l'impact de ces mesures commence à se faire sentir sur les exportations françaises de viandes de volaille (- 7 % en glissement annuel) et cette tendance se pro-

longe en début d'année 2016 : - 2,7 % en janvier et - 6 % en février.

En 2015, les abattages français de poulets sont parmi les plus importants de l'Union européenne

Au 4^e rang des producteurs européens derrière la Pologne, le Royaume-Uni et l'Espagne pour les abattages de poules et poulets, la France enregistre la troisième plus forte progression entre 2014 et 2015. Depuis 2014, les abattages polonais de poules et poulets sont particulièrement dynamiques. Pour les seuls abattages français de poulets de chair, la hausse est de 13 % en 2015 par rapport à 2007, année de reprise après la crise liée à l'influenza aviaire, et de 5 % par rapport à 2014.

La consommation française de poulets est en progression quasiment constante depuis 2007

En 2015, la consommation française de poulets de chair calculée par bilan

progressive de plus d'un tiers par rapport à 2007 et de 3 % par rapport à 2014. Le succès de la viande de poulet auprès des consommateurs ne se dément pas : prix raisonnables, absence d'interdit religieux et bonnes qualités gustatives. Pour la seule consommation à domicile, les données du panel Kantar Worldpanel font également état d'une progression entre 2007 et 2015 (+ 16 %), mais affichent un léger repli entre 2014 et 2015 (- 0,3 %). Le dynamisme de la consommation calculée par bilan entre 2014 et 2015 provient certainement d'une demande active en viandes de poulet de la restauration hors domicile (restaurants et restauration collective).

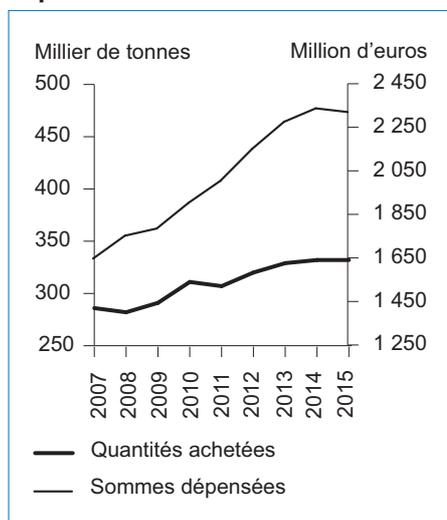
En 2015, la part des importations dans la consommation française de poulets est en progression : 4,3 poulets consommés sur 10 ne sont pas produits en France contre 3,5 en 2007, si l'on fait l'hypothèse que l'ensemble des viandes et préparations importées sont utilisées sur le territoire et ne sont pas réexportées.

La France est le quatrième producteur de gallus dans l'Union européenne

	Pologne	Royaume-Uni	Espagne	France	Allemagne	Pays-Bas	Italie	Belgique
2014 (millier de tonnes)	1 477	1 438	1 209	1 047	972	956	920	425
2015 (millier de tonnes)	1 635	1 481	1 186	1 100	964	985	969	445
2015/2014 (%)	10,7	3,0	- 1,9	5,1	- 0,8	3,0	5,4	4,7

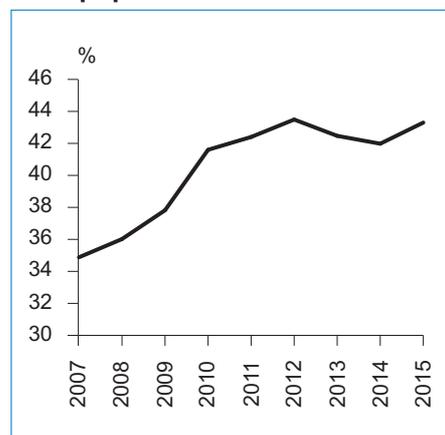
Source : Eurostat (Abattages de poulets et poules)

Après une progression régulière depuis 2007, les achats de poulets par les ménages marquent le pas en 2015



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Entre 2007 et 2015, la part des importations dans la consommation française de viandes de poulet a progressé de sept points



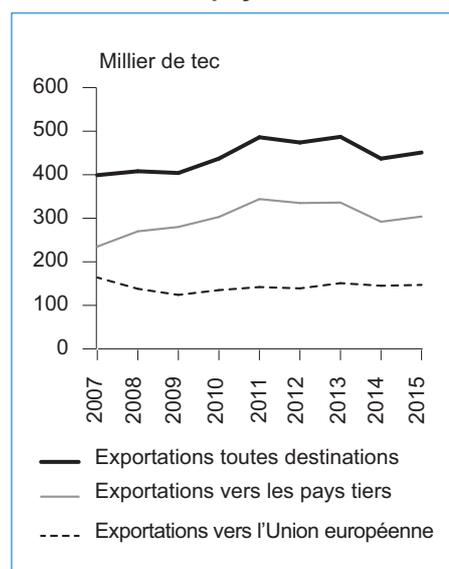
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2015, la hausse des exportations françaises de poulets en volume est insuffisante pour réduire le déficit commercial

La balance du commerce extérieur de viandes et préparations de poulet déjà déficitaire en volume en 2014, se détériore un peu plus en 2015 (- 52 000 tec contre - 36 000 tec en 2014), en raison de l'aggravation du déficit avec le reste de l'UE, les importations progressant plus que les exportations. À destination des pays tiers, l'excédent commercial augmente sous l'effet conjugué d'exportations en hausse et d'importations en recul.

Entre 2007 et 2015, les exportations de viandes et préparations de poulet

Les exportations françaises de viandes et préparations de poulet sont très dépendantes des ventes aux pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

s'accroissent (+ 13 %), soit 52 000 tec supplémentaires. La situation est très contrastée selon les destinations : en repli de 10 % (17 000 tec en moins) vers l'Union européenne et en progression de 29 % (69 000 tec de plus) vers les pays tiers.

La bonne tenue des exportations vers l'Espagne depuis 2007 (+ 13 600 tec) est loin de compenser les baisses vers les autres partenaires : Royaume-Uni (- 21 100 tec), Pays-Bas (- 3 300 tec), Allemagne (- 2 500 tec), Italie (- 2 100 tec) et Belgique (- 1 800 tec).

Vers les pays tiers, le développement des ventes de poulets « export » à destination du Moyen-Orient se traduit par une hausse de 52 000 tec entre 2007 et 2015. Dans le même temps, les exportations augmentent fortement vers l'Afrique du sud (+ 19 000 tec), la Jordanie (+ 6 200

tec) et la Chine (+ 4 900 tec). À l'inverse, elles ont chuté vers la Russie, jusqu'à afficher un niveau proche de zéro, conséquence de l'embargo décrété par ce pays à la suite de la crise politique en Crimée.

La progression globale des exportations françaises de viandes de poulet au cours de ces huit années est toutefois modérée par le repli enregistré en 2014 par rapport à 2013 : - 10 %, soit une baisse de 50 000 tec, dont 48 000 tec de moins vers le Moyen-Orient, en lien avec la suppression des restitutions européennes en juillet 2013. Le poulet dit « export », désigne une production particulière dans laquelle le poulet est abattu jeune (32 jours) et à un poids moyen vif de 1,8 kg en moyenne. Il est ensuite expédié congelé vers les pays tiers et ne se retrouve pas sur le marché national. La production de ces animaux plus

Les exportations françaises de viandes de poulet sont dynamiques vers les pays tiers

	2007 (tec)	2014 (tec)	2015 (tec)	2015-2007 (tec)	2015/2007 (%)	2015-2014 (tec)	2015/2014 (%)
Monde	399 324	436 831	451 109	51 785	13	14 278	3
Union européenne	164 048	145 094	147 025	- 17 022	- 10	1 931	1
Pays tiers	235 277	291 736	304 084	68 807	29	12 347	4
Espagne	23 277	32 191	36 854	13 578	58	4 663	14
Royaume-Uni	48 074	24 796	26 972	- 21 102	- 44	2 177	9
Allemagne	21 141	18 061	18 618	- 2 523	- 12	557	3
Belgique	19 703	19 365	17 876	- 1 827	- 9	- 1 489	- 8
Pays-Bas	16 702	12 170	13 400	- 3 302	- 20	1 231	10
Italie	8 328	8 405	6 174	- 2 154	- 26	- 2 231	- 27
Danemark	4 619	6 147	5 417	798	17	- 730	- 12
Portugal	2 934	4 844	5 127	2 192	75	282	6
Luxembourg	2 076	2 127	2 213	137	7	86	4
Autriche	1 627	944	1 570	- 57	- 3	626	66
Pologne	1 076	789	1 552	477	44	763	97
Hongrie	844	722	816	- 28	- 3	94	13
Irlande	1 411	582	524	- 887	- 63	- 58	- 10
Moyen-Orient	138 714	187 655	190 522	51 808	37	2 868	2
Afrique du sud	3 513	9 489	22 608	19 095	544	13 119	138
Jordanie	616	3 375	6 774	6 158	1 000	3 399	101
Hong kong	10 724	7 482	5 486	- 5 238	- 49	- 1 996	- 27
Chine	297	4 680	5 177	4 880	1 643	496	11
Suisse	3 241	4 856	4 591	1 350	42	- 266	- 5
Vietnam	1 130	4 771	3 985	2 855	253	- 786	- 16
Serbie	29	162	3 081	3 052	10 549	2 919	1 803
Égypte	0	3 303	2 403	2 403	-	- 900	- 27
Philippines	0	241	2 201	2 201	-	1 960	813
Ukraine	0	2 471	1 096	1 096	-	- 1 376	- 56
Maroc	297	837	1 168	871	293	331	40
Japon	395	653	965	570	144	312	48
Russie	41 907	14 647	2	- 41 905	- 100	- 14 645	- 100

Source : DGDDI (Douanes)

légères ayant de fait été limitée à partir de la fin 2013, à la suite de la suppression des aides à l'exportation, le poids moyen d'abattage des poulets s'est trouvé augmenté en 2014 (+ 3 %) puis une nouvelle fois en 2015 (+ 1 %), alors qu'il était quasiment stable les années précédentes.

Les importations s'accroissent en provenance de l'UE

De leur côté, les importations de viandes toutes origines confondues augmentent plus rapidement que les exportations : 205 000 tec de plus entre 2007 et 2015 (+ 30 000 tec par rapport à 2014). Cette dégradation des échanges s'explique par des importations de viandes de poulet (en tec), en provenance de l'UE, qui augmentent de 80 % alors que les exportations reculent de 10 %.

Sur les huit dernières années, les achats français de viandes et préparations de poulet sont en très forte hausse en provenance de Pologne (+ 65 700 tec), des Pays-Bas (+ 52 300 tec) et d'Allemagne (+ 39 200 tec). Les importations progressent également, dans une moindre mesure, depuis la Belgique (+ 24 000 tec) et plus récemment l'Espagne (+ 14 400 tec). À l'inverse, elles se réduisent de moitié depuis le Brésil sur la même période.

En 2015, la France occupe le 4^e rang des exportateurs européens de viandes de poulet

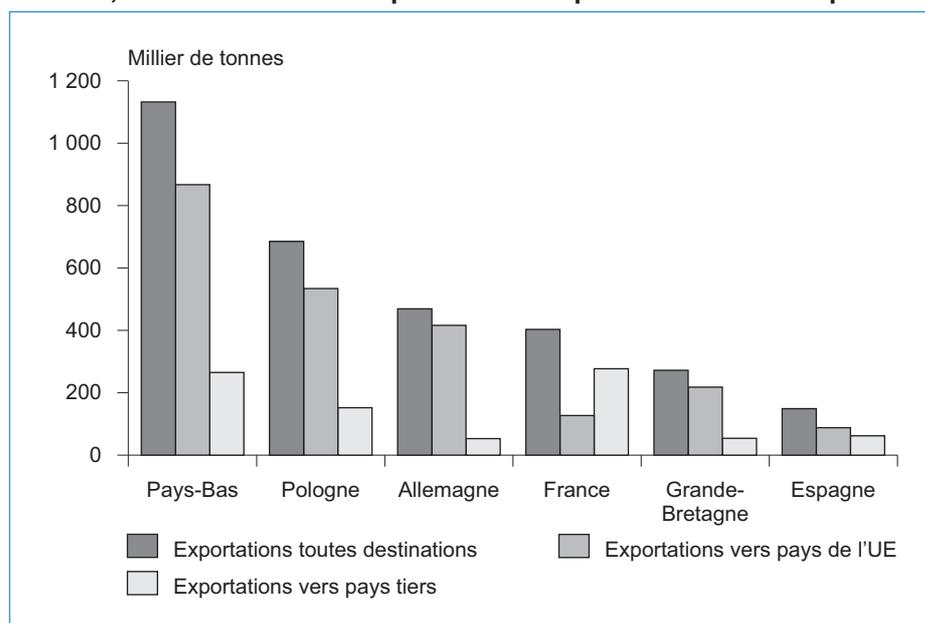
La France est le 4^e pays européen exportateur de viandes de poulet avec plus de 400 milliers de tonnes, loin derrière les Pays-Bas et la Pologne. Elle demeure le 1^{er} exportateur de viandes de poulet vers les pays tiers, notamment grâce aux ventes de poulets vers le Moyen-

Orient mais la Pologne enregistre la plus forte progression en matière d'exportations, aussi bien vers l'Union européenne que vers les pays tiers.

La production de dindes se replie depuis plus de 15 ans

Depuis une quinzaine d'années, la production française de dindes est en repli continu. Sur la période 2007-2015, les abattages de dindes se

En 2015, la France est le 4^e exportateur européen de viandes de poulet



Source : Eurostat

Les importations françaises de viande de poulet sont en hausse depuis l'Union européenne

	2007 (tec)	2014 (tec)	2015 (tec)	2015-2007 (tec)	2015/2007 (%)	2015-2014 (tec)	2015/2014 (%)
Monde	297 894	472 745	502 611	204 717	69	29 866	6
Union européenne	265 931	436 814	471 051	205 121	77	34 238	8
Pays tiers	31 963	35 932	31 560	- 403	- 1	- 4 372	- 12
Pays-Bas	64 588	113 445	116 892	52 305	81	3 447	3
Belgique	87 071	116 384	110 924	23 852	27	- 5 460	- 5
Pologne	12 772	59 803	78 492	65 719	515	18 689	31
Allemagne	24 037	59 749	63 247	39 210	163	3 498	6
Royaume-Uni	40 560	23 221	36 716	- 3 845	- 9	13 495	58
Espagne	9 806	19 888	24 171	14 365	146	4 284	22
Danemark	3 566	4 976	4 474	908	25	- 502	- 10
Italie	2 522	3 900	4 458	1 936	77	558	14
Portugal	13 834	8 918	4 356	- 9 478	- 69	- 4 563	- 51
Hongrie	409	6 099	3 168	2 759	674	- 2 931	- 48
Irlande	4 688	3 094	3 080	- 1 608	- 34	- 14	0
Autriche	38	1 022	2 379	2 340	6 085	1 357	133
Brésil	26 866	16 510	13 825	- 13 040	- 49	- 2 685	- 16

Source : DGDDI (Douanes)

rétractent d'un quart, malgré deux légères embellies en 2012 et 2014. Entre 2011 et 2012, ils se replient en têtes (- 7 %), mais augmentent de 1,4 % en tec, à la suite d'une progression du poids moyen des animaux (+ 9 % sur un an). Ce poids supplémentaire résulte du choix de la part des éleveurs pour des souches particulières, l'objectif étant d'obtenir un meilleur rendement au niveau des filets. Entre 2013 et 2014, les abatages progressent de 4 % en têtes et de 3 % en poids. Cette augmentation de la production coïncide avec une meilleure dynamique des exportations de dindes cette année là.

Les achats de viandes de dinde par les ménages pour leur consommation à domicile sont en baisse

Parallèlement au repli de la production depuis 2007, la consommation de viandes de dinde calculée par bilan est en baisse constante sur la période ainsi qu'entre 2014 et 2015. Les données du panel Kantar confirment cette tendance : les quantités de viandes de dinde achetées par les ménages se réduisent de 12 % sur la période 2007-2015 (- 3 % entre 2014 et 2015). Les sommes dépensées sont toutefois en augmentation

depuis 2007, probablement grâce à une meilleure valorisation de certains morceaux de viande comme les découpes aromatisées et les panés.

Les exportations de viandes de dinde se réduisent en volume, mais le solde commercial reste positif

En 2015, le solde français du commerce extérieur de viandes et préparations de dinde reste positif en volume (+ 38 300 tec). L'excédent s'est toutefois réduit de plus des deux tiers depuis 2007.

Entre 2007 et 2015, les exportations de viandes et préparations de dinde ont diminué de 44 % (- 67 000 tec). Le recul est du même ordre de grandeur à destination de l'Union européenne et des pays tiers. Vers l'Europe, la baisse concerne tous les principaux clients, avec un repli particulièrement prononcé sur l'Espagne (- 47 %, soit 13 000 tec de moins). Vers les pays tiers, à l'instar des importations

Les achats français de viandes de dinde par les ménages sont en baisse

	2007	2014	2015	2015/2007 (%)	2015/2014 (%)
Quantités achetées (tonnes)	117 305	105 439	102 703	- 12	- 3
Sommes dépensées (1 000 €)	816 163	897 429	866 402	6	- 3

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Les exportations de viandes de dinde fléchissent

	2007 (tec)	2014 (tec)	2015 (tec)	2015-2007 (tec)	2015/2007 (%)	2015-2014 (tec)	2015/2014 (%)
Monde	150 467	90 514	83 899	- 66 569	- 44	- 6 615	- 7
Union européenne	99 658	68 007	64 091	- 35 566	- 36	- 3 916	- 6
Pays tiers	50 810	22 506	19 807	- 31 003	- 61	- 2 699	- 12
Belgique	24 514	20 861	18 461	- 6 053	- 25	- 2 400	- 12
Espagne	27 575	12 560	14 658	- 12 917	- 47	2 098	17
Allemagne	14 884	14 051	12 470	- 2 415	- 16	- 1 581	- 11
Royaume-Uni	6 718	3 149	3 063	- 3 654	- 54	- 86	- 3
Pays-Bas	4 699	2 001	1 803	- 2 896	- 62	- 199	- 10
Bénin	12 601	12 043	9 291	- 3 311	- 26	- 2 752	- 23
Russie	28 058	1 300	1 234	- 26 824	- 96	- 67	- 5

Source : DGDDI (Douanes)

Les importations de viandes de dinde s'accroissent

	2007 (tec)	2014 (tec)	2015 (tec)	2015-2007 (tec)	2015/2007 (%)	2015-2014 (tec)	2015/2014 (%)
Monde	37 164	46 524	45 589	8 425	23	- 935	- 2
Union européenne	26 118	43 082	42 521	16 403	63	- 561	- 1
Pays tiers	11 046	3 442	3 068	- 7 978	- 72	- 374	- 11
Allemagne	8 809	14 565	14 541	5 733	65	- 23	0
Italie	4 725	6 417	6 419	1 694	36	2	0
Espagne	1 410	4 659	5 664	4 254	302	1 005	22
Pologne	1 303	5 594	5 478	4 175	320	- 116	- 2
Belgique	2 996	4 171	4 207	1 211	40	37	1
Royaume-Uni	679	2 190	2 082	1 403	207	- 108	- 5
Pays-Bas	2 487	3 564	1 530	- 957	- 38	- 2 034	- 57

Source : DGDDI (Douanes)

de poulets, la Russie a quasiment interrompu ses achats de viandes de dinde à la France (- 96 % en huit ans), soit une baisse de 27 000 tec, à laquelle s'ajoutent 3 300 tec en moins de la part du Bénin (soit un quart des achats de ce pays en 2007).

Tout en restant limitées par rapport aux exportations, les importations de viandes et préparations de dinde à l'inverse progressent depuis 2007 (+ 23 %). La hausse

concerne l'Union européenne (+ 63 %), les importations en provenance des pays tiers reculant. L'Allemagne est le 1^{er} fournisseur de la France en viandes de dinde. Entre 2007 et 2015, ce pays est le principal contributeur à la hausse des importations françaises (près de 6 000 tec de plus), suivi de l'Espagne et, juste derrière, de la Pologne. Sur la période, la Pologne quadruple ses ventes à la France, soit 4 200 tec supplémentaires.

La production et la consommation de canards et de pintades sont en baisse

Depuis 2007, les productions de canards (à rôtir et à gaver) et pintades marquent le pas (respectivement - 5 % et - 7 %). Fin 2015 et début 2016, 77 foyers d'influenza aviaire hautement pathogène pour les volailles ont été détectés dans neuf départements du Sud-Ouest de la France. En conséquence, la mise en place de canetons est interdite dans tout ou partie (pour deux d'entre eux) des 17 départements du Sud-Ouest depuis le 18 janvier 2016. Cette mesure devrait sensiblement infléchir à la baisse la production française de canards en 2016.

La consommation de viandes de canard et de pintade calculée par bilan est en recul constant depuis 2007 : respectivement - 9 % et - 25 %. Ces replis se confirment au niveau des achats des ménages mesurés par le panel Kantar : - 8 % pour le canard et - 14 % pour la pintade.

Les exportations de viandes de canard déclinent fortement depuis 2007

Les exportations françaises de viandes et préparations de canard (hors foie gras) fléchissent de 22 % depuis 2007, soit 14 000 tec en moins. Le recul concerne surtout l'Union européenne (- 13 200 tec). Sur un volume plus restreint, les ventes vers les pays tiers accusent seulement une légère baisse (- 600 tec). En Europe, la contraction est particulièrement marquée vers l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne.

De même que pour les autres volailles, les importations de viandes et préparations de canard (hors foie gras) sont en hausse. Elles progressent notamment en provenance des fournisseurs historiques de la France, comme la Bulgarie et la Hongrie (plus de 900 tec supplémentaires chacun), mais aussi depuis la Belgique qui double ses expéditions, soit un millier de tec de plus.

Entre 2007 et 2015, les ventes de viandes de canard et de pintade aux ménages se replient

	2007	2014	2015	2015/2007 (%)	2015/2014 (%)
Viandes de canard					
Quantités achetées (tonnes)	36 136	33 806	33 288	- 8	- 2
Sommes dépensées (1 000 €)	351 521	410 181	389 191	11	- 5
Viandes de pintade					
Quantités achetées (tonnes)	17 893	14 820	15 312	- 14	3
Sommes dépensées (1 000 €)	131 265	131 562	131 023	0	0

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Les exportations de viandes de canard diminuent

	2007 (tec)	2015 (tec)	2015-2007 (tec)	2015/2007 (%)
Monde	62 533	48 685	- 13 848	- 22
Union européenne	50 876	37 644	- 13 232	- 26
Pays tiers	11 657	11 041	- 616	- 5
Allemagne	20 176	15 470	- 4 705	- 23
Royaume-Uni	7 907	4 359	- 3 548	- 45
Belgique	4 433	3 639	- 794	- 18
Espagne	6 334	3 571	- 2 762	- 44
Danemark	4 420	3 508	- 912	- 21
Pays-Bas	2 014	2 139	126	6
République tchèque	318	1 095	777	244
Autriche	635	829	194	31
Italie	1 275	785	- 490	- 38

Source : DGDDI (Douanes)

Les importations de viandes de canard progressent

	2007 (tec)	2015 (tec)	2015-2007 (tec)	2015/2007 (%)
Monde	14 916	19 210	4 294	29
Union européenne	14 674	17 849	3 175	22
Pays tiers	242	1 361	1 118	461
Bulgarie	6 649	7 579	930	14
Hongrie	2 640	3 552	912	35
Belgique	1 008	2 046	1 038	103
Pays-Bas	1 452	1 266	- 186	- 13
Pologne	1 153	1 236	83	7
Allemagne	303	914	611	202
Royaume-Uni	732	598	- 134	- 18

Source : DGDDI (Douanes)

Les exportations de viandes de pintade augmentent, notamment vers l'Union européenne

Les exportations de viandes de pintade ont plus que doublé au cours de la période, avec de fortes augmentations vers l'Allemagne et la Belgique tandis que les importations françaises sont anecdotiques.

Les exportations de viandes de pintade sont en hausse

	2007 (tec)	2015 (tec)	2015-2007 (tec)	2015/2007 (%)
Monde	2 683	5 885	3 202	119
Union européenne	2 587	4 981	2 393	92
Pays tiers	95	904	809	848
Belgique	902	1 734	832	92
Allemagne	315	943	628	200
Pays-Bas	118	315	196	166
Royaume-Uni	1 063	1 209	147	14

Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

Sources

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Les achats effectués par les ménages pour leur consommation à domicile sont observés par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer au travers des relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.
- La consommation calculée par bilan est égale à : production – exportations + importations – variation de stocks.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le Bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - DISAR - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En février 2016, les abattages de volailles sont en baisse », Infos rapides Aviculture n° 4/11, avril 2016
- « Le solde du commerce extérieur des œufs est largement positif en 2014 », Synthèses Aviculture, n° 2015/275, septembre 2015
- « En 2013, la consommation de volailles est au plus haut, dynamisée par le poulet », Synthèses Aviculture, n° 2014/234, mars 2014
- « Chute du cours français de l'œuf en 2013, liée à une surproduction en France et dans l'Union européenne », Synthèses Aviculture, n° 2013/223, octobre 2013
- « Après l'embellie de 2012, la production de dinde poursuit son repli en 2013 », Synthèses Aviculture, n° 2013/211, juin 2013
- « Production française d'œufs de consommation en fort repli en 2011 et 2012 », Synthèses Aviculture, n° 2013/204, mars 2013

[Retour éditorial](#)

En 2015, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan, mais repli modéré de la consommation de viande à domicile par les ménages

Sur fond de baisse tendancielle, la consommation française de viande, calculée par bilan, augmente légèrement en 2015 par rapport à 2014 (- 1 %). La consommation de viande de boucherie progresse pour la viande de porc tandis qu'elle est quasiment stable pour la viande bovine ; la consommation de volaille s'accroît également, principalement soutenue par les achats de viande de poulet. Dans un contexte de prix à la consommation globalement stables en 2015, les dépenses effectuées par les ménages pour leur consommation à domicile reculent pour la première fois depuis 2009. Les achats de viande se réduisent en volume pour toutes les espèces. Seules les viandes à moindre temps de préparation - viande hachée fraîche et produits élaborés (y c. grillades, particulièrement plébiscitées pendant la saison estivale) - progressent en volume.

En 2015, la consommation de viande de volaille progresse plus vite que celle de viande de boucherie

En 2015, la consommation française de viande, calculée par bilan, s'accroît de 1 % par rapport à 2014.

La situation est toutefois contrastée selon les types de viande. Alors que la consommation de viande de boucherie, qui représente 68 % de la consommation totale de viande, est quasiment stable sur un an (+ 0,7 %), celle de volaille de chair continue de progresser (+ 1,7 %).

En 2015, la consommation de viande bovine se maintient

En 2015, la consommation de viande bovine calculée par bilan, est quasiment stable (+ 0,2 % sur un an), après avoir baissé chaque année entre 2010 et 2013, puis stagné en

Estimation de la consommation de viande : sources et méthodes

Dans cette note, la consommation de viande est estimée de deux façons : la consommation mesurée par bilan et les achats effectués par les ménages à partir des déclarations d'un panel de ménages (panel Kantar Worldpanel).

■ La **consommation par bilan** est calculée à partir des données d'abattage, des flux du commerce extérieur et des variations de stocks publics, selon la formule suivante :
consommation = abattages + importations viandes – exportations viandes + stock début – stock fin. Dans la mesure où les stocks de viande chez les opérateurs ne peuvent être pris en compte, la consommation calculée s'apparente davantage à une

mise à disposition sur le marché intérieur qu'à la consommation finale des ménages. Sous cette réserve, la consommation par bilan comprend donc toute la viande mise à la consommation, à domicile et hors foyer, en viande fraîche ou sous forme de plats cuisinés.

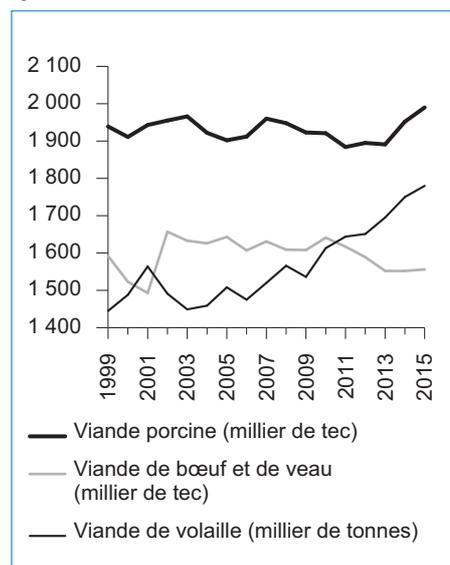
■ Les **achats de consommation** consistent à interroger un panel de consommateurs invités à faire un relevé systématique des quantités achetées. Par construction, on évalue la consommation des ménages à domicile en excluant la consommation hors foyer. Les deux types d'évaluation de la consommation peuvent donner des résultats divergents (encadré – rubrique méthodes).

2014. Les volumes importés de viande bovine fraîche, issus à plus de 97 % de l'Union européenne, baissent de 6 % (343 milliers de tec en 2015 contre 364 milliers de tec en 2014). Ce recul porte essentiellement sur les viandes fraîches ou réfrigérées (en baisse de 10 %), atténué partiellement par la hausse des importations de viande congelée (+ 2,4 %). En revanche les exportations de viande bovine progressent en 2015 par rapport à 2014 (+ 3 %). Cette hausse concerne les « préparations et conserves de viande » (+ 24 %) alors que les ventes de viandes fraîches ou réfrigérées restent quasiment au niveau de 2014. La croissance des débouchés à l'exportation en 2015 a contribué à soutenir le marché.

Une hausse régulière de la consommation de viande de volaille, au plus haut en 2015

En progression continue depuis 40 ans (+ 1,2 % par an en moyenne), la consommation française de volaille, calculée par bilan, toutes espèces confondues, atteint son plus haut niveau en 2015, soit 1,8 million de tonnes. Depuis 2010, elle dépasse le niveau de la consommation de viande bovine et progresse de 2,4 % en moyenne annuelle.

Depuis 2011, la viande de volaille est davantage consommée que la viande bovine



Source : Agreste

La consommation française de poulet de chair s'accroît de 3 % en 2015 sur un an, soit à un rythme proche de la moyenne annuelle depuis 2010 (+ 4 %). Le succès de la viande de poulet auprès des consommateurs ne se dément pas : prix raisonnables, absence d'interdit religieux et bonnes qualités gustatives. Toutefois, la croissance de la demande intérieure bénéficie aux importations (+ 6 %) qui représentent 43 % de la disponibilité en viande de poulet, proportion assez stable depuis 2010. Les importations proviennent majoritairement des pays de l'Union européenne, en particulier des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Pologne et de l'Espagne.

La consommation de dinde prolonge en l'amplifiant la baisse enregistrée en 2014 (- 2,1 % sur un an après - 0,8 % en 2014). En revanche, la consommation de canard poursuit la

reprise amorcée en 2014 : + 2,5 % en 2015, après + 1,8 % en 2014.

La consommation de viande de porc progresse

En 2015, la consommation de viande porcine, calculée par bilan progresse de 2 %. Les importations de viande de porc (y c. viandes salées, séchées, fumées, produits de charcuterie, conserves et graisses) participent pour 602 milliers de tec en 2015 à cette consommation mais sont en repli par rapport à 2014 (- 3 %). Dans le même temps, les exportations (578 milliers de tec) baissent de façon plus marquée (- 6 %), en particulier vers l'Italie (- 22 %), principal client de la France. La progression de la demande de viande porcine est cependant inférieure à celle de l'offre, conduisant à un déséquilibre du marché.

En 2015, une hausse modérée de la consommation de viande

	Consommation ¹⁻²	Évolution de la consommation sur un an (%)	
		2015/2014	2014/2013
Viande d'animaux de boucherie (millier de tec*)	3 758	+ 0,7	+ 1,6
dont viande bovine	1 556	+ 0,2	+ 0,0
viande porcine	1 990	+ 1,9	+ 3,3
viande ovine-caprine	174	- 4,8	- 0,6
viande équine	13	- 8,7	- 17,5
Viande de volaille (millier de tonnes)	1 780	1,7	3,2
dont poulet	1 161	+ 3,1	4,8
dinde	307	- 2,1	- 0,8
canard	203	+ 2,5	1,8
autres volailles	109	2,0	- 2,5

1. Animaux de boucherie : consommation indigène contrôlée CVJA (CIC) (millier de tec).

2. Volaille : consommation indigène totale (millier de tonnes).

tec : tonne-équivalent-carcasse.

Source : Agreste - Consommation de viande calculée par bilan

La part des importations dans la consommation de viandes de volaille reste stable alors que celle des viandes de boucherie diminue

Part des importations dans la consommation calculée par bilan (%)	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Gros bovins et veaux	25	23	24	25	23	22
Viande porcine	31	31	32	33	32	30
Ovins	62	59	60	59	59	57
Total volailles	29	30	31	31	31	32
Poulets	42	42	43	42	42	43
Dindes	14	14	13	16	15	15

Source : Agreste

La consommation de viande ovine poursuit son recul

En 2015, la consommation de viande ovine diminue sur un an (- 5 %). Elle repose en grande partie sur les importations, dont la part dans la consommation tend cependant à se réduire (57 % après 59 % en 2013 et 2014 et 62 % en 2010). Les importations en provenance des principaux pays fournisseurs de la France (Royaume-Uni et Irlande) baissent. En revanche, après plusieurs années de repli, les importations en provenance de Nouvelle-Zélande repartent à la hausse (+ 7,5 % par rapport à 2014). Pour autant, l'offre intérieure reste faible et les prix relativement élevés freinent une consommation en repli depuis plusieurs années.

En 2015, une hausse très limitée des prix des viandes à la consommation

	Évolution en %		
	2015/2014	2014/2013	2013/2010*
Viandes	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,7
<i>dont viande de bœuf et de veau</i>	<i>+ 1,0</i>	<i>+ 1,3</i>	<i>+ 2,1</i>
<i>viande de porc</i>	<i>- 0,2</i>	<i>+ 0,9</i>	<i>+ 2,3</i>
<i>viande de mouton, agneau et chèvre</i>	<i>+ 1,4</i>	<i>+ 2,2</i>	<i>+ 2,0</i>
<i>viande de volaille</i>	<i>- 0,7</i>	<i>+ 0,2</i>	<i>+ 2,6</i>
<i>viande séchée, salée ou fumée</i>	<i>+ 0,4</i>	<i>+ 0,7</i>	<i>+ 1,0</i>
<i>autres viandes</i>	<i>+ 1,9</i>	<i>+ 0,7</i>	<i>+ 2,0</i>
Autres postes alimentaires			
<i>dont poissons et fruits de mer</i>	<i>+ 1,0</i>	<i>+ 0,5</i>	<i>+ 1,4</i>
<i>lait, fromages, œufs</i>	<i>- 1,3</i>	<i>+ 0,7</i>	<i>+ 0,6</i>
Ensemble des produits alimentaires	+ 0,5	- 0,7	+ 1,2

* En moyenne annuelle.

Source : Insee - Indice annuel moyen des prix à la consommation

Des prix à la consommation relativement stables en 2015

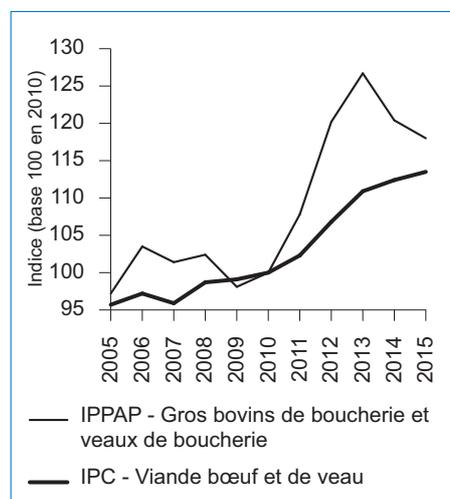
En baisse régulière depuis 2013, les prix à la consommation, calculés par l'Insee, pour le poste « Viandes » sont quasiment stables en 2015 (+ 0,4 %, après + 0,9 % en 2014 et + 2,8 % en 2013). Cette relative stabilité s'inscrit sur fond de hausse des prix des « poissons et fruits de mer » (+ 1 %) et de baisse des prix du « lait, fromages et œufs » (- 1,3 %) parmi les autres produits alimentaires. Parmi les viandes de boucherie, les viandes bovines et ovines affichent les hausses de prix les plus soutenues, bien que moins fortes qu'en 2014. À l'inverse, les prix de la viande porcine et de la viande de volailles sont stables ou en léger repli sur un an.

S'agissant des prix à la production, les cours reculent en 2015 sur un an. Toutes les espèces sont concernées : gros bovins (- 1 %), veaux de boucherie (- 0,8 %), ovins (- 6,7 %) et porcins (- 7,2 %). Les prix des volailles de chair baissent, quant à eux, depuis 2014, et ce pour les principales filières : poulets, dindes et canards. Sur la période 2010 - 2013, les prix à la production ont progressé plus rapidement que ceux à la consommation.

En 2015, pour la première fois depuis 2009, les dépenses réalisées par les ménages pour leur consommation de viande à domicile baissent

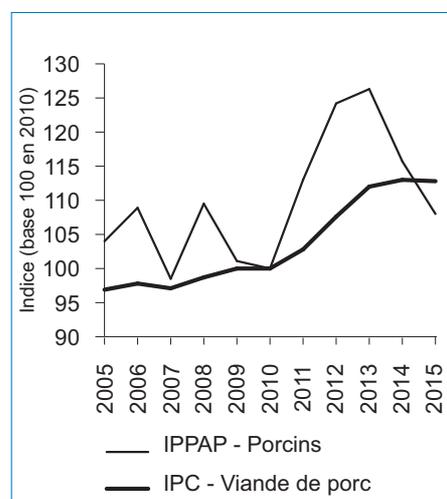
D'après le panel Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer sur les achats des ménages pour leur consommation à domicile, les dépenses consacrées aux achats de viande baissent en 2015, pour la première fois depuis 2009. Toutes formes confondues, c'est-à-dire viande fraîche, élaborés, charcuterie ou surgelés, les ménages réduisent leurs achats de viandes en volume dans un contexte de prix moyens relativement stables. En repli régulier depuis 2011, la consommation de viandes les plus coûteuses (veau, mouton, agneau et cheval), recule une nouvelle fois en 2015 mais de façon plus marquée, surtout pour la viande de cheval. Les quantités achetées de viande de dinde, de canard et de bœuf,

Les prix à la consommation de la viande de bœuf et de veau progressent légèrement



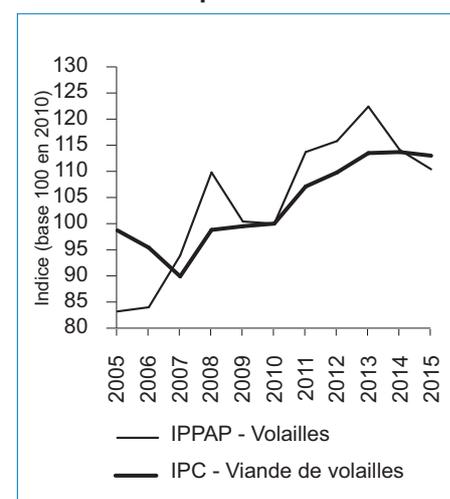
Sources : Insee (IPC - Indice annuel moyen des prix à la consommation), Agreste (Ippap - Indice des prix des produits agricoles à la production)

En 2015, les prix à la consommation de la viande de porc sont quasiment stables alors qu'ils diminuent à la production



Sources : Insee (IPC - Indice annuel moyen des prix à la consommation), Agreste (Ippap - Indice des prix des produits agricoles à la production)

Les prix de la viande de volaille sont en léger repli à la consommation et en recul à la production



Sources : Insee (IPC - Indice annuel moyen des prix à la consommation), Agreste (Ippap - Indice des prix des produits agricoles à la production)

diminuent elles aussi. Les achats de viande de porc, qui représentent 46 % des volumes de viande achetés par les ménages, se réduisent également en 2015 alors qu'ils étaient stables l'année précédente. Quant à ceux de poulets, habituellement en hausse, ils se maintiennent tout juste en 2015.

Les quantités achetées de viande de boucherie fraîche (hors élaborés, viande hachée, charcuterie et surgelés) sont une nouvelle fois en baisse

En 2015, le recul des achats en volume de viande de boucherie fraîche, hors

élaborés, s'accélère (- 4,8 % sur un an), après sept années de baisses consécutives et concerne tous les types de viande. Les prix moyens d'achat se stabilisent (+ 0,3 % en 2015 et 2014, contre + 2,3 % en moyenne par an sur la période 2009-2014). Malgré des niveaux de prix plutôt bas en

En 2015, les quantités de viande de boucherie et de volaille achetées – viandes fraîches, élaborés, charcuterie et surgelés confondus – baissent

	Quantités achetées en 2015 ¹ en %	Évolution sur un an des quantités achetées (%)		Prix moyen en €/kg	Évolution sur un an du prix moyen d'achat (%)	
		2015/2014 ¹	2014/2013 ¹		2015/2014 ¹	2014/2013 ¹
Viande de boucherie (y c. élaborés, surgelés et charcuterie)	72	- 1,4	- 0,6	10,49	- 0,3	0,7
<i>dont : Bœuf²</i>	18	- 1,7	- 0,3	11,83	- 0,4	0,5
<i>Veau</i>	3	- 3,8	- 3,5	15,24	- 0,9	0,6
<i>Porc</i>	46	- 1,5	0,1	9,45	- 0,2	0,8
<i>Mouton-Agneau</i>	2	- 8,6	- 6,4	14,43	3,0	5,4
<i>Cheval</i>	0,3	- 14,7	- 7,8	16,30	5,1	2,6
Viande de volaille (y c. élaborés, surgelés et charcuterie et lapin)	28	- 0,9	- 0,6	8,09	- 0,4	1,4
<i>dont : Poulet</i>	15	- 0,2	1,2	7,00	- 0,5	1,6
<i>Dinde</i>	5	- 2,5	- 3,2	8,44	- 0,9	1,2
<i>Canard</i>	2	- 1,7	- 0,7	11,69	- 3,6	2,5

1. Achats du panel = données calculées sur 13 périodes de 4 semaines (du 29 décembre 2014 au 27 décembre 2015).

2. Bœuf = viande bovine à l'exception du veau.

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2015, les achats de viande fraîche, toutes espèces confondues, sont en baisse malgré des prix moyens quasiment stables

	Quantités achetées en 2015 ¹ en %	Évolution sur un an des quantités achetées (%)		Prix moyen en €/kg	Évolution sur un an du prix moyen d'achat (%)	
		2015/2014 ¹	2014/2013 ¹		2015/2014 ¹	2014/2013 ¹
Viande de boucherie (y c. élaborés, surgelés et charcuterie)	72	- 1,4	- 0,6	10,46	- 0,3	0,7
Viande fraîche ²	24	- 4,8	- 1,9	11,64	0,3	0,3
<i>dont : Bœuf</i>	9	- 1,9	- 3,0	14,30	0,0	1,0
<i>Veau</i>	3	- 7,0	- 5,4	15,67	- 0,5	1,1
<i>Porc</i>	10	- 4,9	1,5	7,21	- 0,6	- 0,5
<i>Ovin</i>	2	- 9,1	- 5,9	14,47	3,1	5,1
<i>Cheval</i>	0,3	- 14,7	- 7,8	16,30	5,1	2,6
Viande hachée fraîche	5	4,6	5,0	10,44	- 0,4	1,8
Surgelés	4	- 0,4	1,2	6,71	0,5	1,1
Élaborés (hors viande hachée) ³	9	3,4	- 0,9	9,39	- 0,6	0,6
Jambon et autres charcuteries	29	- 0,9	- 0,3	10,42	- 0,3	1,2
Abats	2	- 5,1	- 4,5	9,31	1,3	- 0,5
Viande de volaille (y c. élaborés, surgelés et charcuterie et lapin)	28	- 0,9	- 0,6	8,09	- 0,4	1,4
Volaille fraîche (hors élaborés) ²	19	- 1,0	- 1,3	7,72	- 1,5	1,8
<i>dont : Poulet</i>	12	- 0,8	0,1	6,82	- 0,8	2,1
<i>Dinde</i>	3	- 2,8	- 2,4	8,75	- 1,4	1,5
<i>Canard</i>	2	- 1,7	- 0,6	11,66	- 3,7	2,6
Lapin frais	1	- 9,5	- 0,4	9,35	2,8	1,4
Surgelés de volaille	1	- 9,4	- 3,1	7,45	2,1	- 0,6
Élaborés de volaille ³	5	1,9	2,3	8,34	0,6	0,2
Charcuterie de volaille	2	4,5	0,4	10,40	1,9	1,2

1. Achats du panel = données calculées sur 13 périodes de 4 semaines (du 29 décembre 2014 au 27 décembre 2015).

2. Viande ou volaille fraîche = morceaux, entiers ou découpés, non préparés et non surgelés.

3. Élaborés = morceaux préparés non surgelés (pour plus de détail sur le contenu de ce champ, cf. rubrique définitions).

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

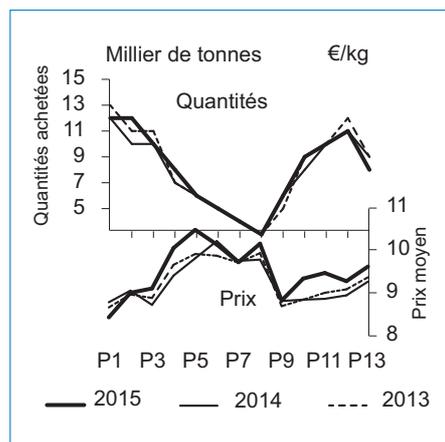
2015 (7,21 €/kg, en baisse de 0,6 % par rapport à 2014) comparative- ment aux autres viandes, les quan- tités achetées de viande fraîche de porc par les ménages décrochent en 2015 (- 4,9 %). Les achats en volume de viande fraîche de bœuf diminuent sur un an (- 1,9 %) dans le sillage des baisses des dernières années (- 2,8 % par an en moyenne sur la période 2009-2014), au profit de ceux de viande hachée fraîche (+ 4,6 %), constituée à 80 % de viande bovine. En 2015, les quantités de viande fraîche de veau achetées par les ménages sont de nouveau en net repli (- 7 %), dans un contexte de prix qua- siment stables (15,67 €/kg) mais supé- rieurs à ceux de la viande de bœuf : 14,30 €/kg. Quant à la consom- mation de viande d'agneau, également pénalisée par un niveau de prix élevé (14,47 €/kg), elle fléchit dans les mêmes proportions (- 9,1 %).

Malgré une météo clémente en 2015, les pièces de viandes traditionnellement consommées en hiver ont été privilégiées

La consommation de viande de bœuf, de veau ou d'agneau est très saisonnière et ne concerne pas les mêmes morceaux selon les différents moments de l'année. Les pièces à bouillir ou à braiser ont la préférence des consommateurs à l'automne et en hiver, tandis que la consom- mation des pièces à rôtir ou à griller est plus régulière tout au long de l'année.

Après plusieurs années de baisse, la consommation de viandes à bouillir ou à braiser enregistre un rebond en 2015, en particulier pour l'agneau (+ 21,3 %), le veau (+ 11,2 %) et dans une moindre mesure le bœuf (+ 1,3 %). Pourtant, les prix de ces pièces sont en hausse sur la période et les températures douces des premiers et derniers mois de l'année 2015, peu propices à leur consommation. A contrario, les achats de pièces de viande à rôtir, griller et poêler baissent en volume. Ce regain d'intérêt pour les pièces à bouillir ou à braiser pour- rait s'expliquer par un niveau de prix inférieur à celui des pièces à rôtir ou

Malgré un hiver plutôt doux, les achats de viande à bouillir ou à braiser sont en hausse en 2015



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

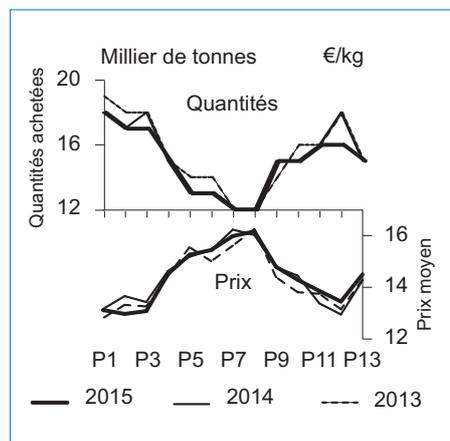
à griller, conduisant à une substitu- tion entre les deux types de viande.

Plus de produits élaborés achetés et moins de charcuterie et jambon

En 2015, les achats en volume de pro- duits élaborés repartent à la hausse tandis que ceux de viande hachée fraîche poursuivent leur progression (+ 4,6 % sur un an), dans un contexte de prix moyens relativement stables. Les achats en volume de saucisses fraîches à cuire, représentant près de la moitié des quantités achetées de produits élaborés, hors viande hachée, sont orientés à la baisse (- 1,5 % après + 3,1 % en 2014). En revanche, les quantités achetées de brochettes et de plateaux grill/barbecue, profitant des températures élevées et de l'en- soleillement entre avril et la mi-août, repartent à la hausse en 2015 (respec- tivement + 11,4 % et + 13,4 %, après - 11,9 % et - 17,6 % en 2014). À l'in- verse, les plateaux pour pierrades et fondues s'effondrent (- 36,1 %), pénali- sés par des températures relativement clémentes tout au long de l'année.

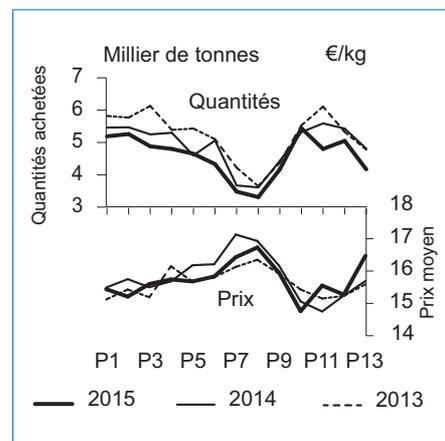
Malgré un prix moyen d'achat stable en 2015, les achats en volume de jambons et autres charcuteries de porc confirment la tendance baissière amorcée en 2014 (- 0,9 % sur un an en 2015 après - 0,3 % en 2014). Avec un poids de 40 % dans les sommes dépensées par les ménages pour la viande de boucherie, ils contribuent

En 2015, les achats en volume de viande fraîche de bœuf sont en recul



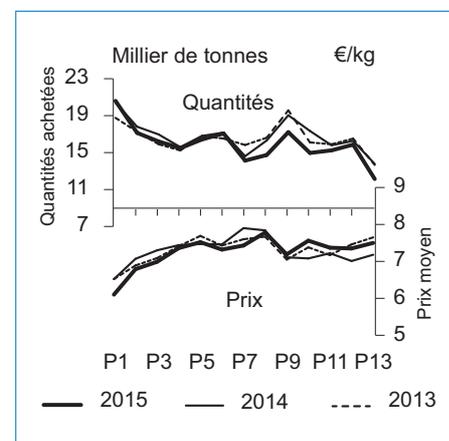
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2015, les quantités achetées de viande fraîche de veau chutent sensiblement



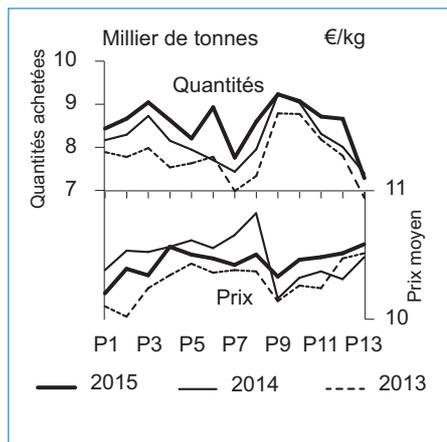
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Malgré des prix en baisse en 2015, les quantités achetées de viande fraîche de porc sont en baisse



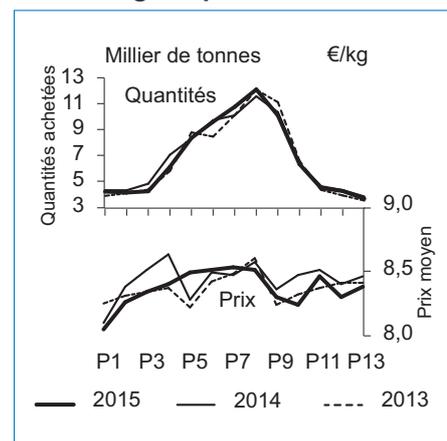
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2015, les achats en volume de viande hachée fraîche poursuivent leur progression



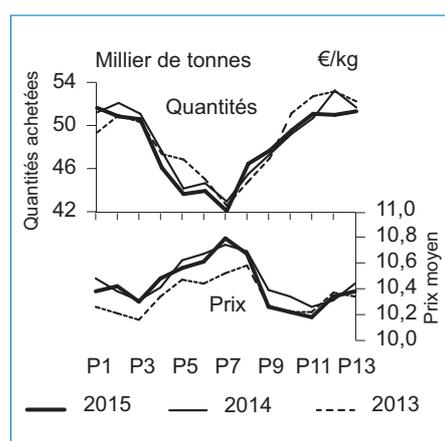
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Les quantités achetées de saucisses fraîches à cuire sont en léger repli en 2015



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2015, le recul en volume des achats de jambon et charcuterie de porc amorcé l'année précédente se confirme



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

fortement au recul de l'ensemble de la consommation de viande de boucherie, déjà fortement pénalisée par le repli de la consommation de viande de boucherie fraîche.

En 2015, les achats en volume de produits élaborés de volaille progressent moins fortement en raison d'un intérêt moins prononcé des ménages pour les élaborés de poulets (+ 3,7 % contre + 6,5 % en 2014). Les élaborés de dindes se stabilisent après la baisse enregistrée en 2014.

Pour la volaille, les ménages plébiscitent les achats de découpe par rapport à la volaille entière

En 2015, les quantités achetées de volaille fraîche baissent pour toutes les espèces. Les achats en volume de poulets frais poursuivent leur retrait, sous l'effet d'un recul sensible de ceux de poulets entiers (- 4,7 %), qui représentent près de 40 % de la consommation de viande fraîche de poulet en 2015. Le poulet entier label rouge baisse moins fortement que le poulet entier standard (- 1,2 % contre - 6 %). À l'inverse, les quantités achetées à la découpe sont en progression en 2015, quoiqu'à un rythme moindre qu'en 2014 : + 3,1 % contre + 1,9 %, et malgré un prix d'achat plus faible pour le poulet entier que pour la découpe de poulet (5,55 €/kg contre 7,62 €/kg).

En 2015, les achats en volume de dinde fraîche sont toujours orientés à la baisse pour la quasi-totalité des types de découpe, concurrencés par les découpes de poulet moins coûteuses (8,75 €/kg contre 7,62 €/kg). Les achats de canards diminuent, sous l'effet d'une baisse des quantités achetées de magrets et filets par les ménages (- 5,8 %).

Sources, définitions et méthodes

Sources

- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viande pour l'alimentation humaine sur le territoire national (métropole + Dom). Elle est mesurée en équivalent-carcasse. La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration. Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks.
- Les **achats de consommation** observés par **Kantar Worldpanel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. Tous les achats de consommation réalisés par les ménages sont comptabilisés. Dans cette étude, nous avons fait le choix d'exclure les gros achats. Les données sont établies par périodes de quatre semaines, treize périodes formant une année. Les données étudiées dans cette synthèse portent sur treize périodes de quatre semaines, c'est-à-dire du 29 décembre 2014 au 27 décembre 2015, soit approximativement l'année entière 2015.

Définitions

Contenu des différents postes de consommation de viande du panel Kantar Worldpanel

- **Volailles fraîches hors élaborés** = volailles entières ou découpe de volaille
- **Élaborés de viande de boucherie** = viande hachée fraîche, saucisse fraîche à cuire (chipolata, merguez,...), morceaux demi-sel de porc, paupiette, brochette,...
- **Élaborés de volaille** = volaille entière cuite ou rôtie, découpe cuite ou aromatisée, panés, brochettes,...
- **Jambon et charcuterie** = jambon cuit et cru/sec, lardons, poitrine, bacon, pâtés, saucisses à pâte fine, saucissons secs et salami,...
- **Traitement des doubles comptes**
 - pour les viandes de boucherie, le choix a été fait dans cette étude de comptabiliser les saucisses à gros hachage (= saucisses fraîches à cuire = chipolata, merguez,...) uniquement au sein du poste élaborés de viande de boucherie et pas dans le poste jambon et charcuterie.
 - pour les volailles, le jambon de volaille et les saucisses de volaille ont été comptabilisés uniquement dans le poste charcuterie de volaille et pas dans le poste élaborés de volaille.

Méthodes

- Il existe deux types d'information concernant la consommation de viande : la consommation mesurée par bilan et les achats de consommation effectués auprès des ménages.
 - La **mesure de la consommation par bilan** part du fait que les carcasses disponibles pour la consommation humaine après abattage vont être dans un délai bref stockées, exportées ou consommées. En déduisant des abattages les entrées en stocks et les exportations on obtient ainsi une estimation du total des viandes mises à la consommation. On y rajoute enfin les viandes importées et les sorties de stocks, mises à la consommation. Dans la mesure où les stocks de viandes chez les opérateurs ne peuvent être pris en compte, la consommation calculée s'apparente davantage à une mise à disposition sur le marché intérieur qu'à la consommation finale des ménages. Sous cette réserve, la consommation par bilan comprend donc toute la viande mise à la consommation, à domicile et hors foyer, en viande fraîche ou sous forme de plats cuisinés. Ces quantités sont toutefois évaluées en carcasses entières d'animaux alors que la viande qui parvient dans l'assiette du consommateur est en fait une viande nette, débarrassée d'une bonne partie de la graisse et des os qui sont dans la carcasse. Pour la viande bovine, il faut environ 130 kg de carcasse pour produire 100 kg de viande désossée.
 - Les **achats de consommation** consistent à interroger un panel de consommateurs à qui l'on demande de faire un relevé systématique des quantités achetées et d'extrapoler ensuite les résultats obtenus à l'ensemble de la population. Par construction, cela ne permet d'évaluer que la consommation des ménages en excluant la consommation hors foyer.
- Les deux types d'évaluation de la consommation peuvent donner des résultats divergents :
 - en niveau : les écarts sont sensibles. Ils correspondent notamment à la différence carcasse/viande nette, à la restauration hors foyer et plats cuisinés à base de viande, au champ éventuellement restreint du panel (exclusion des touristes) et au défaut de déclaration des panélistes (oublis) et aux stocks au sein de la filière.
 - en évolution : les deux méthodes convergent plus sur courte période que sur longue période, les facteurs de divergence évoluant relativement lentement : évolution de la consommation hors foyer et des plats cuisinés, évolution de la part de carcasse qui parvient dans l'assiette du consommateur,...

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Consommation » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2014, les ménages ont acheté globalement moins de viande, mais plus de viande à moindre temps de préparation », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2014/256, décembre 2014
- « Baisse de la consommation française de viande, après une reprise en 2010 », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2013/225, décembre 2013
- « Tassement de la consommation de viandes en 2011 », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2012/173, mars 2012
- « En 2010, la consommation de viande se porte mieux », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2010/133, octobre 2010
- « Moins de matières grasses animales dans nos assiettes - Évolution sur dix ans de la consommation alimentaire », Agreste Primeur n° 236, mars 2010
- « En 2009, la consommation de viande se contracte encore », Synthèses Conjoncture Consommation de viande n° 2009/95, octobre 2009
- « La consommation alimentaire à l'épreuve de la crise », Analyse, prospective et évaluation n° 10, juillet 2009

[Retour éditorial](#)

Début 2016, le déséquilibre persiste sur le marché du lait et des produits laitiers

Au 1^{er} trimestre 2016, la collecte de lait de vache progresse de 1,8 % en France par rapport à la même période de l'année précédente. Depuis la suppression des quotas en avril 2015, la progression est beaucoup plus importante dans la plupart des pays de l'Union européenne, ce qui contribue sensiblement à l'excédent de produits laitiers sur les marchés internationaux. Ce surplus d'offre, dans un contexte de demande peu favorable (fermeture du marché russe, baisse de la demande chinoise...), entraîne la baisse des prix des produits laitiers sur ces marchés, ainsi que la baisse du prix du lait payé aux producteurs. Les mesures mises en place n'ont pas encore permis de rééquilibrer le marché.

En France, une hausse modérée de la collecte de lait de vache depuis le début de 2016

Sur le 1^{er} trimestre 2016, la collecte française de lait de vache atteint 6 377 millions de litres, supérieure de 1,8 % au niveau de l'année précédente et de 3,9 % au niveau moyen trimestriel des années 2010 à 2014. En mars 2016, la collecte se replie toutefois de 1 % sur un an, après les hausses de 1,9 % et 4,9 % observées respectivement en janvier et février (partiellement expliquées en février 2016 par l'existence d'un 29^e jour).

Cette diminution de 1 % en mars est en rupture avec les progressions enregistrées depuis septembre 2015. Après une collecte entre janvier et avril 2015 inférieure au niveau très élevé de 2014, l'évolution s'est inversée à partir du mois de mai. Stable pendant l'été, la collecte a redémarré à partir de septembre 2015 avec des hausses par rapport à l'année précédente oscil-

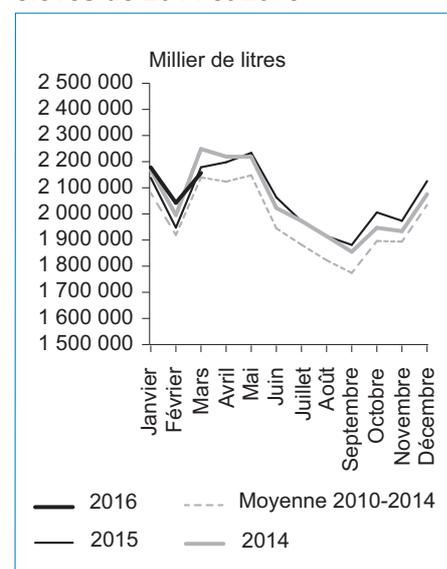
lant entre + 1,4 % en septembre et + 3,1 % en octobre. Au total, sur l'année 2015, la collecte aura été quasiment stable (+ 0,3 %). Contrastant fortement avec les hausses des pays du nord de l'Union européenne, la progression modérée observée pour la France peut en partie s'expliquer par l'existence de contrats entre les transformateurs français et les éleveurs, permettant de maîtriser les volumes produits et ainsi de tenter d'endiguer l'afflux de lait sur le marché européen.

Forte hausse de la collecte européenne début 2016

Sur les deux premiers mois de l'année 2016, la production européenne de lait s'est fortement accrue avec une hausse de 7,4 % sur un an, soit plus de deux fois la hausse observée en France (+ 3,3 %). Cette collecte supplémentaire de 1 723 milliers de tonnes représente la réalisation en deux mois de près de 50 % de la hausse de l'année 2015. Un peu

moins de la moitié de ce supplément de collecte est réalisé par deux pays :

En 2016, la collecte de lait de vache dépasse les niveaux élevés de 2014 et 2015



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

l'Allemagne (+ 392 000 tonnes) et les Pays-Bas (+ 371 000 tonnes), dont les collectes sont particulièrement dynamiques en ce début d'année 2016 (respectivement + 7,8 % et + 18,5 % sur un an).

Cette progression européenne est dans le sillage, tout en l'amplifiant, de celle enregistrée en 2015 (+ 2,5 %) qui était déjà bien supérieure à celle observée en France (+ 0,3 %). Avec la suppression effective des quotas depuis le mois d'avril 2015, la plupart des pays producteurs ont choisi d'augmenter leur production sans risque de pénalités, dans certains cas afin de compenser la forte baisse des prix. La collecte a ainsi atteint 152 170 milliers de tonnes en 2015.

L'Allemagne a été le principal pays contributeur avec 31 880 milliers de tonnes (+ 1,6 %), soit 21 % de la collecte européenne en 2015. La France reste le second producteur européen de lait avec 25 350 milliers de tonnes. Les trois pays suivants dans l'ordre décroissant de leur production en 2015 sont le Royaume-Uni avec 15 190 milliers de tonnes (+ 2,5 %), les Pays-Bas avec 10 870 milliers de tonnes (+ 6,8 %) et la Pologne avec 10 870 milliers de tonnes (+ 2,7 %). L'Italie, à l'image de la France, a limité

la hausse de sa production avec seulement + 0,7 %. De nombreux autres pays, avec des niveaux plus faibles, ont également fortement augmenté les volumes produits en 2015 : l'Irlande (+ 13,3 %), l'Espagne (+ 2 %), le Danemark (+ 3,1 %) et la Belgique (+ 7,2 %).

À l'inverse, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont enregistré une baisse de leurs productions sur la campagne en cours, insuffisante pour compenser la forte hausse observée dans l'Union européenne. Avec une collecte en progression aux États-Unis début 2016 (+ 2,3 %), l'offre mondiale de lait sur les marchés continue de s'accroître en janvier et février 2016.

Le prix du lait payé aux producteurs toujours en baisse en 2016

En mars 2016, à 309 euros/1 000 litres, le prix moyen versé aux producteurs français de lait (prix à teneur réelle, toutes qualités confondues) est inférieur de 4,5 % au prix de mars 2015, soit 14 euros de moins que l'année précédente. Après un écart de 25 euros en janvier et février, la baisse semble ralentir, mais le prix est encore faible, inférieur de près de 10 % au prix moyen 2010-2014. Fin 2014, le prix avait commencé à baisser mais était demeuré supérieur

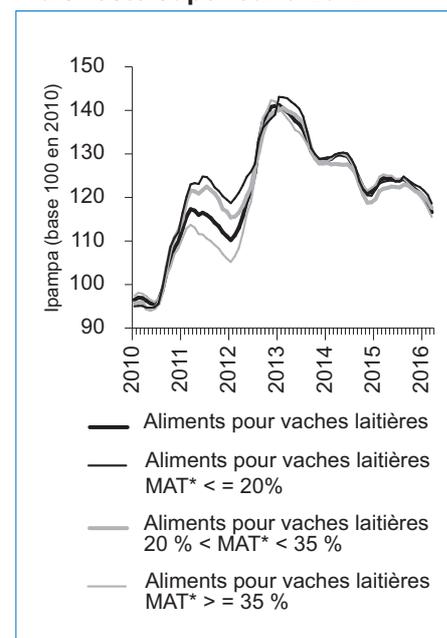
à la moyenne annuelle des quatre dernières années. En janvier 2015, la baisse s'était amplifiée (- 18 % en glissement annuel), et était restée élevée tout au long de l'année (entre - 9 % et - 17 %). Sur l'année 2015, le prix du lait avait ainsi été inférieur de 5 % au prix moyen 2010-2014.

Cette baisse de prix est toutefois plus modérée que celles observées chez certains de nos voisins européens, notamment chez ceux qui ont augmenté leur production afin de compenser le manque à gagner. C'est le cas de l'Allemagne dont les prix ont chuté de 25 % par rapport à l'année précédente pendant les neuf premiers mois de l'année 2015. La baisse des prix semble également se tasser dans ce pays depuis le début 2016.

Une baisse du coût de l'aliment, qui reste cependant inférieure à celle du prix du lait

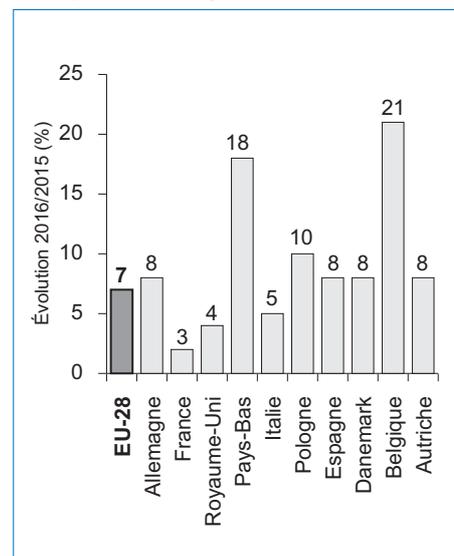
Avec un hiver 2015 particulièrement doux, les éleveurs français ont pu maintenir plus longtemps leurs vaches à l'herbe, diminuant le recours aux compléments alimentaires. De fait,

Le coût des aliments pour vaches laitières baisse en 2016 mais reste supérieur à 2012



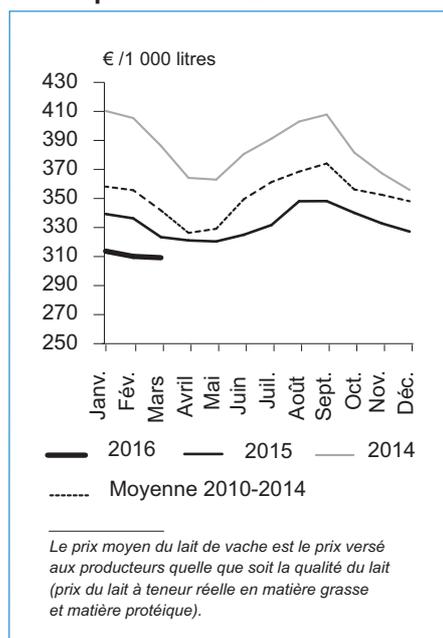
* MAT = Matière azotée totale
Source : Agreste - Indice de prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa)

La collecte progresse dans l'Union européenne en janvier-février 2016



Source : Commission européenne - European Milk Market Observatory

Le prix du lait de vache est au plus bas en 2016



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

la production d'aliments composés pour vaches laitières s'est réduite sur le dernier trimestre 2015 et la baisse s'est poursuivie début 2016 atteignant - 15 % sur un an en janvier. Sur la période d'octobre à décembre 2015, elle a été inférieure de 3 % au niveau moyen de 2010-2014. Cette moindre complémentation a toutefois affecté le taux de matière protéique du lait qui, de novembre 2015 à janvier 2016, a été inférieur à celui de l'année dernière.

Le coût des aliments pour vaches laitières se replie depuis décembre 2015 et la baisse par rapport à l'année précédente s'accroît au fil du temps : - 0,2 % en décembre 2015, - 1,8 % en janvier 2016 puis - 4,3 % en février et - 6,3 % en mars. Après les sommets atteints en 2012 et 2013, le prix des aliments s'est beaucoup réduit mais demeure élevé. En février 2016, comme au cours des mois précédents, la baisse du prix du lait est cependant plus forte que celle du prix de l'aliment, fragilisant les marges des éleveurs (« *Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage* », *Agreste Conjoncture, Coûts de production, mai 2016, n° 5/12*).

Le surplus de collecte conduit à l'augmentation des fabrications françaises de beurre et de poudre

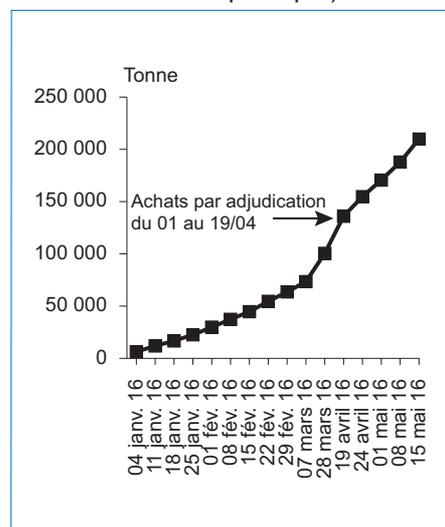
En mars 2016, les fabrications françaises de beurre et de poudre sont en progression (respectivement + 1,8 % et + 9,5 % sur un an) de même que celles de crème conditionnée, de lait conditionné et de yaourts et desserts lactés frais. Parmi les fromages, ceux à pâte molle (+ 6 %), comme le camembert ou le brie-coulommiers, ceux à pâte pressée non cuite (+ 2 %), notamment la raclette (+ 17 %), et ceux à pâte persillée (+ 3 %) progressent. Les autres fromages comme les frais ou ceux à pâte filée sont en repli (resp. - 2 % et - 15 %).

En cumul sur le 1^{er} trimestre 2016, on retrouve ces mêmes tendances à l'exception des yaourts et desserts lactés, en baisse par rapport au 1^{er} trimestre 2015. Sur cette période, les achats des ménages pour ces différents produits évoluent dans le sens inverse des fabrications avec une baisse des

achats de lait conditionné, de yaourts et desserts lactés frais, de beurre et de crème conditionnée, semblant indiquer que les produits fabriqués sont davantage destinés aux exportations qu'au marché intérieur. De fait, les exportations françaises de fromages à pâte pressée et à pâte persillée ainsi que celles de crème conditionnée et de laits conditionnés progressent au 1^{er} trimestre (respectivement + 7 %, + 4 %, + 18 % et + 12 % sur un an). Ce n'est toutefois pas le cas des fromages frais ni des yaourts et desserts lactés frais dont la baisse est sensible par rapport à 2015 (- 9 % et - 5 %).

Les fabrications françaises de poudre de lait écrémé et de beurre continuent d'augmenter malgré le manque de débouchés et les prix bas. Les transformateurs utilisent les dispositifs d'intervention publique et de stockage privé pour stocker les produits fabriqués. Ainsi, les quantités de poudres de lait offertes au stockage public au prix d'intervention (1 698 euros/tonne) se sont sensiblement accrues depuis le début de l'année 2016, atteignant au 15 mai, 33 899 tonnes pour la France, sur un total de 182 078 tonnes pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. Le contingent, habituellement fixé à 109 000 tonnes, a été réévalué à 218 000 tonnes pour l'année 2016.

Forte évolution des stocks publics de poudre de lait écrémé dans l'Union européenne en 2016 (quantités offertes à l'intervention publique)



Source : Commission européenne - Milk market observatory

En revanche, les demandes d'aides au stockage privé se sont stabilisées. Pour le beurre dont le prix reste supérieur au prix d'intervention, les industriels font des demandes de stockage privé. Au 15 mai 2016, elles atteignent 15 713 tonnes pour la France et 80 210 tonnes pour l'UE dans son ensemble. Le dispositif d'aide au stockage privé de fromages a été mis en place en octobre 2015 mais la France l'a peu utilisé (2 819 tonnes sur un contingent de 20 830 tonnes jusqu'au 15 janvier 2016, puis 420 tonnes sur un contingent de 6 340 tonnes entre le 21 février et le 15 mai 2016).

Les fabrications progressent également en Europe, particulièrement pour le beurre et la poudre

Dans l'Union européenne, toutes les fabrications progressent depuis le début de l'année (à l'exception du lait concentré), notamment celles de beurre et de poudre, en hausse sensible. En cumul sur les deux premiers mois de janvier et février 2016, la production de beurre s'accroît de 10 % par rapport à 2015, la poudre de lait écrémé de 17,3 %, la poudre grasse de 22 % et les fromages de 4,8 %. Ces fabrications sont en hausse dans les pays ayant une forte production de lait, tels que l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne. Les autres produits de grande consommation, en repli en janvier, à l'image des laits fermentés (- 2,6 %) et des laits liquides (- 1,1 %), se redressent en février. En cumul sur les deux premiers mois de l'année, la progression est de 1,3 % pour les laits fermentés et de 0,7 % pour les laits de consommation. Ces évolutions prolongent les tendances déjà observées en 2015.

Des excédents qui s'accumulent sur les marchés

Ces abondants volumes de lait et produits laitiers ont du mal à trouver preneur sur les marchés en raison de débouchés insuffisants et d'une concurrence vive entre pays producteurs. En cumul sur le premier trimestre 2016, les exportations françaises baissent pour de nombreux produits : le beurre (- 27 %), le lait écrémé en poudre (- 10 %), les autres poudres

de lait (- 7 %), les yaourts et desserts lactés (- 5 %) et les fromages (- 2 %). En revanche, elles progressent pour la poudre de lactosérum, la poudre de babeurre, les desserts lactés « longue conservation », les fromages fondus, certains fromages et les « caséines et caséinates ». Pour ce dernier produit, qui représente un faible volume, les exportations sont quasiment multipliées par deux par rapport au premier trimestre 2015. Elles sont soutenues par les achats de la Thaïlande qui représentent au 1^{er} trimestre 2016 plus de 50 % des ventes à l'étranger contre quasiment rien avant cette date.

La France, comme l'Union européenne, est pénalisée par la fermeture du marché russe, dont l'embargo devrait se prolonger jusqu'au début du mois d'août 2016. L'Algérie qui constitue un débouché important pour les produits français, notamment la poudre de lait et les desserts lactés, a également réduit ses achats par rapport à 2015. Toutefois, malgré ces baisses (- 6 % pour les poudres de lait, - 2 % pour les desserts lactés), elles restent relativement élevées. La hausse des achats de fromages se poursuit sur un marché qui reste marginal.

Après avoir considérablement freiné ses importations en 2015, notamment de poudre de lait écrémé, et contribué à l'engorgement des marchés de par son poids dans les échanges mondiaux, la Chine reprend ses achats sans que l'on sache toutefois si cette reprise sera durable ou non. En cumul sur les mois de janvier et février, les importations chinoises, toutes provenances confondues, augmentent pour tous les produits : + 25 % pour la poudre écrémée (à 51 000 tonnes), + 22 % pour la poudre grasse (à 157 000 tonnes), + 39 % pour la poudre de lactosérum (à 69 000 tonnes). Au 1^{er} trimestre 2016, les exportations françaises vers la Chine progressent par rapport au 1^{er} trimestre 2015, notamment celles de crème conditionnée (+ 80 % - cette destination concentre un tiers des ventes françaises de crème), celles de poudre de lactosérum (+ 11 %) et celles de poudres de lait (+ 15 %).

Des cours au plus bas pour la poudre de lait écrémé

Cette offre excédentaire sur les marchés internationaux a entraîné une baisse importante des prix des produits laitiers. Que ce soit pour le beurre ou la poudre, les prix sont en chute depuis les niveaux élevés de la fin 2014. La poudre de lait écrémé est la plus touchée puisque le prix français (comme le cours européen) est passé sous le prix d'intervention depuis fin janvier 2016 et n'est pas remonté au-dessus depuis. La semaine du 9 mai 2016, à 1 666 euros la tonne, le prix est inférieur de 10 % à celui observé sur la même période de 2015. Depuis quatre semaines, il s'est toutefois quasiment stabilisé.

Le prix français de la poudre grasse a, lui aussi, fortement reculé, avec un minimum atteint fin mars 2016. Au cours de la première semaine de mai, il s'établit à 1 975 euros la tonne, en retrait de 24 % par rapport à l'année dernière. Depuis la deuxième semaine de mai, il serait en légère reprise.

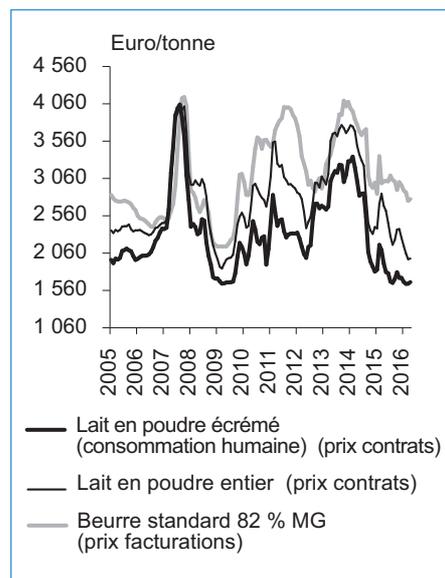
Pour le beurre, la situation continue de se détériorer avec un prix toujours en repli. En avril et en mai, le prix a diminué de 8 % en glissement annuel.

Le recul le plus fort est enregistré en février 2016 avec - 15 % sur un an, le prix en février 2015 ayant été relativement élevé. Début mai, à 2 585 euros la tonne, le prix français est inférieur de 18 % au niveau de 2015 et de 12 % au prix observé il y a un mois. Une légère reprise serait observée lors de la deuxième semaine de mai. Une remontée des cours des produits laitiers pourrait se dessiner avec la baisse saisonnière de la collecte.

Le stockage public et les aides au stockage privé ne suffisent pas à la reprise des cours

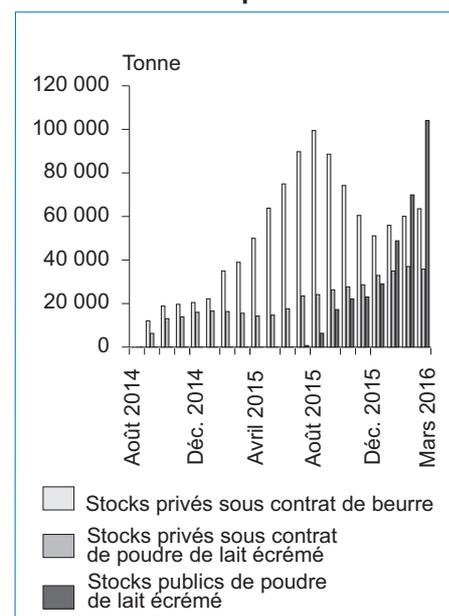
Dès 2014, la commission européenne a activé les dispositifs d'intervention avec la mise en place des aides au stockage privé pour la poudre de lait écrémé, le beurre et le fromage et a prolongé la période ouverte à l'intervention publique pour la poudre de lait écrémé. Ces mesures n'ont toutefois pas suffi à faire remonter les cours. En effet, en dépit d'un stockage visant à limiter l'afflux de produits laitiers sur les marchés, les prix ont poursuivi leur baisse. Dès l'été 2015, le mécanisme de stockage public a été utilisé pour la poudre de lait écrémé, dont le niveau de prix était descendu sous le prix d'intervention. En avril 2016, le contingent

Le prix français des produits industriels en forte diminution depuis 2014



Source : FranceAgriMer/ATLA

Beaucoup de stockage de beurre et de poudre de lait écrémé dans l'Union européenne



Source : Commission européenne - Milk market observatory

de quantités achetées à prix fixe au niveau européen a été doublé, passant à 218 000 tonnes pour la poudre de lait écrémé et à 100 000 tonnes pour le beurre.

Malgré l'utilisation massive du dispositif par les transformateurs, la situation continue de se dégrader. En effet, des investissements de production avaient

été réalisés dans la perspective de l'expiration des quotas laitiers le 31 mars 2015 et de prévisions positives sur le marché mondial. La baisse de la demande, notamment chinoise, et la fermeture du marché russe, ont accentué le déséquilibre du marché, lié à l'accroissement de l'offre européenne. Depuis le 12 avril, un nouveau règlement autorise temporairement les

organisations de producteurs à prendre des accords volontaires en vue de maîtriser la production pour une période de six mois. En fonction du nombre d'accords conclus et des volumes concernés, et avec la baisse saisonnière de la collecte, la stabilisation de la production pourrait aider à rééquilibrer le marché du lait et des produits laitiers.

Sources et définitions

- L'enquête mensuelle laitière réalisée par FranceAgriMer et le service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait, de prix du lait et de fabrication de produits laitiers.
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur.
- La Commission européenne pour les données de prix du lait et de quantités fabriquées dans les États membres.
- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.

■ Calcul du prix du lait de vache

Le prix à teneurs réelles est le prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique. Ce prix s'entend TVA non comprise, cotisations non déduites. Les avances ou récupérations d'avances sont comprises. Il se calcule en rapportant le total des paiements aux producteurs à la quantité collectée.

Les prix moyens diffusés prennent en compte tous les types de laits : lait non bio et non AOP, lait bio, lait pour productions AOP. Le prix moyen est une moyenne des prix individuels (prix des répondants et prix estimés des non répondants) pondérés par leur collecte.

■ Révision des séries de prix

À compter de mai 2016, le prix des laiteries non répondantes à l'enquête est estimé à partir du prix des laiteries répondantes du même département, pour le même type de lait (lait non bio/lait bio ; lait pour production non AOP/lait pour production AOP dans les départements de Franche Comté et des Savoies). Auparavant, le prix des non répondants était estimé à partir du prix moyen de l'ensemble des répondants.

L'amélioration de la procédure d'estimation des non répondants conduit à une légère révision à la hausse des estimations les plus récentes de prix, du fait de la meilleure prise en compte du prix du lait pour production AOP. Le prix du lait standard est ainsi rehaussé de + 5 euros en moyenne pour 1 000 litres en 2015 (soit + 1,7 %) et de + 2,6 euros en moyenne en 2014 (soit + 0,7 %). Le prix du lait à teneurs réelles est rehaussé de + 2,7 euros pour 1 000 litres en moyenne en 2015 (soit + 0,8 %) - avec un maximum de + 5,3 euros pour 1 000 litres pour le mois de décembre 2015 (soit + 1,6 %) - et reste quasiment inchangé en 2014.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) - Lait » pour les principales séries chiffrées

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Tableau de bord - indicateurs filières d'élevage, n° 5/12, mai 2016
- « 2015, de la dérégulation... aux désordres des marchés en 2016 », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 465, février 2016
- « Lait en Europe du Nord - Forces, faiblesses et potentiels en 2020 », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 462, novembre 2015
- « Lait en Europe du Nord - De grands écarts entre pays mais pas de gagnant sur toutes les lignes », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 460, septembre 2015
- « Enquête annuelle laitière 2014 – La collecte de lait de vache à son plus haut niveau depuis 20 ans », Agreste Primeurs n° 329, novembre 2015
- « La collecte de lait de vache marque le pas en mars 2016 », Agreste Infos rapides Lait n° 5/11, mai 2016
- « Forte baisse des prix des produits laitiers en 2015 », Agreste Synthèses n° 2015/276, septembre 2015

Résultats définitifs 2014 de l'enquête annuelle laitière sur le site Agreste

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/enquete-annuelle-laitiere/>

[Retour éditorial](#)

En 2015, la production en volume des IAA a augmenté pour la 2^e année consécutive

En 2015, pour la deuxième année consécutive, la production des industries alimentaires et boissons hors tabac (IAA) a progressé en volume sur un an. Si comme en 2014, les boissons ont fortement contribué à la hausse de la production totale, les produits alimentaires y ont également participé, grâce à l'amorce d'une reprise de la production. Côté demande, les ventes ont été tirées à la fois par les exportations (+ 2 % en volume) et par la consommation des ménages (+ 1 %). Le chiffre d'affaires s'est stabilisé, la hausse de la production ayant été compensée par le recul de la plupart des prix à la production des produits alimentaires. L'excédent commercial global des IAA s'est amélioré sur un an, grâce à la nette consolidation de l'excédent des boissons couplée à la baisse du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes.

Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév.2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons.

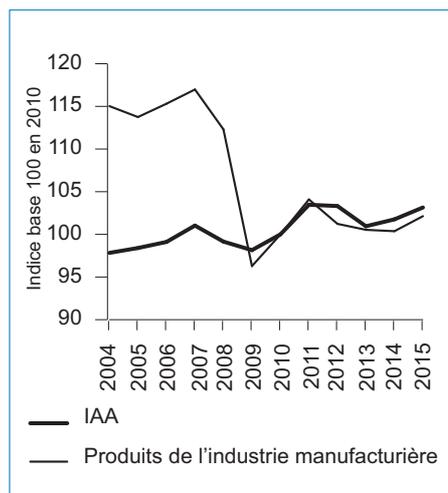
En 2015, la production totale des IAA a augmenté en volume

En 2015, la production des industries alimentaires et boissons a progressé de 1,5 % en volume sur un an, confirmant la reprise observée en 2014 et rompant avec les reculs de 2012 et 2013. Cette hausse résulte de l'augmentation conjointe de la production des industries alimentaires (+ 0,9 %) et de celle des boissons (+ 4,1 %). Les produits alimentaires ont renoué avec la croissance, après trois années de baisse. Les boissons ont, quant à elles, conforté leur progression. Chacune de ces deux productions a contribué pour moitié à l'accroissement de la production totale des IAA.

La production de la plupart des produits alimentaires a progressé

Après trois années consécutives de repli, la production de *viandes et produits à base de viandes* s'est très légèrement redressée sur un an en 2015 (+ 0,5 %). Cette reprise de la production résulte en grande partie de la progression des abattages de volailles, principalement de poulets et de bovins. Portée par la production d'*huiles brutes* (+ 4,8 %), la fabrication des *huiles et graisses végétales et animales* a été dynamique, prolongeant la croissance enregistrée en 2014 (+ 2,3 %). Le bon niveau de la récolte française de colza lors de la campagne 2015/2016, bien qu'inférieur à celui de la campagne précédente, a permis de maintenir le niveau

En 2015, la production en volume des IAA a de nouveau progressé sur un an



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS et CJO

se sont stabilisées (- 0,3 %), après la hausse de l'an passé. La production d'*aliments pour animaux* a une fois de plus régressé, mais à un rythme plus modéré que les deux années précédentes (- 0,6 % versus - 1,9 % en 2014 et - 1,2 % en 2013). Comme l'année dernière, ce recul s'explique par la diminution des fabrications d'*aliments pour animaux de ferme*, en lien avec la crise de l'élevage. Enfin, après avoir augmenté en 2014 sous l'effet de conditions favorables à la production de légumes, l'offre de *produits à base de fruits et légumes* s'est fortement rétractée en 2015 (- 4,7 %), la hausse de la production de *préparations et conserves à base de pommes de terre* (+ 1,9 %), favorisée par une récolte 2014/2015 abondante, n'ayant pu compenser le recul important des *préparations et conserves de légumes* (- 9,4 %).

Les boissons ont une nouvelle fois tiré la croissance de la production des IAA

Entre 2014 et 2015, la production de *boissons*, hors vins s'est accrue de 4,1 %, contribuant fortement à l'augmentation de la production totale des IAA, et confirmant la reprise observée en 2014. L'un des moteurs de cette croissance est la forte progression de la production de *boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille* (+ 9,6 %). Les deux épisodes de canicule en juillet puis de douceur en fin d'année ont en effet encouragé la consommation de ce type de boissons. Un autre facteur explicatif est la reprise de la production de *boissons alcooliques distillées* (+ 3,9 %), après trois années de baisses consécutives. À l'inverse, les productions de *bière*

de l'activité de trituration, et donc de la production d'huiles.

Profitant de l'abondance des disponibilités et de la baisse du prix des céréales, l'offre de produits issus des céréales s'est accrue aussi bien pour la 1^{ère} transformation (farines, produits amylacés, etc.) (+ 3 %), que pour la 2^e transformation (*produits de la boulangerie-pâtisserie, pâtes alimentaires, etc.*) (+ 3,8 %), confirmant la reprise observée en 2014. Les productions de *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* et des *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) ont, elles aussi, progressé sur un an, après trois années de repli (resp. + 1,2 % et + 2,8 %). La hausse de la production des *autres produits alimentaires* s'explique principalement par les fabrications de *desserts lactés de conserve, desserts et entremets à préparer, poudres et concentrés pour la fabrication de boissons, etc.* (+ 16,2 %) dont l'augmentation a plus que compensé le recul de la production de *sucre et de produits à base de sucre* (chocolat, produits de confiserie, etc.) (resp. - 4,1 % et - 4,3 % sur un an).

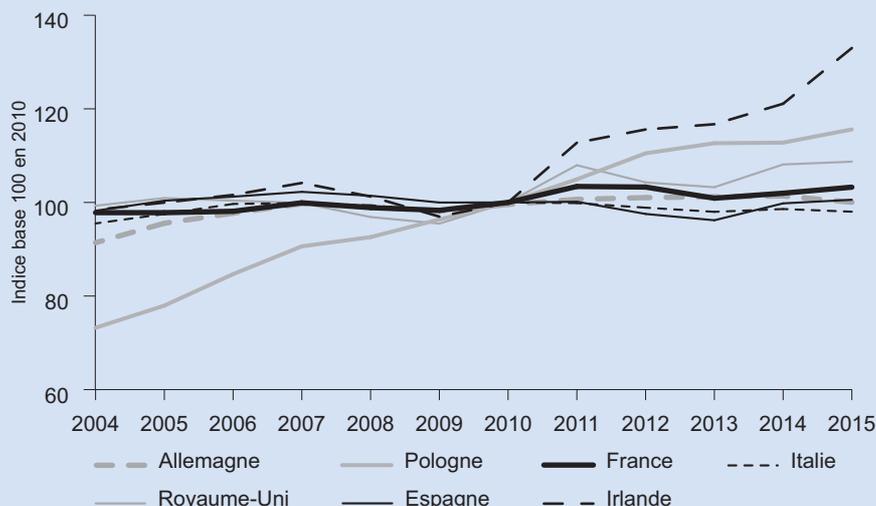
Malgré l'abondance de l'offre de lait qui a lourdement pesé sur les prix, les fabrications de *produits laitiers*

Évolution de la production des IAA dans l'Union européenne

En 2015, la production des industries alimentaires et boissons (hors tabac) des principaux pays européens a évolué de façon contrastée. Si la production a augmenté en Espagne, en Pologne, en France, au Royaume-Uni et plus particulièrement en Irlande, elle

a reculé en Allemagne ainsi qu'en Italie. Globalement, la progression de la production française est semblable (en %) à celle de la plupart des autres pays européens, à l'exception de l'Irlande qui a connu une croissance très dynamique tirée, en partie, par la production laitière.

Légère progression en volume de la production des IAA dans la plupart des pays européens



Les Pays-Bas ne figurent pas sur ce graphique en raison de l'absence de donnée pour 2015. Source : Eurostat - Indice de la production industrielle (Ipi) CJO

et de *champagne et mousseux* ont légèrement reculé (resp. - 0,7 % et - 0,8 %), freinant la hausse globale de la production de boissons.

En 2015, les prix à la production des IAA se sont repliés pour la deuxième année consécutive

En 2015, les prix des IAA ont fléchi par rapport à 2014 (- 1,5 %), soit à un rythme plus élevé qu'entre 2013 et 2014 (- 0,8 %). Cette baisse, amorcée dès le début de l'année 2014, s'est accélérée sur les deux premiers trimestres 2015, avant de ralentir sur les 3^e et 4^e trimestres. L'évolution des prix a, toutefois, été contrastée selon les produits.

En 2015, comme en 2014 et en lien avec la baisse des cours des céréales et oléagineux (en particulier du blé et du soja), les prix à la production des *aliments pour animaux* et des produits du *travail des grains et produits amyliacés* ont reculé par rapport à 2014, mais à un rythme beaucoup moins soutenu (resp. - 2,8 % et - 3,9 % contre - 7,4 % et - 8,7 % entre 2013 et 2014). Les prix des *viandes et produits à base de viandes*, des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*, et des *autres produits alimentaires* se sont également rétractés (resp.

- 1,9 %, - 0,7 % et - 2 %). S'agissant des *produits à base de fruits et légumes*, les prix ont décroché après quatre années de hausse (- 2,2 %). Les prix des *produits laitiers* ont également reculé en 2015, succédant à deux années d'embellie, en raison d'un déséquilibre important entre l'offre et la demande sur les marchés laitiers mondiaux (- 2,9 % par rapport à 2014).

Les prix des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* de même que les prix des *huiles et graisses végétales et animales* sont, eux, restés relativement stables. Enfin, le prix des *boissons* a continué d'augmenter en 2015, mais de façon moins marquée qu'en 2014 (+ 0,6 % par rapport à 2014 versus + 3,2 % entre 2013 et 2014), la hausse des prix des *eaux de table*, des *bières* et des *boissons alcooliques distillées* ayant été atténuée par le repli des prix des *vins* et des *boissons rafraîchissantes*.

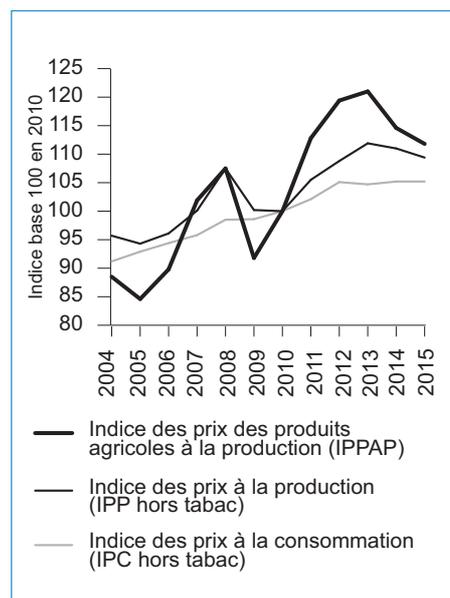
En 2015, l'excédent commercial des IAA s'est redressé, soutenu principalement par les boissons

Rompant avec les évolutions observées en 2013 et 2014, l'excédent commercial des IAA a augmenté en valeur en 2015 par rapport à 2014 (+ 6 %) pour atteindre 8,1 milliards

d'euros. Cette amélioration s'explique par la forte progression, sur un an, des exportations aux 2^e et 3^e trimestres 2015, qui a plus que compensée celle des importations. La valeur de l'excédent reste toutefois inférieure aux montants enregistrés entre 2011 et 2013, ainsi qu'en 2006 et 2007, juste avant la crise économique.

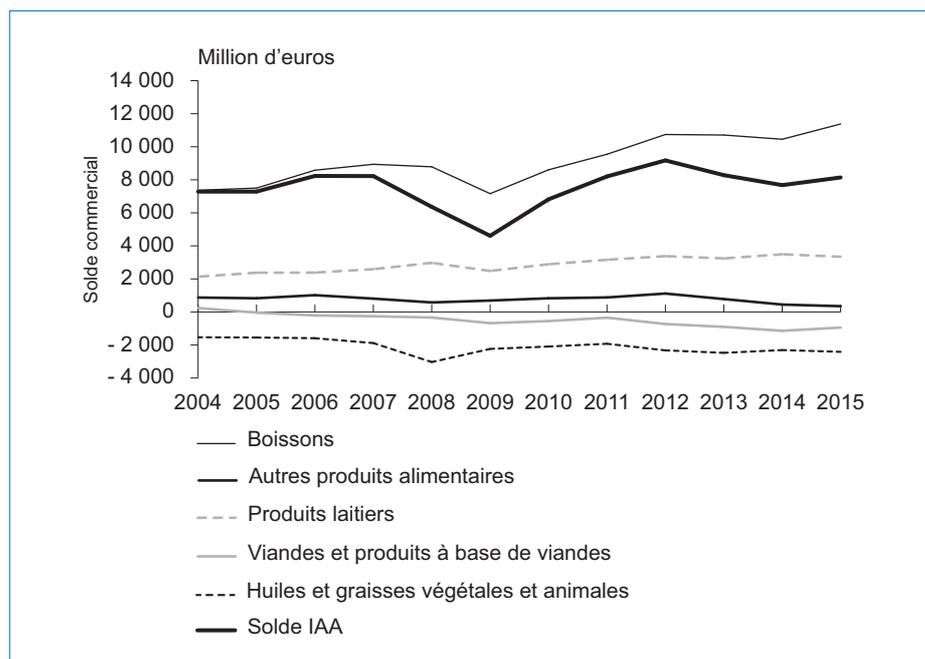
L'amélioration de la balance commerciale des IAA provient essentiellement de l'accroissement de l'excédent des *boissons* (+ 8,8 %), et dans une moindre mesure, de la baisse du déficit des *viandes et produits à base de viandes* (- 17,3 %). En progression régulière tout au long de l'année 2015, l'excédent des *boissons* a atteint un niveau record de près de 11,4 milliards d'euros. Tirées par la demande des pays tiers (Chine et États-Unis notamment), les exportations de vins se sont accrues (+ 4 %), après deux années de repli. La croissance des exportations de *champagne et mousseux*, entamée en 2010, s'est poursuivie en 2015 (+ 12 %), aussi bien vers les pays tiers (+ 19 %) que vers les pays de l'UE (+ 6 %). Les ventes de *boissons alcooliques distillées*, à destination principalement des pays tiers, ont également fortement augmenté (+ 13 %), après deux années successives de baisse. De même,

En 2015, les prix à la production des IAA ont poursuivi leur retrait



Source : Insee

En 2015, l'excédent commercial des « boissons » a fortement progressé sur un an



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

celles de boissons rafraîchissantes et eaux de table se sont accrues pour la septième année consécutive (+ 9 %), vers les pays tiers (+ 10 %) comme vers les pays de l'UE (+ 8 %). Seules les exportations de bière et de malt se sont rétractées (resp. - 2 % et - 6 %).

Concernant les *viandes et produits à base de viandes*, le déficit du solde commercial s'est réduit en valeur, grâce à un recul plus important des importations (- 4 %) que des exportations (- 0,5 %). La baisse des importations s'explique par le repli des importations de viandes bovines et porcines (tant en valeur qu'en volume), en lien avec la diminution de la consommation française de ce type de viandes et la hausse de la production nationale. L'amélioration de l'excédent commercial des *aliments pour animaux* pour la quatrième année consécutive (+ 7,8 %) a également participé à la hausse globale de l'excédent commercial.

À l'inverse, la dégradation de l'excédent commercial des *produits laitiers*, des *produits du travail des grains et produits amylicés* et des *autres produits alimentaires*, couplée à l'aggravation du déficit des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche*, des *produits à base de fruits et légumes et des huiles et graisses végétales et animales* a freiné l'augmentation du solde global des IAA. La détérioration du solde des *produits laitiers* résulte de la chute du prix du lait et des produits industriels dans un contexte de déséquilibre marqué entre une offre mondiale abondante et une demande en repli, qui fait plus que compenser la hausse de l'excédent des échanges en volume.

En 2015, le chiffre d'affaires des IAA est resté globalement stable

Sous l'effet opposé de la hausse de la production en volume et du recul des prix des produits des industries alimentaires et des boissons, le chiffre d'affaires des IAA s'est stabilisé à un niveau relativement élevé en 2015, confirmant le ralentissement apparu en 2014. Les boissons tirent une nouvelle fois leur épingle du jeu, alors que le chiffre d'affaires des produits alimen-

taires stagne. Les évolutions sont toutefois contrastées selon les produits.

Dans le sillage du recul des cours des céréales et des oléagineux, les chiffres d'affaires des *huiles et graisses végétales et animales*, *aliments pour animaux* et des *produits du travail des grains et produits amylicés* se sont réduits par rapport à 2014, mais à un rythme plus modéré (resp. - 4,7 %, - 1,5 % et - 1,8 % contre - 6,1 %, - 3,4 % et - 4,6 % entre 2013 et 2014). Le chiffre d'affaires des *produits laitiers* s'est également dégradé, pour la première fois depuis quatre ans, essentiellement sous l'effet de la chute des prix (- 3,7 %). Comme en 2014, le chiffre d'affaires des *viandes et produits à base de viandes* est resté stable en 2015 (- 0,1 %), la hausse de la production ayant compensé la baisse des prix.

En lien avec l'augmentation de la production, le chiffre d'affaires des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* s'est accru dans les mêmes proportions que l'année dernière (+ 1,7 %). Celui des *autres produits alimentaires* a également progressé mais plus fortement qu'en 2014, en grande partie grâce à la hausse du chiffre d'affaires des *autres produits non classés ailleurs* dont la production a augmenté. Le chiffre d'affaires des *préparations et conserves à base de poisson et de produits*

de la pêche a aussi été dynamique (+ 2,7 %), après s'être légèrement rétracté en 2014. Enfin, celui des *boissons* a poursuivi sa croissance (+ 2,2 %) sous l'effet de la double hausse des quantités produites et des prix, mais à un rythme moins soutenu que lors des trois années précédentes.

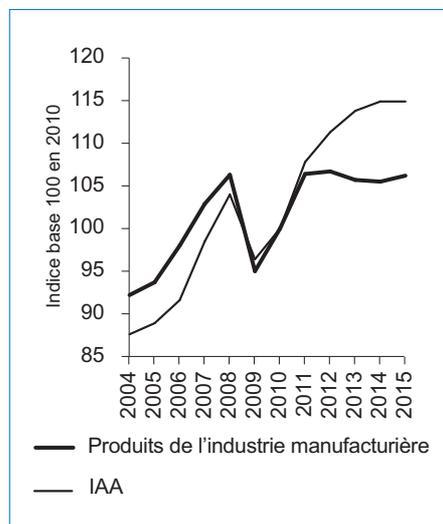
Progression de la consommation des ménages en 2015

D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la part de l'alimentation dans le budget total des ménages s'est légèrement rétractée entre 2014 et 2015 (- 0,7 %) malgré une hausse de la consommation à domicile (+ 1,1 % en volume). Cet accroissement de la consommation est le fait des denrées alimentaires, boissons et tabac consommés à domicile par les ménages, dont la croissance (+ 1,8 %) a plus que compensé le recul de la consommation de produits bruts de l'agriculture et de la pêche - fruits et légumes, poissons frais, etc. (- 2,4 %).

L'augmentation de la consommation de denrées alimentaires, boissons et tabac masque toutefois des disparités selon les produits. Ainsi, selon le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les volumes de viande de boucherie achetés en 2015 par les ménages pour la consommation à domicile ont été inférieurs à ceux de 2014 (- 1,4 %, soit - 22 472 tonnes). Cette baisse s'explique principalement par le recul de la consommation de viandes porcines (y compris jambon et autres charcuteries) et bovines. Les achats de viandes de volailles se sont également légèrement réduits, mais de façon moins marquée qu'en 2014.

De même, d'après ce panel, les achats de produits laitiers des ménages ont diminué en valeur entre 2014 et 2015 (- 0,6 %), sous l'effet conjoint de la baisse des prix et des volumes. En effet, en volume, la consommation de lait liquide, de matières grasses (beurre, margarine, crème, etc.) et de produits ultra frais, tels que les fromages et yaourts frais, a régressé. Seuls les achats de fromages sont restés relativement stables (+ 0,3 %). Concernant, la consommation de

En 2015, le chiffre d'affaires des IAA s'est stabilisé



Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires brut

produits alimentaires hors domicile (restaurants, traiteurs, etc.), le volume des ventes a été, selon l'Insee, en baisse tout au long de

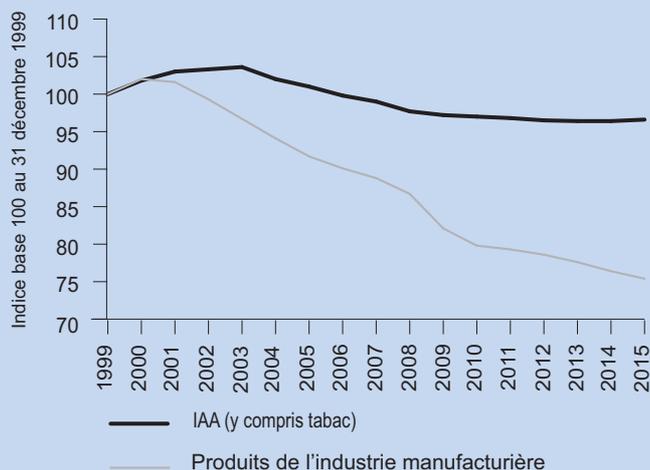
l'année 2015 par rapport à 2014, à l'exception du mois de juillet. Le recul des ventes a notamment été marqué en début et fin d'année à

la suite des attentats perpétrés en janvier et novembre 2015 à Paris.

En 2015, l'emploi dans les IAA a progressé

En 2015, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) s'est redressé par rapport à 2014. Au 4^e trimestre 2015, les IAA employaient 550 200 salariés, soit 5 700 emplois de plus qu'un an auparavant (+ 1 %). À l'opposé, dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a de nouveau reculé sur un an (- 0,7 %), soit 19 900 emplois de moins. Fin décembre 2014, l'industrie manufacturière employait 2,75 millions de salariés.

Après une stabilisation en 2014, l'emploi salarié a augmenté dans les IAA en 2015

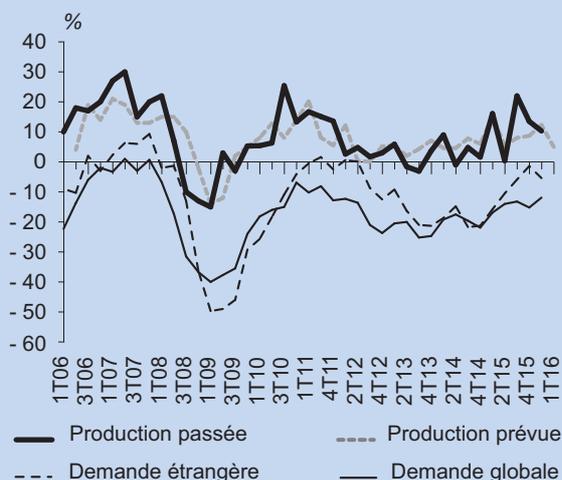


Source : Insee - Emploi salarié fin du 4^e trimestre

Perspectives de production

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee fin 2015 - début 2016, l'activité des IAA a augmenté au 4^e trimestre 2015. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés, même s'ils sont jugés meilleurs que l'année dernière. Les perspectives personnelles de production pour le 1^{er} trimestre 2016 restent comparables à celles de l'année dernière.

En 2015, la demande globale s'est redressée mais reste encore peu étoffée



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives.

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Progression de la production des IAA en 2015

	Année 2015/Année 2014 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2015	2014
Produits des industries alimentaires	0,9	- 1,9	- 0,3	0,4	1,8	- 3 237	- 2 776
Viandes et produits à base de viandes	0,5	- 1,9	- 0,1	- 0,5	- 3,9	- 944	- 1 142
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1,2	0,2	2,7	11,0	4,7	- 2 910	- 2 827
Produits à base de fruits et légumes	- 4,7	- 2,2	2,3	- 3,2	2,1	- 2 512	- 2 355
Huiles et graisses végétales et animales	2,3	- 0,5	- 4,7	4,8	4,7	- 2 414	- 2 307
Produits laitiers	- 0,3	- 2,9	- 3,7	- 7,0	- 9,7	3 343	3 491
Produits du travail des grains et produits amylacés	3,0	- 3,9	- 1,8	- 0,7	3,6	1 047	1 121
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	3,8	- 0,7	1,7	4,8	8,1	- 493	- 406
Autres produits alimentaires	2,8	- 2,0	1,9	3,9	5,5	349	447
Aliments pour animaux	- 0,6	- 2,8	- 1,5	9,7	12,5	1 296	1 202
Boissons*	4,1	0,6	2,2	8,0	5,0	11 378	10 453
IAA hors tabac	1,5	- 1,5	0,0	12,7	11,0	8 162	7 688

	4 ^e trimestre 2015/4 ^e trimestre 2014 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	4 ^e trimestre 2015	4 ^e trimestre 2014
Produits des industries alimentaires	1,5	- 0,5	0,0	0,2	2,6	- 729	- 525
Viandes et produits à base de viandes	0,5	0,7	- 0,7	0,2	- 4,5	- 73	- 137
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1,1	1,5	1,3	9,0	3,3	- 772	- 760
Produits à base de fruits et légumes	- 6,7	- 3,9	1,5	- 4,5	1,3	- 654	- 618
Huiles et graisses végétales et animales	- 1,1	3,5	- 2,2	3,2	9,0	- 579	- 514
Produits laitiers	2,6	- 3,2	- 3,5	- 8,1	- 7,1	891	979
Produits du travail des grains et produits amylacés	0,5	- 2,5	- 0,8	4,9	9,1	260	264
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	8,4	- 0,2	2,4	7,6	7,3	- 131	- 123
Autres produits alimentaires	3,2	0,2	1,7	2,9	5,7	30	83
Aliments pour animaux	- 1,2	1,0	1,1	4,6	12,8	299	303
Boissons*	- 1,3	1,1	- 0,2	5,1	10,0	3 186	3 065
IAA hors tabac	1,0	- 0,2	0,0	1,8	3,2	2 461	2 544

	3 ^e trimestre 2015/3 ^e trimestre 2014 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	3 ^e trimestre 2015	3 ^e trimestre 2014
Produits des industries alimentaires	0,5	- 1,8	0,5	2,5	1,7	- 869	- 910
Viandes et produits à base de viandes	1,3	- 1,2	1,3	- 0,4	- 4,8	- 261	- 324
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	0,0	2,8	4,8	17,1	8,3	- 767	- 722
Produits à base de fruits et légumes	- 8,2	- 2,6	1,3	- 4,8	3,6	- 626	- 564
Huiles et graisses végétales et animales	12,3	2,2	- 5,2	24,7	7,5	- 643	- 635
Produits laitiers	- 0,9	- 4,0	- 2,5	- 7,0	- 10,4	741	764
Produits du travail des grains et produits amylacés	0,3	- 3,5	- 2,0	1,3	3,9	281	288
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 1,1	- 0,5	1,5	4,3	8,6	- 104	- 80
Autres produits alimentaires	3,9	- 2,0	2,2	5,4	2,0	122	57
Aliments pour animaux	- 0,6	- 2,6	0,4	21,5	13,4	389	307
Boissons*	6,6	0,2	6,6	9,5	0,1	3 098	2 762
IAA hors tabac	1,6	- 1,4	1,2	4,8	1,5	2 235	1 853

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Progression de la production des IAA en 2015 (suite et fin)

	2 ^e trimestre 2015/2 ^e trimestre 2014 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2 ^e trimestre 2015	2 ^e trimestre 2014
Produits des industries alimentaires	1,1	- 2,8	- 1,5	0,0	1,2	- 923	- 828
Viandes et produits à base de viandes	- 0,3	- 3,8	- 2,0	- 1,5	- 3,9	- 328	- 369
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 0,1	- 0,2	1,7	- 1,9	5,2	- 760	- 709
Produits à base de fruits et légumes	- 0,7	- 1,8	2,7	- 3,5	3,2	- 652	- 598
Huiles et graisses végétales et animales	- 5,8	- 3,4	- 6,6	- 3,2	0,5	- 598	- 584
Produits laitiers	- 0,9	- 3,4	- 5,3	- 6,4	- 12,2	816	810
Produits du travail des grains et produits amylacés	2,3	- 4,5	- 0,9	- 2,6	- 2,0	272	282
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	3,7	- 1,1	0,5	2,5	9,1	- 122	- 88
Autres produits alimentaires	5,3	- 2,4	2,1	7,6	7,0	146	127
Aliments pour animaux	- 0,5	- 4,7	- 4,2	6,5	15,6	303	302
Boissons*	5,0	0,2	0,8	11,6	10,9	2 731	2 444
IAA hors tabac	1,8	- 2,3	- 1,2	3,5	2,0	1 813	1 619

	1 ^{er} trimestre 2015/1 ^{er} trimestre 2014 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1 ^{er} trimestre 2015	1 ^{er} trimestre 2014
Produits des industries alimentaires	0,7	- 2,6	- 0,1	- 1,1	1,6	- 716	- 513
Viandes et produits à base de viandes	0,7	- 3,4	1,0	- 0,4	- 2,4	- 282	- 311
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	3,8	- 3,0	3,7	21,6	1,7	- 610	- 635
Produits à base de fruits et légumes	2,1	- 0,6	4,1	0,3	0,5	- 580	- 576
Huiles et graisses végétales et animales	5,3	- 3,8	- 5,0	- 1,3	1,9	- 594	- 574
Produits laitiers	- 1,8	- 1,1	- 3,4	- 6,4	- 8,3	895	938
Produits du travail des grains et produits amylacés	9,5	- 5,0	- 3,4	- 6,1	3,3	234	288
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	4,4	- 0,9	2,4	4,6	7,5	- 135	- 115
Autres produits alimentaires	- 0,9	- 3,7	1,5	- 0,2	7,1	51	180
Aliments pour animaux	- 0,2	- 4,7	- 3,1	6,3	8,4	305	291
Boissons*	6,9	0,9	1,9	5,9	- 1,3	2 362	2 182
IAA hors tabac	1,6	- 2,0	0,1	0,9	1,3	1 653	1 672

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Réduction de 17 % du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes en 2015

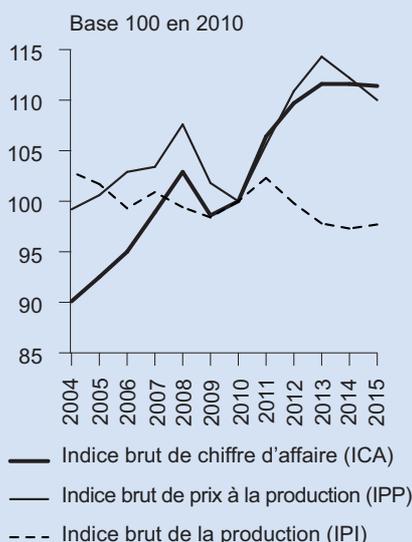
En 2015, la production de *viandes et produits à base de viandes* a très légèrement progressé par rapport à 2014 (+ 0,4 %), rompant avec trois années successives de baisse. Cette amélioration résulte de la hausse conjointe de la production de *viandes de boucherie* et de *viandes de volailles*, les fabrications de « *produits à base de viandes* » ayant reculé. La production de viandes bovines s'est de nouveau redressée (+ 1 % sur un an), en lien avec la hausse des abattements pour la deuxième année consécutive. La production de *viandes porcines* s'est également accrue de 1 %, prolongeant la hausse amorcée en 2014 après plusieurs années de repli entre 2010 et 2013. Cette augmentation provient de l'alourdissement du poids moyen des carcasses, la production porcine en têtes étant demeurée stable. Après trois années de baisse, la production de *viandes de volailles* a renoué avec la croissance en 2015 (+ 1,4 %), essentiellement celle de poulets. La production de *viandes ovines*, est, quant à elle, restée relativement stable (+ 0,3 %), la hausse du poids d'abattage des agneaux ayant permis de compenser la baisse des abattements en têtes liée à la diminution du cheptel reproducteur entre 2013 et 2014. Concernant les *produits à base de viandes*, le recul de la production entamé en 2012 s'est accéléré en 2015 (- 2,6 %), en particulier au 1^{er} semestre, pour atteindre le plus bas niveau jamais observé depuis 2003.

En 2015, les prix à la production des *viandes et produits à base de viandes* ont reculé pour la deuxième année consécutive, en lien avec le recul des prix à la production des animaux. En conséquence, le chiffre d'affaires des *viandes et produits à base de viandes* est resté relativement stable (- 0,1 %), malgré la hausse de la production.

Du côté du commerce extérieur, les échanges ont de nouveau ralenti en 2015 en valeur. Toutefois, les importa-

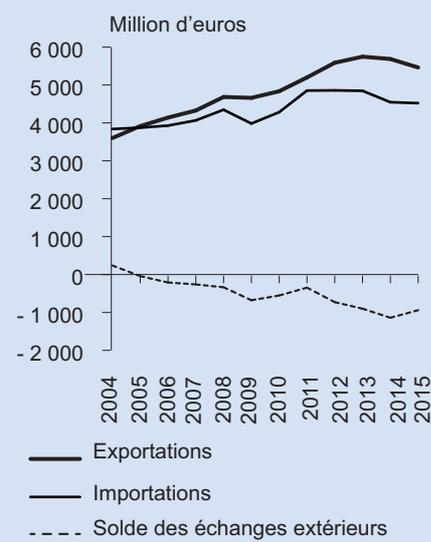
tions s'étant plus contractées que les exportations (respectivement - 4 % et - 0,5 %), le déficit commercial s'est réduit (- 17 %). Plus spécifiquement, les importations de *viandes bovines* ont reculé de 4,6 % à la suite de la hausse de la production nationale, et celles de *viandes de porc* de 13 % en raison de disponibilités importantes sur le marché national. À l'inverse, les exportations de *viandes bovines* et de *volailles*, en particulier de poulets vers les pays tiers, se sont accrues (respectivement + 2,3 % et + 5 % sur un an).

En 2015, les prix ont poursuivi leur repli après avoir atteint un pic en 2013



Sources : Insee, SSP - Agreste

En 2015, le déficit commercial des viandes s'est réduit grâce à une baisse des importations



Source : DGDDI (Douanes)

Reprise de la production de viande en 2015, grâce à la hausse enregistrée au second semestre

Évolution (%)	1 ^{er} sem. 2015/1 ^{er} sem. 2014					2 ^e sem. 2015/2 ^e sem. 2014					Année 2015/Année 2014				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Viandes et produits à base de viandes	- 0,2	- 3,6	- 0,6	- 1,0	- 3,2	+ 0,9	- 0,3	+ 0,3	- 0,1	- 4,7	+ 0,4	- 1,9	- 0,1	- 0,5	- 3,9
Viandes de bouch. et produits d'abat.	+ 2,2	- 4,6	- 2,1	- 4,6	- 5,0	+ 1,3	+ 1,2	- 0,4	- 1,4	- 8,4	+ 1,7	- 1,7	- 1,3	- 3,1	- 6,6
Viandes de volailles	+ 2,2	- 2,7	+ 0,3	+ 5,8	- 1,3	+ 2,4	- 2,2	+ 0,4	- 1,2	+ 3,0	+ 2,3	- 2,4	+ 0,4	+ 1,9	+ 0,8
Produits à base de viandes	- 4,7	- 2,8	+ 1,0	+ 3,6	+ 1,1	- 0,6	- 1,0	+ 0,9	+ 5,6	- 0,0	- 2,6	- 1,9	+ 0,9	+ 4,7	+ 0,5

* En valeur.

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Nouvelle hausse de la production d'huiles et graisses en 2015 et détérioration du déficit commercial

En 2015, la production d'huiles et graisses végétales et animales a poursuivi sa croissance, retrouvée en 2014, après un fléchissement en 2013, mais à un rythme plus modéré. Cette progression résulte des fabrications d'huiles et graisses dont la hausse a plus que compensé le recul de la production de margarine. En effet, le bon niveau de la récolte française de colza lors de la campagne 2015/2016, couplé à l'abondance des récoltes de graines oléagineuses au niveau mondial, notamment de soja, a favorisé le maintien de l'activité de trituration. L'augmentation des fabrications d'huiles et graisses s'explique, quant à elle, par le dynamisme des fabrications d'huiles brutes et tourteaux (+ 4,8 %) qui a contrebalancé le repli de la production d'huiles raffinées.

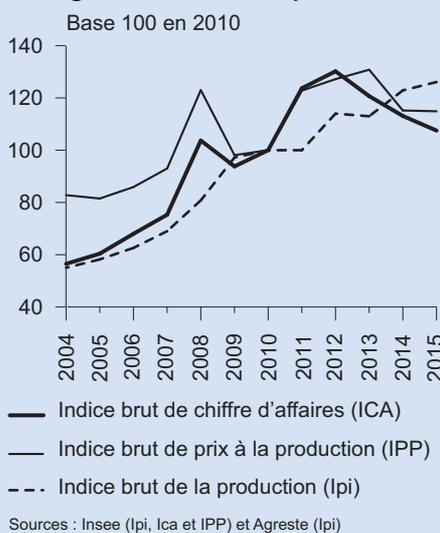
La baisse des prix à la production des huiles et graisses, amorcée en milieu d'année 2013, s'est poursuivie en 2015 sous l'influence du recul du prix des matières premières destinées à la production d'huiles. Cette diminution a toutefois été plus modérée qu'en 2014, grâce au léger redressement des prix en début d'année. Bien que plus faible, ce repli des prix a contrebalancé la hausse de la pro-

duction, pénalisant une fois de plus le chiffre d'affaires (- 5 % sur un an).

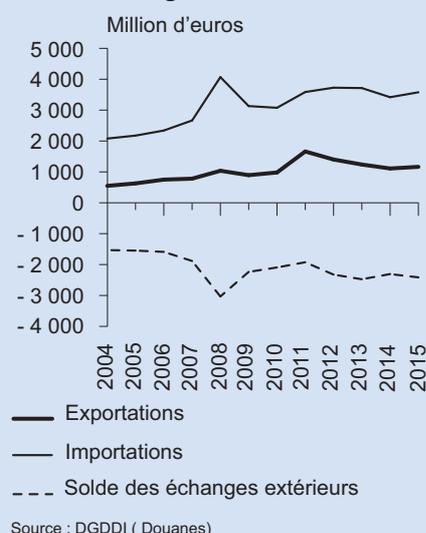
Du côté des échanges extérieurs, les importations d'huiles et graisses se sont accrues en 2015, tant en volume qu'en valeur, malgré la hausse des fabrications de ces produits. Les exportations ont

également progressé en valeur, mais insuffisamment pour éviter une nouvelle détérioration du déficit commercial. Ce dernier s'est ainsi creusé de 5,4 % entre 2014 et 2015, contribuant fortement à la dégradation du déficit commercial global des huiles et graisses végétales et animales.

Nouveau recul du chiffre d'affaires des huiles et graisses en 2015 malgré la hausse de la production



En 2015, le déficit commercial des huiles et graisses s'est détérioré



Une production de nouveau en hausse et des prix encore en léger repli

Évolution (%)	1er sem. 2015/1er sem. 2014					2e sem. 2015/2e sem. 2014					Année 2015/Année 2014				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Huiles et graisses végétales et anim.	- 0,2	- 3,6	- 5,8	- 2,2	1,2	4,9	2,9	- 3,6	12,5	8,2	2,3	- 0,5	- 4,7	4,8	4,7
Huiles et graisses	- 0,1	- 3,7	- 5,9	- 2,2	1,5	5,2	3,2	- 3,8	13,3	9,4	2,6	- 0,3	4,9	5,2	5,4
Huiles brutes et tourteaux	3,2		- 8,3			6,4		- 4,7			4,8		- 6,6		
Huiles raffinées	- 7,0	- 2,4				2,8	0,0				- 2,0	- 1,2			
Margarine	- 5,1		- 3,8	- 3,9	- 1,0	- 6,8		0,1	- 4,9	- 3,1	- 6,0		- 1,9	- 4,4	- 2,1

* En valeur.

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2015, stagnation des fabrications de produits laitiers, baisse des prix et de l'excédent commercial

Après cinq années de hausse et malgré une collecte laitière en légère augmentation sur un an, les fabrications de *produits laitiers* sont restées relativement stables en 2015 par rapport à 2014 (- 0,3 %), l'accroissement de la production au second semestre ayant été quasiment annulé par la baisse enregistrée en première partie d'année. Les évolutions divergent toutefois selon les produits. Les fabrications de *laits secs* ont le plus diminué (- 3,9 % sur un an). À l'inverse, celles de *beurre*, produit rapidement et plus facilement stockable, ont de nouveau progressé, bien qu'à un rythme beaucoup moins soutenu que l'année dernière. La production de *glaces et sorbets* s'est fortement accrue (+ 8,1 %), la douceur des températures au printemps et en fin d'année, couplée à un été très chaud, ayant favorisé leur consommation. Les fabrications de *lait liquide*, *crème de lait* et *produits frais* et de *fromages* sont, quant à elles, restées stables.

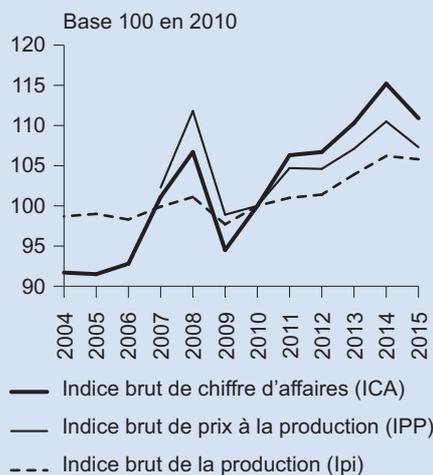
Dans un contexte d'offre excédentaire sur le marché mondial, lié à la baisse de la demande chinoise et au maintien de l'embargo russe d'un côté, et à la fin des quotas laitiers européens de l'autre, les prix à la production des *produits laitiers* se sont rétrécis en 2015. Le prix des *laits secs* a le plus diminué (- 22 %), en lien avec la diminution de près de moitié des importations chinoises de lait en poudre. Pénalisé par des prix en baisse et une

production quasiment stable, le chiffre d'affaires de l'industrie laitière s'est réduit pour la première fois depuis la crise laitière de 2009 (- 3,7 %).

Après avoir atteint un niveau record en 2014, l'excédent commercial des *produits laitiers* s'est dégradé en valeur en 2015, sous l'effet d'un repli des exportations supérieur à celui des importations. La baisse des prix du lait et des produits industriels a en effet pesé sur la valeur des échanges, malgré la hausse des volumes exportés. Le montant des exportations et celui de l'excédent commercial se maintiennent toutefois à des niveaux élevés. En volume, l'excédent commercial s'est amélioré, principale-

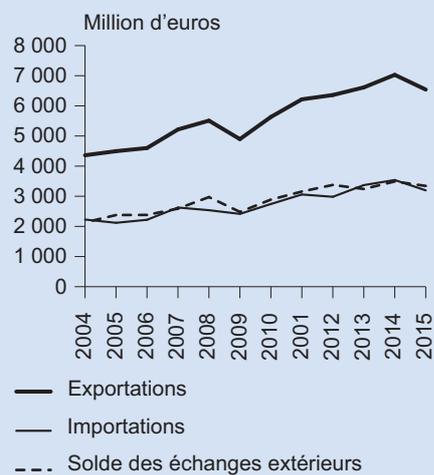
ment grâce à l'accroissement des exportations de *poudre de lait écrémé*, et dans une moindre mesure de *beurre*. Les exportations de *poudre de lait écrémé* ont été tirées par les ventes vers les pays de l'Union Européenne (principalement Belgique, Allemagne, Italie et Espagne), du Maghreb (Egypte et Tunisie) et d'Asie (Thaïlande, Bangladesh, Vietnam, Philippines). La progression des exportations de *beurre* a, quant à elle, été de nouveau soutenue par le marché européen. Enfin, les exportations de *fromages* ont progressé en volume, surtout vers les autres pays de l'Union Européenne (Belgique, Italie, Irlande), mais insuffisamment pour contrebalancer la hausse des importations.

Repli des prix et du chiffre d'affaires des produits laitiers en 2015



Sources : Insee, SSP - Agreste

En 2015, contraction des échanges de produits laitiers



Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, recul des prix et du chiffre d'affaires des produits laitiers

Évolution (%)	1 ^{er} sem. 2015/1 ^{er} sem. 2014					2 ^e sem. 2015/2 ^e sem. 2014					Année 2015/Année 2014				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Produits laitiers	- 1,4	- 2,2	- 4,4	- 6,4	- 10,4	0,8	- 3,6	- 3,0	- 7,6	- 8,9	- 0,3	- 2,9	- 3,7	- 7,0	- 9,7
Produits laitiers et fromages	- 1,8	- 2,2	- 4,7	- 6,9	- 11,0	0,7	- 3,6	- 3,3	- 8,1	- 9,9	- 0,6	- 2,9	- 4,0	- 7,5	- 10,5
Lait liquide, crème de lait, produits frais	- 1,5		- 3,9			1,0		- 1,1			- 0,2		- 2,5		
Lait liquide		- 0,5		- 10,9	6,9		- 4,0		- 12,9	- 19,3		- 2,2		- 11,8	- 7,2
Crème de lait		- 1,1		- 4,4	- 19,6		- 4,3		2,1	- 26,4		- 2,7		- 1,2	- 22,8
Produits frais : yaourts, desserts lactés frais		2,3		- 11,7	- 4,8		- 1,6		- 6,8	- 13,6		0,3		- 9,4	- 9,3
Beurre conditionné GMS	2,9	- 2,9	- 6,3	13,9	- 19,8	- 1,1	- 3,8	- 1,2	- 14,3	- 13,1	1,0	- 3,4	- 3,8	- 0,6	- 16,5
Fromages	- 1,1	0,4	- 3,0	- 0,5	- 1,8	1,1	- 2,3	- 3,0	- 1,5	0,1	0,0	- 0,9	- 3,0	- 1,0	- 0,8
Laits secs	- 7,0	- 24,5	- 10,6			- 0,6	- 19,2	- 10,0			- 3,9	- 22,0	- 10,3		
Lait en poudre écrémé				- 26,0	- 16,6				- 20,5	- 20,5				- 23,5	- 18,5
Lait en poudre entier				- 17,6	- 15,1				- 17,1	- 8,2				- 17,4	- 11,7
Caséine et caséinates		- 7,8		- 5,5	- 11,5		- 7,9		- 32,8	- 8,4		- 7,9		- 18,6	- 10,0
Glaces et sorbets	7,6	- 1,8	5,3	2,2	- 2,1	8,9	- 0,3	5,8	3,2	12,4	8,1	- 1,0	5,5	2,6	3,4

* En valeur.

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2015, la hausse de la production des autres produits alimentaires s'est accompagnée d'une nouvelle baisse de l'excédent commercial

Après deux années consécutives de repli, la production des *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie-confiserie, café, thé, aliments pour enfants et préparations alimentaires diverses) s'est accrue grâce, essentiellement, au dynamisme des fabrications de *produits alimentaires divers* (desserts lactés de conserve, desserts et entremets à préparer, poudres et concentrés pour la fabrication de boissons, etc.). Les productions de *plats préparés, de café et thé transformés et d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques* ont également augmenté. À l'inverse, les fabrications de *cacao, chocolat et produits de confiserie* se sont rétractées de 4,1 %, après avoir fortement progressé l'année dernière, tandis que celles de *sucre* poursuivaient leur recul.

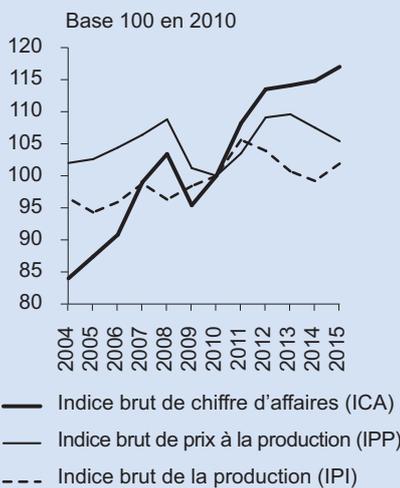
La baisse du prix à la production du *sucre* entamée en 2013, s'est accélérée en 2015 dans le contexte de productions européenne et mondiale abondantes. Les prix des *plats préparés et des aliments adaptés à l'enfant et diététiques* ont également reculé. À l'inverse, les prix du *cacao, chocolat et produits de confiserie*, et encore plus ceux des *café et thé transformés*, se sont accrus. Seuls ceux des *produits alimentaires divers* se sont stabilisés.

Le chiffre d'affaires du secteur a de nouveau progressé en 2015, la hausse de la production ayant contrebalancé le recul des prix. Il a augmenté pour l'ensemble des produits, en particulier les *café et thé transformés*, à l'exception du *sucre* qui a souffert de la baisse conjointe de la production et des prix.

Dans la continuité des reculs observés en 2013 et 2014, l'excédent commercial s'est dégradé en valeur en 2015, jusqu'à atteindre un point bas à 349 millions d'euros. Cette détérioration

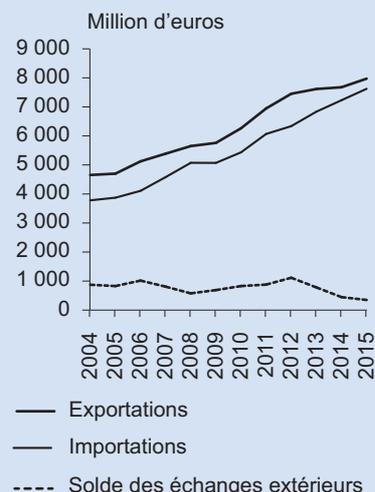
résulte principalement de la hausse des importations de *café et thé transformés, de cacao, chocolat et produits de confiserie et des produits alimentaires divers*. Elle a toutefois été atténuée par l'amélioration de l'excédent des échanges en *aliments adaptés à l'enfant et diététiques* et en *sucre*. En volume, l'excédent commercial du secteur s'est renforcé, essentiellement grâce aux échanges de sucre : exportations en hausse (+ 18,7 %) et importations en baisse (- 16,5 %) sous l'effet d'une récolte française abondante en 2014/2015.

Hausse de la production et du chiffre d'affaires des autres produits alimentaires en 2015



Sources : Insee, SSP - Agreste

En 2015, baisse de l'excédent commercial des autres produits alimentaires



Source : DGDDI (Douanes)

Hausse de la production des autres produits alimentaires en 2015 après une année de repli

Évolution (%)	1 ^{er} sem. 2015/1 ^{er} sem. 2014					2 ^e sem. 2015/2 ^e sem. 2014					Année 2015/Année 2014				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Autres produits alimentaires	2,0	- 3,0	1,8	3,6	7,1	3,5	- 1,0	2,0	4,1	4,0	2,8	- 2,0	1,9	3,9	5,5
Sucre	- 9,8	- 28,5	- 14,0	0,2	- 21,0	2,7	- 19,5	- 7,2	3,0	- 20,1	- 4,3	- 24,3	- 10,8	1,6	- 20,6
Cacao, chocolat et prod. de confiserie	- 5,4	1,2	6,1	9,1	5,3	- 3,0	4,8	2,4	7,3	11,9	- 4,1	3,0	4,1	8,1	8,8
Café et thé transformés	9,2	15,2	9,8	9,3	16,1	- 2,0	11,4	5,2	5,4	- 1,1	3,2	13,2	7,4	7,2	7,0
Condiments et assaisonnements		- 0,2	4,4	5,0	8,0		1,0	4,1	4,0	1,8		0,4	4,3	4,5	4,8
Plats préparés	6,1	- 1,2	1,6	- 2,6	3,8	2,4	- 1,2	3,5	- 3,4	- 2,7	4,3	- 1,2	2,6	- 3,0	0,5
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	2,7	- 1,7	3,8	4,7	18,2	0,4	- 1,3	3,4	24,3	30,4	1,6	- 1,5	3,6	14,3	24,2
Autres produits alimentaires n.c.a.	12,3	0,1	1,9	0,1	4,6	20,5	- 0,2	2,3	- 2,9	1,2	16,3	- 0,1	2,1	- 1,4	2,9

* En valeur.

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Poursuite du recul de la production et du prix des aliments pour animaux en 2015

En 2015, la production d'*aliments composés pour animaux de ferme* a de nouveau légèrement reculé, freinée par la moindre demande en aliments pour bovins et porcins mais soutenue par l'augmentation de celle en aliments concentrés industriels pour volailles. Grâce à un climat automnal doux favorable au maintien des animaux au pâturage, les besoins en aliments du cheptel laitier se sont réduits, freinant, de ce fait, la fabrication d'*aliments pour vaches laitières*. Pour les porcins, la baisse conjointe des cours des tourteaux de soja, du blé et du maïs a peut-être incité les éleveurs à utiliser davantage les aliments fabriqués directement à la ferme. À l'inverse, les quantités d'aliments composés destinées aux volailles se sont accrues (+ 2 %), tirées par la forte demande de la filière poulets de chair, en lien avec l'augmentation des abattages et la hausse des exportations vers l'Union européenne et les pays tiers. Les fabrications d'*aliments pour animaux de compagnie* sont, quant à elles, restées stables.

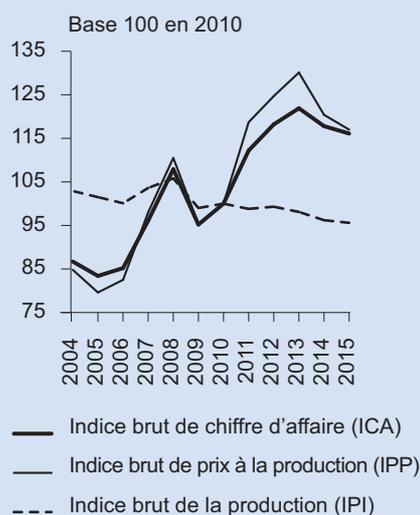
Dans un contexte de cours des céréales et de soja en baisse, les prix à la production des *aliments pour animaux de ferme* ont poursuivi leur repli en 2015 (- 4,1 %), mais à un rythme beaucoup plus faible qu'en 2014 (- 9,2 %). Moins fluctuants, les prix des *aliments pour animaux de*

compagnie ont suivi la même tendance haussière tout au long de l'année. L'évolution du chiffre d'affaires de la nutrition animale a été à l'image de celle des prix : en recul pour les *aliments pour animaux de ferme*, et en hausse pour les *aliments pour animaux de compagnie*.

Du côté des échanges, la balance du commerce extérieur, structurellement excédentaire, a maintenu une orientation haussière (+ 8 % en valeur et + 18 % en volume sur un an). L'essentiel des échanges en volume a été réalisé avec l'Union européenne. En

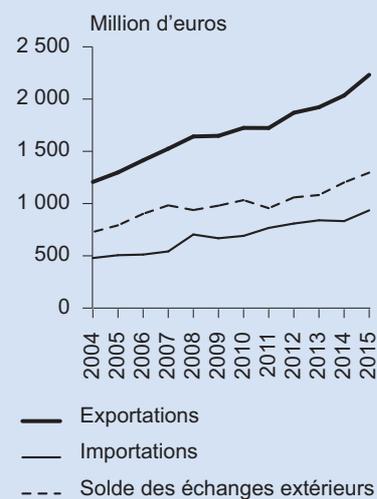
volume, les exportations d'*aliments pour animaux de ferme* se sont fortement développées (+ 11 %), aussi bien vers l'UE que vers les pays tiers. Les importations se sont légèrement accrues (+ 1 %). En valeur, les ventes à l'étranger ont augmenté de 9 % tandis que les achats se contractaient de 3 %. Concernant les *aliments pour animaux de compagnie*, les exportations comme les importations ont augmenté (respectivement + 9 % et + 5 % en valeur). En valeur, les hausses ont été beaucoup plus prononcées en raison de l'accroissement des prix (resp. + 10 % et + 29 %).

Prolongation de la baisse des prix des aliments pour animaux en 2015



Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, envolée des exportations d'aliments pour animaux



Source : DGDDI (Douanes)

Un chiffre d'affaires pénalisé par la baisse conjointe de la production et des prix

Évolution (%)	1 ^{er} sem. 2015/1 ^{er} sem. 2014					2 ^e sem. 2015/2 ^e sem. 2014					Année 2015/Année 2014				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Aliments pour animaux	- 0,4	- 4,7	- 3,7	6,4	11,9	- 0,9	- 0,9	0,8	13,0	13,1	- 0,6	- 2,8	- 1,5	9,7	12,5
Aliments pour animaux de ferme	- 1,6	- 6,2	- 6,4	9,6	- 0,2	- 0,3	- 1,8	- 0,6	9,0	- 6,6	- 0,9	- 4,1	- 3,5	9,3	- 3,4
Aliments pour anim. de compagnie	3,2	4,0	4,1	4,3	25,1	- 2,7	3,9	4,2	15,5	33,4	0,2	4,0	4,2	10,0	29,4

* En valeur.

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.
 Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Dynamisme de la production de boissons en 2015

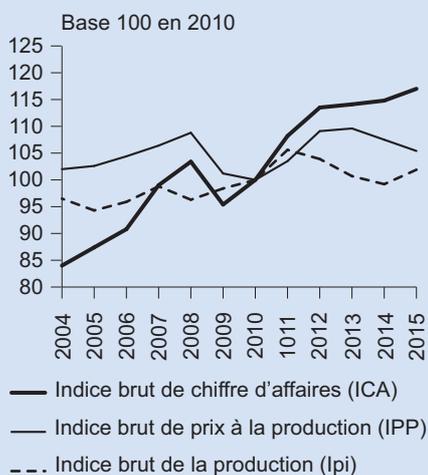
La croissance de la production de boissons s'est accélérée en 2015, tirée par le dynamisme des fabrications de *boissons rafraîchissantes* et de *boissons alcooliques distillées* (cognac, eaux-de-vie, whisky, spiritueux). Le climat doux au printemps et en fin d'année, couplé aux canicules de juillet, a favorisé la production de *boissons rafraîchissantes*, tandis que celles de *boissons alcooliques distillées* ont été soutenues par la demande extérieure, en particulier de la part de la Chine, de l'Union européenne et des États-Unis. Les fabrications de *champagne et mousseux* et de *bière* se sont, quant à elles, légèrement contractées après avoir progressé l'année dernière.

Contrairement aux prix des produits alimentaires, les prix à la production de l'ensemble des boissons se sont légèrement accrus en 2015 par rapport à 2014. Ils ont été soutenus par l'augmentation du prix des *boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille*, et dans une moindre mesure par celle des *boissons alcooliques distillées*. Le prix de la bière a également progressé, mais de façon moins marquée que les trois années précédentes, toujours sous l'effet de la hausse de la taxation sur ce produit. En amont, le prix du malt a poursuivi sa baisse sous l'impact du léger repli des cours de l'orge de brasserie.

Sous l'impulsion de la hausse de la production et des prix, le chiffre d'affaires du secteur a augmenté pour la sixième année consécutive en 2015, bien qu'à un rythme plus modéré. Seul le chiffre d'affaires du *malt* s'est dégradé, pénalisé par le recul des prix.

Après un repli en 2014, l'excédent commercial des boissons s'est amélioré en 2015 atteignant un niveau record de 11,4 milliards d'euros (+ 8,8 %). Cette hausse résulte principalement de l'augmentation plus rapide des exportations que des importations de *boissons alcooliques distillées, de vins, champagne et mousseux* et des *eaux de table*.

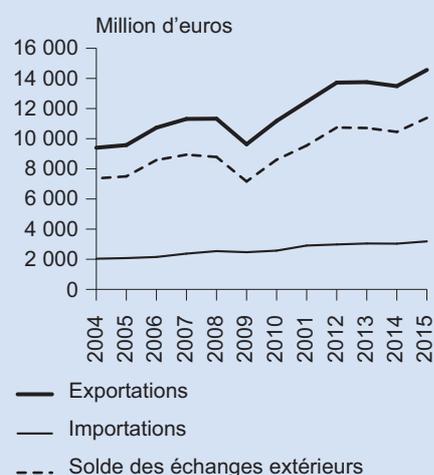
Poursuite de la hausse du chiffre d'affaires des boissons en 2015



Sources : Insee, SSP - Agreste

liqués distillées, de vins, champagne et mousseux et des *eaux de table*. L'augmentation des exportations de *boissons alcooliques distillées* et de *vins, champagne et mousseux* a été tirée en grande partie par les ventes vers les États-Unis et la Chine. Celles des *eaux de table* a bénéficié de la demande des pays de l'Europe du nord (Belgique, Allemagne, Royaume-Uni), du Japon, de la Chine et des États-Unis. En volume, l'excédent commercial s'est également de nouveau accru sous l'effet de la hausse des exportations de *boissons rafraîchissantes* et des *eaux de table*.

En 2015, des exportations de boissons dynamiques et un excédent commercial record



Source : DGDDI (Douanes)

Une production de boissons une nouvelle fois dynamique en 2015, surtout au 1^{er} semestre

Évolution (%)	1 ^{er} sem. 2015/1 ^{er} sem. 2014					2 ^e sem. 2015/2 ^e sem. 2014					Année 2015/Année 2014				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Boissons	5,8	0,6		8,9	5,1	2,6	0,7		7,2	4,9	4,1	0,6	2,2	8,0	5,0
Boissons alcooliques distillées	6,2	0,8	4,0	15,4	-0,6	2,0	1,1	3,9	11,4	3,6	3,9	1,0	3,9	13,2	1,6
Champagne et mousseux	- 1,2	- 1,3	4,0	9,0	- 8,7	- 0,5	- 3,6	6,2	14,5	23,1	- 0,8	- 2,4	5,4	12,4	7,2
Vins			2,5	6,5	7,4			- 1,2	1,6	10,4			0,6	3,9	9,0
Cidre et autres vins de fruits		1,3	- 4,6	- 8,1	2,4		0,4	6,9	4,7	- 10,1		0,9	2,0	- 2,0	- 3,9
Autres boissons fermentées non distillées		1,1	6,9	5,3	11,8		1,3	9,2	16,4	- 16,4		1,2	8,0	10,7	- 4,0
Bière	- 0,9	0,8	1,1	- 2,0	7,3	- 0,5	1,6	6,6	- 1,6	6,4	- 0,7	1,2	3,7	- 1,8	6,8
Malt	1,1	- 2,4	- 1,6	- 1,0	- 0,9	1,2	- 1,0	- 3,1	- 10,7	8,4	1,1	- 1,7	- 2,3	- 5,9	3,5
Boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille	12,1	2,4	- 1,8	9,2	11,2	7,1	2,0	0,6	8,2	1,5	9,6	2,2	- 0,6	8,7	6,2
Boissons rafraîchissantes	16,5	- 12,0	- 4,4	2,6	11,7	6,2	- 0,6	- 3,0	7,2	- 0,3	11,4	- 6,7	- 3,7	4,8	5,5
Eaux de table	4,1	2,4	2,8	15,9	8,2	8,8	1,4	6,7	9,2	13,4	6,4	1,9	4,7	12,5	10,7

* En valeur.

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Autres secteurs

En 2015, repli de la production de produits à base de fruits et légumes

Après un léger soubresaut en 2014, la production de *fruits et légumes transformés* a de nouveau reculé en 2015 (- 4,7 %), en particulier au second semestre (- 7,6 %). Ce repli résulte de la diminution conjointe des fabrications de *préparations et conserves à base de fruits et légumes et des jus de fruits et légumes* (resp. - 5,8 % et - 1,1 % sur un an). Seule la production de *préparations et conserves à base de pommes de terre* a augmenté (+ 1,9 %), grâce aux fabrications du premier semestre (+ 4,1 %) dynamisées par l'abondance de la récolte 2014/15 de pommes de terre. Rompant avec l'évolution observée entre 2011 et 2014, les prix à la production des *fruits et légumes transformés* se sont rétractés en 2015 (- 2,2 %). En dépit du recul de la production, la progression du chiffre d'affaires du secteur s'est poursuivie, mais à un rythme plus modéré que les années précédentes. Enfin, structurellement déficitaire, le solde du commerce extérieur des *fruits et légumes transformés* s'est de nou-

veau dégradé en 2015 (- 6,6 % en valeur et - 3 % en volume).

Nouvelle baisse de l'excédent commercial des produits issus des céréales

La production de *produits amylicés* a de nouveau progressé en 2015 (+ 2,3 %), confirmant la reprise observée en 2014. À l'inverse, celle de *farines* s'est contractée pour la deuxième année consécutive (- 2,1 %). Les prix à la production des *produits amylicés*, tout comme ceux des *farines*, ont poursuivi leur recul (resp. - 8,7 % et - 2,1 %), mais de façon moins marquée qu'en 2014. Grâce à la hausse de la production, le chiffre d'affaires des *produits amylicés* est resté stable, tandis que celui des *farines* s'est dégradé sous l'effet de la diminution conjointe de la production et des prix. L'excédent commercial des *produits issus des céréales* (farines, semoules, produits amylicés) s'est dégradé pour la troisième année consécutive, tant en volume qu'en valeur, conséquence de la baisse des exportations et de la hausse des importations (en parti-

culier de farines (+ 3 % en valeur) et de semoule (+ 14 %)).

Dynamisme de la production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires

Tirée par le dynamisme des fabrications de *biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation* (+ 5,3 %), la *production de produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* a poursuivi sa croissance en 2015 (+ 3,9 %). À l'inverse, les fabrications de *pâtes alimentaires* se sont rétractées après deux années de croissance (- 0,9 %), en lien avec la baisse de la récolte 2014/15 de blé dur. Les prix à la production des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* se sont de nouveau repliés, mais demeurent à un niveau élevé, tout comme le chiffre d'affaires toujours orienté à la hausse pour la sixième année consécutive. Le déficit commercial s'est, quant à lui, fortement accru (+ 21,3 % en valeur et + 20 % en volume), sous l'effet d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations. Il a atteint son plus haut niveau, à 493 millions d'euros.

Contraction de la production de produits à base de fruits et légumes et hausse de la production dans les autres secteurs

Évolution (%)	1 ^{er} sem. 2015/1 ^{er} sem. 2014					2 ^e sem. 2015/2 ^e sem. 2014					Année 2015/Année 2014				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Produits à base de fruits et légumes	0,6	- 1,2	3,4	- 1,6	1,9	- 7,6	- 3,2	1,4	- 4,7	2,4	- 4,7	- 2,2	2,3	- 3,2	2,1
Préparations et conserves à base de pommes de terre	4,1		- 1,5	- 1,0	- 6,6	- 0,6		9,8	2,7	- 0,4	1,9		4,0	0,9	- 3,6
Jus de fruits et légumes	3,2	- 0,6	0,0	- 6,4	- 0,2	- 5,4	0,6	1,0	- 0,4	5,7	- 1,1	- 0,0	0,5	- 3,6	2,7
Autres préparations et conserves à base de fruits et légumes	- 0,5	- 1,1	4,6	- 1,1	4,8	- 8,4	- 3,9	0,5	- 6,8	2,0	- 5,8	- 2,5	2,3	- 4,0	3,4
Préparations et conserves de légumes	1,6		5,0			- 12,7		- 2,0			- 9,4		1,0		
Préparations et conserves de fruits	- 2,2	0,1	4,0			2,1	- 1,3	4,5			0,1	- 0,6	4,3		
Produits du travail des grains et produits amylicés	5,7	- 4,7	- 2,2	- 4,4	0,6	0,4	- 3,0	- 1,4	3,0	6,5	3,0	- 3,9	- 1,8	- 0,7	3,6
Produits amylicés	2,1	- 10,2	- 0,3	- 6,8	- 5,6	2,5	- 7,1	0,9	4,0	- 5,3	2,3	- 8,7	0,3	- 1,5	- 5,5
Produits du travail des grains	7,7	- 3,0	- 3,2	- 1,5	3,6	- 0,6	- 1,7	- 2,6	2,0	12,2	3,4	- 2,4	- 2,9	0,2	7,9
Farines	- 1,8	- 2,1	- 3,0			- 2,4	- 2,1	- 3,1			- 2,1	- 2,1	- 3,1		
Céréales transformées	21,2	0,3	- 3,5			1,8	0,1	- 1,7			10,9	0,2	- 2,7		
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	4,1	- 1,0	1,5	3,5	8,3	3,7	- 0,4	1,9	5,9	7,9	3,9	- 0,7	1,7	4,8	8,1
Pain ; pâtisseries et viennoiseries fraîches		- 1,5	1,2	3,4	7,3		- 0,8	1,8	11,0	9,5		- 1,2	1,5	7,3	8,4
Biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation	5,2	0,7	1,9	1,9	6,0	5,3	0,4	2,1	1,4	6,4	5,3	0,5	2,0	1,6	6,2
Pâtes alimentaires	0,1	5,9	7,3	21,3	20,1	- 1,9	6,7	3,2	19,1	12,8	- 0,9	6,3	5,2	20,2	16,4
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1,8	- 1,6	2,6	9,5	3,5	0,9	2,1	2,7	12,4	5,7	1,3	0,2	2,7	11,0	4,7

* En valeur.

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

IAA 2013 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2013, les entreprises agroalimentaires au sens large - industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie - comptaient près de 86 000 unités légales et employaient 680 000 salariés en équivalent temps plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises. Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 16 200 unités et 435 000 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 45 % du chiffre d'affaires des unités

légales agroalimentaires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 37 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 38 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée et de 31 % des exportations directes. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des unités légales agroalimentaires en 2013

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légales	Effectif salariés en équivalent temps plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ¹ million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'expor- tation %	
Ensemble des entreprises agroalimentaires	85 856	678 524	775 341	372 254	19,0	51 976
Industries agroalimentaires	16 218	378 457	434 692	168 902	20,9	31 755
Industries alimentaires	13 093	334 023	365 066	140 784	19,0	24 101
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 526	95 564	107 207	33 405	10,3	5 222
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	351	11 661	13 282	3 646	8,7	647
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 361	22 768	24 172	7 832	16,8	1 567
Fab. huile et graisse végétale & animale	235	3 309	3 528	7 672	42,5	418
Fabrication de produits laitiers	1 273	53 008	56 214	29 762	20,8	4 192
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	462	13 442	14 470	7 615	44,1	1 292
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 594	43 086	46 386	10 397	15,6	2 629
Fabrication autres produits alimentaires	4 864	73 563	80 899	26 585	20,1	6 483
Fabrication d'aliments pour animaux	428	17 623	18 908	13 871	13,9	1 652
Fabrication de boissons	3 125	44 434	69 626	28 118	30,3	7 653
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	25 253	160 078	177 041	189 434	18,6	13 844
Artisanat commercial	44 385	139 989	163 608	13 919	0,4	6 378
Charcuterie	5 444	15 225	15 864	2 259	0,1	812
Cuisson de produits de boulangerie	3 618	8 176	9 984	842	0,4	313
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	30 932	104 912	123 749	9 653	0,3	4 690
Pâtisserie	4 391	11 676	14 012	1 164	2,2	563

1. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaires, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2013, traitement SSP

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y c. de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs - Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur - sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

- **Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :**

le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Elaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole – IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 3^e trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an », Synthèses n° 2015/280, février 2016
- « Au 2^e trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 2^e trimestre 2014 », Synthèses n°2015/277, octobre 2015
- « Au 1^{er} trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2014 », Synthèses n°2015/273, juillet 2015
- « En 2014, le volume de la production des IAA a légèrement progressé », Synthèses n°2015/266, avril 2015
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

Les primeurs IAA :

- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Léger repli des ventes en 2014 », Agreste primeur n° 330, novembre 2015
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires en 2013 », Agreste primeur n° 318, novembre 2014
- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste primeur n° 305, novembre 2013
- « Les exportations et les prix dopent les ventes » Agreste Primeur n° 287, septembre 2012
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques

BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédactrice en chef : Annie Delort

Composition : SSP Beauvais

Dépot légal : À parution

© Agreste 2016

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Sommaire des synthèses

Synthèses

L'offre mondiale excédentaire en 2015/2016 et la perspective de bonnes récoltes en 2016 continuent de faire pression sur les prix des grains

Grandes cultures

5 O. Satger

Sur les sept premiers mois de la campagne 2015/2016, les exportations françaises de pommes vers l'Europe se redressent et tirent les cours à la hausse

Fruits d'hiver

11 L. Bernadette

Après une année 2014 en demi-teinte, la production française de volailles progresse en 2015 et retrouve son niveau de 2007

Aviculture

15 C. Pendariès

En 2015, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan, mais repli modéré de la consommation de viande à domicile par les ménages

Consommation

25 A. Lavergne

Début 2016, le déséquilibre persiste sur le marché du lait et des produits laitiers

Lait

33 G. Martin-Houssart

En 2015, la production en volume des IAA a augmenté pour la 2^e année consécutive

IAA

39 M. Kuhn-le-Braz

Organismes et abréviations

57

Pour en savoir plus

59

Liste des Infos rapides parues

Abricot, n° 1/4, mai 2016

Animaux de boucherie - Bovins, n° 5/11, mai 2016

Animaux de boucherie - Ovins, n° 5/11, mai 2016

Animaux de boucherie - Porcins, n° 5/11, mai 2016

Animaux de boucherie - Bovins - Enquête cheptel novembre 2015, avril 2016

Animaux de boucherie - Ovins - Enquête cheptel novembre 2015, avril 2016

Animaux de boucherie - Caprins - Enquête cheptel novembre 2015, avril 2016

Animaux de boucherie - Porcins - Enquête cheptel novembre 2015, avril 2016

Aviculture, n° 6/11, juin 2016

Carotte n° 6/6, avril 2016

Cerise, n° 1/3, mai 2016

Chicorée n° 5/5, avril 2016

Chou-fleur n° 6/6, mai 2016

Climatologie, n° 6/12, juin 2016

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 5/12, mai 2016

Concombre, n° 2/5, mai 2016

Courgette, n° 1/4, mai 2016

Coûts de production, n° 6/10, juin 2016

Endive, n° 4/5, avril 2016

Fraise, n° 2/6, mai 2016

Grandes cultures et fourrages n° 4/10, juin 2016

Lait, n° 5/11, mai 2016

Laitue n° 6/6, avril 2016

Pêche, n° 2/5, juin 2016

Prairies n° 2/7, mai 2016

Prix agricoles et alimentaires n° 4/10, juin 2016

Stocks Pommes-Poires, n° 8/10, mai 2016

Tomate, n° 2/6, mai 2016

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

M.A. Lapuyade

M.A. Lapuyade

C. Pendariès

M.A. Lapuyade, C. Ratte

M.A. Lapuyade, P. Soler

M.A. Lapuyade, P. Soler

C. Pendariès, P. Soler

C. Pendariès

F. Kane

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

F. Kane

F. Kane

M. Le Turdu

T. Champagnol

F. Kane

F. Kane

M. Kuhn-le-Braz, A. Lavergne

F. Kane

F. Kane

O. Satger

S. Cazeneuve

F. Kane

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

L. Grassart

A. Delort

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

F. Kane

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 2 - juin 2016

Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général*

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr
